

149e Année — N° 8 N.S.

REPUBLIQUE FRANÇAISE
LIBERTE - EGALITE - FRATERNITE

21 Décembre 2000

ISSN 1141 - 4774

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

NUMERO SPECIAL

Matahiti 149
N° 8 - Numera Taae

TE VE'A A TE HAU NO POLYNESIA FARANI

Mahana 21
no Titema 2000

IMPRIMERIE OFFICIELLE — Tél. : 42.50.67 - Télécopieur (Fax) : 42.52.61 - B.P. 117 - 98713 PAPEETE

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

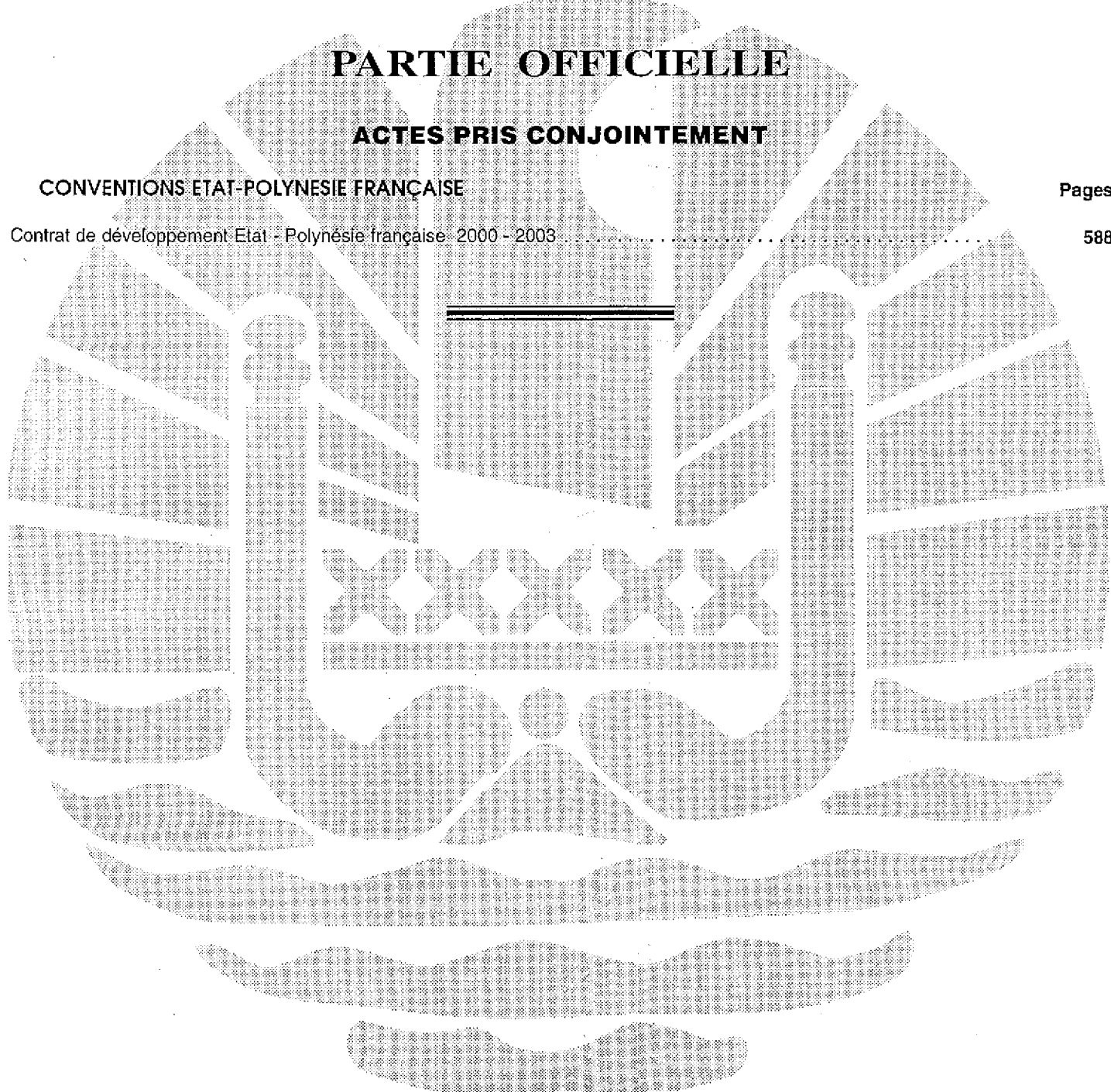
ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNESIE FRANÇAISE

Contrat de développement Etat - Polynésie française 2000 - 2003

Pages

588



PARTIE OFFICIELLE

ACTES PRIS CONJOINTEMENT

CONVENTIONS ETAT-POLYNÉSIE FRANÇAISE

CONTRAT DE DEVELOPPEMENT ETAT - POLYNÉSIE FRANÇAISE 2000 - 2003

Conformément aux dispositions de la loi n° 94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française, et notamment son article 8,

Vu le mandat de négociation du contrat de développement en date du 4 avril 2000 ;

Vu la convention cadre n° 58-00 du 24 mai 2000 relative à la participation de l'Etat (ministère de l'éducation nationale) à la mise en œuvre par anticipation sur le contrat de développement 2000 - 2003 d'une première tranche du programme d'équipement des établissements d'enseignement du second degré en Polynésie française, au titre de l'exercice 2000 ;

Vu la saisine du Conseil économique, social et culturel de la Polynésie française par lettre n° 224 PR/MEC du 5 octobre 2000 ;

Vu la délibération n° 2000-118 APF du 12 octobre 2000 de l'assemblée de la Polynésie française portant approbation du contrat de développement Etat/territoire 2000 - 2003 ;

Vu l'arrêté n° 1612 PR du 23 octobre 2000 portant délégation de pouvoir au ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent ;

Vu la lettre du 20 octobre 2000 du secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'intérieur, chargé de l'outre-mer, autorisant le haut-commissaire à signer le présent contrat ;

Vu le décret du 20 octobre 1999 portant nomination de M. Christian Massinon, administrateur civil hors classe, secrétaire général de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 357 DAF/PERS du 13 décembre 1999 portant délégation de signature à M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française,

L'Etat, représenté par M. Christian Massinon, secrétaire général de la Polynésie française,

Et

La Polynésie française, représentée par M. Georges Puchon, ministre de l'économie, du plan et de la prévision économique, de l'énergie et de la circonscription portuaire des îles du Vent,

conviennent de signer le présent contrat de développement qui porte sur un montant total de 40 milliards 750 millions de F CFP (soit 2 milliards 240 millions de FF), les participations financières directes de l'Etat et de la Polynésie française s'élevant chacune à 20 milliards 375 millions de F CFP (soit 1 milliard 120 millions de FF).

Les parties prenantes s'engagent ainsi dans une action conjointe destinée à assurer l'efficacité de mise en œuvre du contrat de développement de la Polynésie française dans les conditions définies dans le présent document.

Les cosignataires conviennent de soumettre d'un commun accord à l'arbitrage du ministre en charge de l'outre-mer tout différend concernant l'exécution du présent contrat qui ne trouverait pas de solution localement.

PREAMBULE

A la suite de l'accord cadre du 27 janvier 1993 du Pacte de progrès économique, social et culturel entre la République française et le territoire de Polynésie française, la loi d'orientation du 5 février 1994 pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française dispose, en son article 1er, que pour une durée de dix ans, "la nation aidera le territoire de la Polynésie française à réaliser une mutation profonde de son économie, afin de parvenir à un développement mieux équilibré et à une moindre dépendance à l'égard des transferts publics, en favorisant le dynamisme des activités locales et le progrès social".

Pendant cette période de dix ans, cette solidarité s'exprime notamment sous la forme de deux contrats de développement. Le premier a porté sur les exercices 1994 à 1999. Conformément à la loi d'orientation, le présent contrat couvrira les quatre derniers exercices de la période, à savoir 2000 - 2003.

Les objectifs d'ores et déjà définis par le Pacte de progrès ont été repris dans le cadre du programme stratégique pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française qui a fait suite à la cessation d'activité du Centre d'expérimentation du Pacifique et qui a été concrétisé par la signature de la convention du 25 juillet 1996.

A l'horizon de 2005, les ressources propres de la Polynésie devraient représenter plus de la moitié de ses recettes de transfert (contre 39 % en 1998), le tourisme comptant pour 60 milliards de F CFP (contre 39,7 milliards en 1998), la pêche et les produits de la mer pour 30 milliards (contre 14,6 milliards en 1998), les recettes provenant des retraités de l'Etat pour 15 milliards (contre 12,5 milliards en 1998), et les autres exportations pour 5 milliards (contre 2 milliards en 1998).

Pour atteindre ces objectifs, il convenait de :

- créer un environnement macro-économique favorable au développement du secteur productif ;
- développer les infrastructures nécessaires à la mise en œuvre et au fonctionnement du secteur productif ;
- maintenir une cohésion sociale en répondant au défi du chômage et de la pénurie d'habitat social ;
- assurer la cohérence des actions menées par le territoire et les communes ;
- garantir les conditions d'un développement géographique équilibré dans l'ensemble des archipels.

Le contrat de développement s'inscrit en cohérence avec les nombreux autres instruments d'intervention de l'Etat et du territoire.

Hors contrat, l'Agence pour le développement et la maîtrise de l'énergie (ADEME) et le Bureau de recherche géologique et minière (B.R.G.M.) sont partenaires de l'Etat et de la Polynésie française dans les domaines de l'énergie et de l'environnement, et des risques naturels.

Dans ce contexte, le présent contrat de développement met l'accent sur les quatre axes stratégiques suivants :

1° Favoriser le développement économique de la Polynésie, notamment à travers la promotion de l'emploi et l'amélioration de la formation professionnelle ;

2° Aménager le territoire en préservant l'environnement et en mettant en valeur les ressources naturelles ;

3° Renforcer la couverture sanitaire, la cohésion sociale et le développement culturel ;

4° Poursuivre la déconcentration administrative et le développement des archipels.

Le développement économique est la première priorité de la Polynésie française : objectif en soi pour le renforcement de l'autonomie économique en tant qu'axe principal du Pacte de progrès, il conditionne également la capacité de financement des autres priorités. La formation professionnelle et son efficacité à accompagner les programmes d'insertion professionnelle dans la stratégie de développement préconisée au présent contrat sont essentiels non seulement à la réussite du projet économique, mais aussi à l'intégration sociale dans le développement souhaité : le projet économique y trouve sa durabilité et le projet de société, les bases de sa cohésion.

L'intégration sociale passe aussi par l'intégration dans un même espace géographique, de territoires isolés et éloignés les uns des autres, dans une même adhésion à répondre aux défis posés par les enjeux du Pacte de progrès. Pour ce faire, l'aménagement du territoire apporte au plan de développement sa vision de gestion de l'espace : les stratégies d'aménagement de l'espace chercheront à repérer les zones qui pourront constituer des alternatives sérieuses, à renforcer des ensembles géographiques significatifs et à augmenter leur force d'attraction en identifiant les complémentarités possibles, les synergies à orchestrer, les connexions à tisser afin de constituer des "réseaux de solidarité", notamment interinsulaires, dont la cohésion pourra être renforcée par une meilleure organisation fonctionnelle des zones d'activité et de leurs échanges exploitant au mieux les complémentarités et les spécialisations. Se déduisent de cette logique, les niveaux d'infrastructures et d'équipements publics structurants afin d'accompagner le développement des filières économiques identifiées.

La gestion de l'espace devra tenir compte de l'environnement et conjuguer exploitation et gestion des ressources naturelles pour que le développement soit durable : l'effort conjoint de l'Etat et du territoire reconnaît notamment la prévention des risques naturels, l'assainissement et la gestion des déchets comme des priorités.

L'intégration sociale dans le développement passe par la réduction des inégalités au travers notamment de la poursuite des programmes de logement social, de la réalisation des équipements scolaires et sanitaires de proximité, de la valorisation des cultures dans leur diversité ainsi que d'un accompagnement social pour les populations en difficulté. Sur ce dernier titre, le contrat de ville et la réalisation d'équipements sociaux mettront en œuvre un dispositif particulier de formation et de réinsertion. Enfin, pour apporter une réponse aux problèmes, notamment sanitaires, l'alimentation en eau potable est reconnue comme une priorité par les communes concernées et les partenaires du présent contrat.

Le développement des archipels trouve son expression prioritaire dans les efforts engagés afin de mieux rationaliser l'organisation de l'espace économique favorisant la mise en valeur de leurs ressources, leur désenclavement ainsi que

dans les politiques visant à réduire les inégalités tant au niveau des conditions de vie que dans l'accès aux équipements publics. Elle constitue une priorité transversale du contrat de développement 2000 - 2003 qui doit se traduire par des politiques de discrimination positive en faveur des archipels défavorisés.

Compte tenu de l'ampleur des besoins, l'élaboration de ce contrat incite à le concevoir comme un levier de développement économique et social.

A ce titre, les différents décideurs rechercheront une meilleure cohérence entre les dispositifs publics d'intervention. Le contrat de développement comme les autres sources de financement (FREPF et autres conventions Etat - territoire, ...) devront créer davantage de synergies entre l'ensemble des acteurs de la Polynésie française (Etat, territoire, communes, acteurs socio-professionnels, associations,...).

Par ailleurs, afin d'apprécier le niveau des résultats obtenus par rapport aux objectifs fixés dans le contrat, et afin de permettre, le cas échéant, un réajustement des politiques mises en œuvre, un dispositif de suivi et d'évaluation des programmes proposés sera mis en place.

CHAPITRE 1er

Favoriser le développement économique de la Polynésie française

Article 1er. — Agriculture

L'agriculture demeure un secteur de base de l'économie polynésienne et participe activement au développement des îles. Sa contribution au maintien des populations dans les archipels, son apport complémentaire de ressources, y compris l'autoconsommation, notamment avec les revenus issus du tourisme incitent à la fois à favoriser la modernisation du secteur (organisation des filières, transport et commercialisation des produits) et à promouvoir des filières exportatrices de qualité fortement liées à l'identité culturelle du territoire.

1.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre*

Le recensement général agricole réalisé en 1995 a permis de mesurer l'importance du secteur de l'agriculture : 6.223 exploitations (hors coprah) employant 12.000 actifs permanents et 600 saisonniers. Il a révélé une population d'exploitants relativement âgée et peu qualifiée.

La surface moyenne des exploitations est de 3 ha, mais il existe une grande disparité selon les archipels : 1,6 ha aux I.D.V., 18,8 ha aux Marquises, 0,3 ha aux Tuamotu. Le secteur apparaît très contrasté avec d'une part, une agriculture de type marchand qui présente de bonnes perspectives de développement, et d'autre part, une activité portée essentiellement sur l'autosubsistance.

Le potentiel de développement de ce secteur est limité par un certain nombre de facteurs intrinsèques parmi lesquels : le contexte physico-géologique qui limite les espaces exploitables, l'étroitesse du marché local (notamment dans les archipels), l'éloignement des marchés extérieurs, la dispersion des îles qui renchérit et complexifie les échanges.

En outre, compte tenu de ce potentiel limité, d'autres facteurs entravent le développement agricole, sur lesquels des actions peuvent être engagées. Les problèmes à résoudre sont les suivants :

- performances technico-économiques insuffisantes des exploitants ;
- mauvaises conditions de mise en marché ;
- insuffisance de structures agricoles tant en termes de production qu'en termes de commercialisation ;
- disponibilités en surfaces exploitables insuffisantes, aggravées notamment par des problèmes liés à l'indivi-

sion difficiles à résoudre du fait d'un cadastre insuffisant et d'un fichier généalogique incomplet ;

- protection sanitaire du territoire insuffisante ;
- mauvaise gestion des ressources naturelles et des nuisances causées par les activités agricoles.

Dans ce contexte, les productions (végétales et animales) restent très en deçà des besoins, n'en couvrant globalement que 17 % en 1998 (5.579 M F CFP pour la production locale hors coprah dont 4.203 M F CFP pour la filière végétale et 1.376 M F CFP pour la filière animale, bois : néant, importations : 27.378 M F CFP).

1.2. Objectifs et résultats attendus

Les autorités publiques se fixent pour objectifs :

- l'amélioration de la couverture des besoins alimentaires et forestiers en portant la production agricole et de bois à près de 8,7 milliards de F CFP (hors coprah) à l'horizon 2003 (contre 4,98 milliards de F CFP en 1993, et 5,58 milliards de F CFP en 1998) afin de fournir un tiers des produits commercialisés (contre 21 % en 1993 et 17 % en 1998) ;
- la promotion des exportations, notamment pour les filières exportatrices de qualité fortement liées à l'identité culturelle du territoire ;

- le maintien des populations dans les îles tout en assurant la relève des exploitants agricoles. A ce titre, il est prévu d'installer annuellement 270 actifs nouveaux (agriculteurs, éleveurs, forestiers). La création d'un certain nombre d'emplois indirects est également attendue du développement de certaines activités (transformation, stockage, conditionnement, ...).

Les résultats intermédiaires à obtenir pour atteindre ces objectifs portent sur :

- la modernisation du secteur par l'amélioration des performances technico-économiques des exploitants dans les différentes filières ainsi que des conditions de commercialisation des produits ;
- l'augmentation de l'offre en surfaces exploitables ;
- l'efficacité de la protection phytosanitaire et zoosanitaire du territoire ;
- le renforcement de la formation et une meilleure mise en œuvre de la vulgarisation ;
- une meilleure gestion des ressources naturelles et des nuisances causées par les activités agricoles.

1.3. Financement et opérations

Les actions visant à obtenir ces résultats sont mises en œuvre au travers des opérations suivantes, organisées par filières :

AGRICULTURE

en M FF

en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	TERRITOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		64,04 1.165,02	14,79 269,15	49,25 895,87	41,00 745,87	8,25 150,00

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRITOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
1. Filières végétale et animale	34,52	2,18	32,35	24,10	8,25
	627,99	39,57	588,42	438,42	150,00
Cocotier	9,90		9,90	1,65	8,25
	180,02		180,02	30,02	150,00
Autres filières végétales	12,76	1,01	11,75	11,75	
	232,06	18,30	213,76	213,76	
Filières animales	2,50		2,50	2,50	
	45,48		45,48	45,48	
Protection sanitaire de la Polynésie française	1,67	0,17	1,50	1,50	
	30,36	3,08	27,29	27,29	
Augmentation des surfaces cultivées	7,70	1,00	6,70	6,70	
	140,08	18,19	121,89	121,89	
2. Filière bois	14,45	4,75	9,70	9,70	
	262,79	86,33	176,46	176,46	
Expertises, communication et promotion, formations	1,76	1,76			
	32,00	32,00			
Travaux (sylviculture, plantations, pistes), équipements	10,19	2,99	7,20	7,20	
	185,31	54,33	130,98	130,98	
Aides aux porteurs de projets	2,50		2,50	2,50	
	45,48		45,48	45,48	
3. Formation	15,07	7,87	7,20	7,20	
	274,24	143,25	130,99	130,99	
EPTEFPA	7,20		7,20	7,20	
	130,99		130,99	130,99	
MFR	7,87	7,87			
	143,25	143,25			

Art. 2.— Ressources marines

Première source de revenus à l'exportation, la perliculture, connaît un essor remarquable, les ventes à l'étranger ayant doublé de 1993 à 1999 pour atteindre près de 18,8 milliards de F CFP. Désormais deuxième activité du territoire, l'exploitation des perles noires contribue au renouveau démographique et économique des archipels éloignés. Toutefois, ce succès demande à être pérennisé et amplifié, à l'aide d'une gestion durable des espaces lagunaires, d'une meilleure structuration du secteur et organisation du marché, d'une élévation de la qualité de la production et d'une meilleure maîtrise des coûts de production ainsi que des aléas naturels.

La pêche hauturière palangrière apparaît aussi comme un vecteur prometteur de l'expansion économique polynésienne : les exportations de produits de la pêche atteignent, depuis 1997, un niveau significatif (1) à la suite d'une modernisation de la flotte hauturière et d'une rationalisation de la commercialisation (2) conjuguée à la mise en œuvre des plans de qualité HACCP et européen des produits vendus à l'export. L'augmentation de la capacité de pêche palangrière, la diversification des marchés extérieurs, l'amélioration des qualifications et surtout la consolidation de la nouvelle expérience de pêche semi-industrielle seront les bases d'une montée en puissance de cette nouvelle industrie.

La pêche lagunaire est une pêche de subsistance traditionnelle. Les exploitations sont individuelles et familiales. On constate souvent une polyactivité qui accentue le caractère informel de ce secteur économique. Un pêcheur lagunaire est souvent agriculteur. Les produits de la pêche lagunaire des archipels alimentent les marchés de Tahiti qui pourraient mieux absorber la production des îles si la qualité pouvait être améliorée grâce à un meilleur respect de la chaîne du froid. Outre l'autoconsommation, les autres ressources lagunaires (trocas, burgaus, bénitiers, bèches de mer, coquillages...) constituent une source de revenus de nature ponctuelle et/ou complémentaire.

(1) La moyenne des exportations annuelles de poissons étaient de 67,5 M F CFP entre 1993 et 1996 pour un volume moyen de 185,5 tonnes ; elles atteignent 882 tonnes en 1998 (voire 1118 tonnes en 1997) pour un montant de 351 M F CFP (401 M F CFP en 1997).

(2) La rationalisation de la commercialisation aussi bien sur le marché intérieur (création d'un marché de gros) que sur les marchés d'exportation, grâce à la diffusion des techniques de traitement et de valorisation des captures, à la création d'infrastructures portuaires adaptées et à l'organisation des circuits commerciaux.

2.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

Perliculture

Les atouts naturels de la Polynésie, notamment la présence de nombreux lagons ouverts et profonds, conjugués à un savoir-faire permettant une production de qualité, constituent des conditions favorables au développement de la perliculture.

Le secteur de la perliculture regroupe environ un millier de fermes perlières (pour 3.000 concessions accordées). Il est constitué en très grande majorité de petites structures représentant les trois-quarts des exploitations et ne détenant pas

forcément les moyens matériels ni le savoir-faire qu'exige la création d'une ferme performante et rentable.

L'essentiel de la production est commercialisé sur les marchés internationaux. En 1998, les exportations de perles, qui génèrent les recettes les plus importantes, ont atteint 18,8 milliards de F CFP, soit 88 % du total des exportations de la Polynésie française. Le Japon, qui constitue une plaque tournante, demeure la principale destination (65,6 % des exportations de perles en 1998), devant les Etats-Unis et Hong Kong.

Depuis quelques années, le secteur de la perliculture est marqué par une baisse significative du prix au gramme qui est passé de 4.100 F CFP en 1994 à 2.067 F CFP en 1999. Plusieurs facteurs sont à l'origine de ce recul parmi lesquels la réduction du marché international, liée à la crise financière asiatique, la multiplication anarchique des circuits de distribution et l'évolution des goûts de la clientèle qui montre une préférence pour les perles de petite taille.

Le G.I.E. Tahiti Perles oriente plus particulièrement ses actions de promotion sur le haut de gamme. Toutefois, les statistiques montrent qu'il existe une fraction importante (plus de 50 %) de la production de perles de culture de Tahiti de qualité médiocre (catégories C ou D), voire de rebuts. Beaucoup de ces produits sont commercialisés sous différentes formes (colliers, bijouterie, etc.). Leur volume important nécessite d'étudier leur valorisation maximale dans la bijouterie ou dans d'autres secteurs afin d'augmenter le montant des exportations dans la filière, en élargissant les marchés.

Pêche hauturière

Compte tenu de l'étendue de son territoire maritime, la Polynésie française détient un potentiel important pour le développement de son activité de pêche. Elle dispose d'une zone économique exclusive d'environ 5 millions de km² et d'un accès privilégié aux zones de pêche internationales bénéficiant d'une forte concentration en thons.

Toutefois, l'activité de pêche hauturière semi-industrielle est encore naissante et il s'avère nécessaire de poursuivre les efforts de développement. Bien que les exportations de poissons aient fortement augmenté depuis le début des années 90, parallèlement à la mise en place d'une flotte hauturière professionnelle locale, leur potentiel de croissance reste encore très important. De fait, le marché local absorbe une part conséquente de la production. Le manque de bateaux (54 bateaux actifs en 1998, 57 en 1999) freine le décollage des exportations, qui passe également par le renforcement de la productivité de la flotte locale.

Le développement de la pêche aux Marquises nécessite de préciser les techniques de conservation ou de traitement du poisson (yellow fin ou big eye) avant expédition. Le phénomène de "burnt meat", qui fait évoluer la couleur de la chair du rouge vif au marron pose des problèmes de commercialisation sur les marchés extérieurs. Des études sont menées pour définir d'une part les causes du phénomène et d'autre part les méthodes de conservation ou de traitement pour le prévenir.

Pêche lagunaire et autres ressources lagunaires

Le secteur des ressources récifo-lagunaires représente environ une centaine de lagons, soit globalement 12.800 km² sur 3.500 km² de terres émergées disséminées dans une Z.E.E. d'environ 5.000.000 km² (3). Les lagons des Tuamotu représentent 92 % de la superficie des lagons polynésiens, contre seulement 5 % pour les I.S.L.V. et seulement 2 % pour les I.D.V. Mise à part l'autoconsommation, on peut considérer que seulement la moitié de la superficie des lagons est exploitée par environ 3.000 à 4.000 pêcheurs. La production de poissons est estimée entre 4.000 et 6.000 tonnes, autoconsommation comprise, avec un chiffre d'affaires estimé de l'ordre de 2 à 4 M F CFP.

(3) Soit plus de 23 % de la superficie et plus des 3/4 du linéaire côtier des récifs coralliens de l'outre-mer français.

L'estimation des exportations de produits issus des lagons comprend les poissons séchés, les poissons ornementaux, les bèches de mer, les coquilles de trocas, mais aussi les coquillages sous forme de colliers ou autres cependant pas toujours répertoriés. L'exportation des produits lagunaires représente environ 24 M F CFP en 1999, mais 70 M F CFP/an sur les 10 dernières années, soit 15 % du chiffre d'affaires total des produits de la mer exportés (environ 400 M F CFP) hors nacrés (environ 185 M F CFP/an) et perles qui sont aussi des produits lagunaires.

Le développement économique de la pêche lagunaire se heurte à différents problèmes. On constate notamment la diminution des ressources de poissons, du fait de l'augmentation de l'effort de pêche (non contrôlée) liée à la pression démographique, ainsi que celle de la taille des poissons pêchés. A cette surpêche, s'ajoute le fait que dans certaines îles hautes très peuplées, les zones frangeantes littorales, qui constituent des zones de nurseries, montrent de nets signes de dégradation, mettant en péril le renouvellement des stocks. Par ailleurs, la commercialisation du poisson qui arrive avec une qualité inégale à Papeete se heurte à une concurrence de plus en plus vive exercée par l'essor récent de la pêche hauturière qui propose un poisson qui fait l'objet d'un conditionnement plus rigoureux.

2.2. Objectifs et résultats attendus

Perliculture

L'objectif est d'accroître significativement la part de la perliculture dans les ressources extérieures du territoire et de parvenir à une production durable de 30 milliards de F CFP en 2003. Outre une meilleure diversification des marchés et une meilleure maîtrise de la commercialisation, il

s'agira notamment de mieux structurer le secteur, d'accroître les performances techniques des fermes perlières, de mieux valoriser les perles et les huîtres, d'optimiser les capacités de production lagons/animal par la recherche appliquée et le savoir-faire empirique partagé et de maîtriser la gestion des espaces lagunaires (P.G.E.M. et gestion durable des ressources).

Pêche hauturière

L'objectif retenu en termes de production s'établit à 11.000 T de poissons dont 7.000 T à l'exportation à l'horizon de 2003 (4.500 T en congelé et 2.500 T en frais). La part de la pêche doit ainsi passer de quasiment 0 % en 1993 à près de 3 % des ressources propres de la Polynésie française en 2003 (soit environ 3 milliards de F CFP contre 351 millions de F CFP en 1998). Pour ce faire, il convient d'augmenter la capacité de pêche et la productivité de la flotte locale grâce à une meilleure utilisation des connaissances de la ressource, à l'accroissement du niveau des qualifications professionnelles et à l'amélioration des stratégies de pêche, de poursuivre le développement des équipements de commercialisation, de fournir une meilleure assistance technique et administrative aux professionnels. Cette assistance porte notamment sur le transfert aux professionnels des acquis de la recherche (programmes ECOTAP, ZEPOLYF et POREMA) pour une meilleure connaissance des ressources halieutiques, leur formation afin de maîtriser les procédures et des exigences de qualité à l'exportation (normes HACCP et européennes) et la recherche des marchés, la valorisation des produits, la réduction des coûts.

Pêche lagunaire et autres ressources lagunaires

L'importance des ressources lagunaires dans la consommation des polynésiens doit être maintenue, soit au moyen de la pisciculture, soit par le repeuplement et/ou l'implantation de récifs artificiels dans le milieu naturel destinés à augmenter la biomasse ainsi que par une commercialisation améliorée grâce à une meilleure utilisation de la chaîne du froid.

Les autres ressources lagunaires (roris, bénitiers, trocas et burgaus) doivent être encouragées pour constituer une source de revenus complémentaires et fixer les populations. Elles doivent être restaurées et développées dans le cadre d'une gestion durable, en ciblant les espèces (performances biologiques, qualité/prix).

Les autres résultats intermédiaires à obtenir pour atteindre les objectifs fixés portent sur l'amélioration de la commercialisation (traitement/conditionnement, filière aquariophilie) et l'organisation du secteur (réglementation, P.G.E.M.).

2.3. Financement et opérations

RESSOURCES MARINES

en M.F.F.

en M.F.C.F.P.

FINANCEMENT	TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :	59,37 1.080,00	53,37 970,90	6,00 109,10	6,00 109,10	

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
1. Perliculture	12,09	9,34	2,75	2,75	
	220,00	170,00	50,00	50,00	
Valorisation perles de culture et huîtres perlières	0,55	0,55			
	10,00	10,00			
Formation à la comptabilité/gestion	0,55	0,55			
	10,00	10,00			
Conception et plans types de fermes perlières	0,27	0,27			
	5,00	5,00			
Technologies nouvelles des élevages perlicoles	1,10	1,10			
	20,00	20,00			
Accès à la ressource nacrère	3,30	3,30			
	60,00	60,00			
Recensement des fermes perlières	2,47	2,47			
	45,00	45,00			
Refonte de la réglementation en perliculture	0,55	0,55			
	10,00	10,00			
Stratégie d'exploitation	0,55	0,55			
	10,00	10,00			
Impact perliculture / environnement	0,55		0,55	0,55	
	10,00		10,00	10,00	
Veille zoosanitaire	2,20		2,20	2,20	
	40,00		40,00	40,00	
2. Centre des Métiers de la Nacre et de la perliculture	9,07	9,07			
	165,00	165,00			
3. Plans de Gestion des Espaces Maritimes (P.G.E.M.)	6,60	6,60			
	120,00	120,00			
4. Pêche hauturière industrielle	0,82	0,82			
	15,00	15,00			
5. Pêche hauturière semi-industrielle	19,79	16,54	3,25	3,25	
	360,00	300,90	59,10	59,10	
6. Ressources lagonaires	10,99	10,99			
	200,00	200,00			
Réensemencement poissons lagonaires (lié à P.G.E.M.)	2,75	2,75			
	50,00	50,00			
Implantations de récifs artificiels (lié à P.G.E.M.)	2,20	2,20			
	40,00	40,00			
Repeupl., gestion et exploitation des échinodermes et des mollusques	2,75	2,75			
	50,00	50,00			
Développement de la pisciculture	3,30	3,30			
	60,00	60,00			

Art. 3.— *Tourisme*

Avec un environnement naturel exceptionnel, la grande diversité de ses îles, une population accueillante, la Polynésie détient des atouts indéniables pour le tourisme qui s'affirme comme la principale activité économique. Dans le cadre du programme stratégique pour le renforcement de l'autonomie économique de la Polynésie française, au titre de l'après-C.E.P., le tourisme constitue l'un des axes de développement prioritaires. Cette activité a connu ces dernières années une croissance notable qui doit être amplifiée au regard des potentialités de la destination, de la demande internationale et des enjeux liés à la reconversion économique du territoire.

Afin d'améliorer le produit touristique, la revalorisation du réceptif existant sera privilégiée avec notamment la rénovation du parc hôtelier ancien et l'amélioration de la qualité des services offerts tant dans le secteur de l'hébergement que des activités annexes (transport, animation, ...). La gamme des prestations touristiques, encore trop peu variée, gagnera à la montée en puissance de l'hôtellerie internationale, de la petite hôtellerie familiale et de l'hôtellerie flottante ainsi que des activités de loisirs associées avec l'aménagement des sites d'excursions pour le développement notamment du tourisme vert, culturel et nautique.

3.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre*

Après une fin d'année 1995 et un exercice 1996 difficiles, liés à l'impact sur le flux des visiteurs des événements de septembre 1995 suite à la reprise des essais nucléaires, les moyens promotionnels accrus engagés dès 1996 et le développement du réceptif d'hébergement ont permis à la fréquentation touristique de recouvrer un rythme de progression soutenu ces dernières années. Après 163.774 touristes en 1996 et 181.440 touristes en 1997, la Polynésie a ainsi accueilli 188.933 touristes en 1998 et 210.800 en 1999. Le nombre de nuitées hôtelières s'est accru à des taux supérieurs à la fréquentation touristique, pour atteindre 1.645.288 nuitées en 1999. Entre 1993 et 1999, le nombre de touristes et le nombre de nuitées hôtelières ont progressé respectivement de 43 % et de 72 %.

Toutefois, tout en bénéficiant d'une bonne image de marque sur les marchés internationaux, la destination polynésienne souffre d'un certain nombre de handicaps qui limite la fréquentation touristique : compte tenu des coûts inhérents à la destination, elle est confrontée non seulement à des problèmes de transport et de capacité, mais aussi de qualité sur le plan de l'hébergement et des prestations touristiques, et à une relative faiblesse au niveau des activités touristiques. Il convient d'éliminer, tout au moins d'atténuer, ces handicaps pour obtenir un meilleur résultat des efforts de commercialisation sur les circuits internationaux.

En effet, si l'hôtellerie flottante (croisières) s'est bien développée ces dernières années grâce notamment aux efforts du territoire dans le domaine des aménagements touristiques, financés dans le cadre du contrat de développement 1994-99 ou par l'Etat à travers le Fonds de reconversion et la loi Pons, la capacité hôtelière demeure limitée en saisons de pointe et il apparaît nécessaire de développer tant la grande hôtellerie internationale que la moyenne et petite hôtellerie

et l'hébergement chez l'habitant. Ce développement est confronté à des coûts d'investissements et des charges d'exploitation élevées comparativement à la plupart des destinations concurrentes, que compensent en partie les dispositifs de défiscalisation territoriale et métropolitaine. Ces dispositifs doivent être pérennisés, voire amplifiés ou étendus à d'autres secteurs d'activités touristiques.

Globalement, des améliorations sont à réaliser concernant la qualité des prestations hôtelières, notamment au niveau de la petite hôtellerie. La mise en place de la nouvelle réglementation fixant les normes et grilles de classement de l'hébergement touristique devrait contribuer au renforcement de la qualité des prestations et permettra une meilleure commercialisation internationale de la petite hôtellerie familiale et de l'hébergement chez l'habitant.

En ce qui concerne le transport international, la desserte aérienne demeure encore insuffisante sur certains axes. Le nombre limité de sièges et la saturation du parc hôtelier notamment en haute saison empêchent de tirer le meilleur parti du potentiel de certains marchés (notamment européens), tandis que les coûts de transport demeurent élevés.

Les efforts entrepris ces dernières années au niveau du transport aérien interinsulaire en matière de baisse tarifaire et d'augmentation des fréquences des dessertes, doivent être poursuivis et amplifiés. En appui à cette politique commerciale, un programme de modernisation et de création de structures aéroportuaires sera entrepris.

Les transports terrestres (taxis, transports réguliers) souffrent d'un manque d'organisation qui rend difficile leur utilisation par les touristes et qui limite par conséquent l'accès aux sites d'activités et d'excursions touristiques.

Enfin, les activités touristiques apparaissent peu diversifiées et de qualité inégale, voire parfois insuffisante. Les activités nautiques, qui ont pris toute leur importance avec le développement des croisières, présentent un besoin de structuration et de professionnalisation du secteur en cohérence avec l'effort d'équipements. De nouvelles activités porteuses comme la plongée, la randonnée, le golf, la plaisance, la pêche sportive, etc. doivent être renforcées pour répondre aux attentes d'adeptes du tourisme vert, culturel, de l'écotourisme, de tourisme sportif.

3.2. *Objectifs et résultats attendus*

L'objectif visé en 2003 est de l'ordre de 54 milliards de F CFP de recettes touristiques (39,7 milliards de F CFP en 1998). Le nombre de touristes approchait 150.000 entrées en 1993 et 188.933 en 1998. Le Pacte de progrès vise 300.000 entrées en 2003 avec une augmentation de la capacité d'hébergement portée à 5.000 chambres, y compris l'hôtellerie flottante (4.176 ch. en 1998). Cette ressource essentielle à l'économie du territoire doit être accrue dans le respect des préoccupations sociales et culturelles de la population.

En conséquence, il conviendra de poursuivre les efforts engagés ces dernières années et tendant à :

- revaloriser les équipements existants et améliorer la qualité des services d'hôtellerie et d'animation ;
- accentuer la diversification du produit touristique, en organisant les actions par filières :
 - le tourisme balnéaire, produit prépondérant actuellement ;
 - le tourisme nautique, avec le développement de la navigation de croisière et de plaisance ;
 - le tourisme sportif axé sur la plongée, le surf, la pêche en haute mer, le golf, l'organisation de compétition de renom international ;
 - le tourisme culturel avec une valorisation du patrimoine historique, archéologique, artistique et muséographique ;
 - le tourisme vert et de montagne, dont le développement passe par l'ouverture d'accès aux différents sites naturels et des aménagements qui n'altèrent pas la qualité du paysage ;
 - le tourisme de séminaires, congrès et d'affaires.

Cette diversification reposera également sur une différenciation de l'image et sur une valorisation des spécificités de chaque île à vocation touristique composant la destination Polynésie. Elle s'efforcera d'exploiter les points forts et de réduire les points faibles du tourisme polynésien afin de rehausser la qualité intrinsèque du produit touristique conforme à son image internationale et à obtenir un rapport qualité/prix compétitif par rapport aux autres destinations concurrentes par notamment :

- la formation, la professionnalisation et la structuration du secteur afin d'élever la qualité des prestations touristiques ;
- l'aménagement touristique, le développement des infrastructures publiques et la préservation de l'environnement, afin de résorber le déficit existant entre l'image de rêve (le mythe de Tahiti) et la réalité ;

- l'amélioration des produits hôteliers, l'enrichissement des activités de loisirs, l'adaptation des transports par rapport aux besoins favorisés par divers dispositifs d'incitation à l'investissement (fiscales, facilités foncières, aides, ...), notamment en faveur de la petite hôtellerie.

Les opérations contractualisées s'inscrivent en complémentarité du volet tourisme du contrat de développement précédent. Elles privilégient ainsi toujours l'agencement du réceptif offert par la destination et notamment l'aménagement et l'équipement des sites touristiques avec une valorisation particulière des différentes filières touristiques que la destination souhaite développer et promouvoir dans le cadre du présent contrat.

Elles intègrent également, outre les crédits d'études, des actions transversales ciblées sur deux autres thèmes :

- l'accueil et l'information des visiteurs une fois rendus dans nos îles ;
- l'aide au développement de la petite hôtellerie et des activités touristiques.

Le territoire réalise par ailleurs, hors contrat de développement, certains projets d'envergure tels que les acquisitions foncières à vocation touristique notamment.

Outre les besoins recensés concernant toujours prioritairement les îles possédant un parc d'hébergement et d'activités touristiques important tel que les îles du Vent et les îles Sous-le-Vent, un effort est également réalisé en faveur des archipels autres que celui de la Société pour y renforcer la petite hôtellerie et l'hébergement chez l'habitant, aider au développement de nouveaux produits et du réceptif d'accueil des visiteurs.

3.3. Financement et opérations

TOURISME

en M.F.F.

en M.F.C.F.P.

FINANCEMENT		TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		95,52 1.737,70	92,22 1.677,67	3,30 60,03		3,30 60,03

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
1. Tourisme vert	31,06	31,06			
	565,00	565,00			
Aménagements de sites naturels et de sentiers de randonnée	25,56	25,56			
	465,00	465,00			
Signalisation et équipements des sites d'intérêt	5,50	5,50			
	100,00	100,00			
2. Tourisme culturel	1,54	1,54			
	28,00	28,00			
Aménagements (jardin Norman Hall 2e phase)	1,54	1,54			
	28,00	28,00			
3. Tourisme balnéaire	30,23	30,23			
	550,00	550,00			
Aménagements du littoral et des accès publics à la mer	29,13	29,13			
	530,00	530,00			
Equipements des sites d'intérêt	1,10	1,10			
	20,00	20,00			
4. Tourisme nautique et points d'intérêt croisières	1,92	1,92			
	35,00	35,00			
Aménagements croisières	1,92	1,92			
	35,00	35,00			
5. Actions générales	30,77	27,47	3,30		3,30
	559,70	499,67	60,03		60,03
Etudes d'aménagement	6,60	6,60			
	120,00	120,00			
Réalisation d'aménagements (8 bureaux du tourisme dans les îles)	7,26	7,26			
	132,10	132,10			
Création d'une banque de données	1,10	1,10			
	20,00	20,00			
Création d'un site Internet (G.I.E. Manava)	0,25	0,25			
	4,50	4,50			
Edition de brochures à thèmes	0,72	0,72			
	13,10	13,10			
Aide à la petite hôtellerie (Fonds d'aide à la petite hôtellerie)	6,60	6,60			
	120,00	120,00			
Modernisation de la petite hôtellerie des îles	8,25	4,95	3,30		3,30
	150,00	89,97	60,03		60,03

Art. 4. — *Appui aux entreprises*

L'artisanat et la petite et moyenne industrie apparaissent comme un levier de développement insuffisamment représenté du fait de la valeur ajoutée qu'ils sont susceptibles d'apporter à la Polynésie française. Ils peuvent également contribuer à créer de l'emploi dans les archipels éloignés. En liaison avec les chambres consulaires, les autorités publiques devront, par leur soutien aux projets, veiller à favoriser l'essor des entreprises dans les archipels éloignés et l'orientation vers l'exportation des produits locaux.

4.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre*

Le tissu industriel polynésien est constitué d'un grand nombre de petites entreprises artisanales employant moins de 5 salariés et de PMI (5 salariés et plus) ; en décembre 1996 (4), on recensait ainsi :

- 1.701 entreprises individuelles et 297 sociétés employant 557 salariés ;
- 195 PMI employant 3 706 salariés.

(4) Données d'une étude réalisée en 1996, non réactualisée depuis.

L'industrie regroupe quasiment tous les corps de métiers manufacturiers : les industries alimentaires, le travail des métaux, la production d'électricité, l'imprimerie et l'édition, les industries extractives (concassage/agrégats), l'industrie textile, le travail du bois, l'industrie chimique, la plasturgie, la fabrication de meubles, la construction navale. Les quatre premières activités citées représentent 60 % de l'emploi salarié de l'ensemble de l'industrie.

A l'inverse de branches d'activités telles que l'agriculture, la pêche ou le tourisme, le secteur des activités manufacturières n'est pas homogène. Compte tenu de l'atomisation de la branche, les données sectorielles sont disparates et très souvent incomplètes.

Le poids économique de cette branche d'activité est relativement important :

- 3.339 salariés déclarés à la Caisse de prévoyance sociale (C.P.S.) en décembre 1999, soit 6,3 % de l'ensemble des salariés déclarés (ou encore 8,8 % des salariés hors administration) ;
- 12,7 % de la production intérieure brute en 1998 ;
- une contribution à hauteur de 58 % des exportations de produits locaux en 1998 (hors perliculture), soit une valeur FAB de 874,4 millions de F CFP.

En dépit de cette importance relative dans l'économie territoriale, l'industrie locale ne peut pas être considérée aujourd'hui comme un élément moteur déterminant du développement de la Polynésie française, dans la mesure où plusieurs facteurs entravent le développement des industries locales, à savoir :

- un marché intérieur réduit qui ne permet pas de réaliser des économies d'échelle ;
- des ressources en matières premières peu abondantes ;
- des coûts d'investissement élevés compte tenu des problèmes fonciers ;
- un éloignement des sources d'approvisionnement et des grands marchés acheteurs.

4.2. *Objectifs et résultats attendus*

Il n'en demeure pas moins que les PMI locales ont un rôle important à jouer dans le rééquilibrage de la part des productions locales par rapport aux produits importés. La part des produits manufacturés locaux est légèrement inférieure à 30 % de l'ensemble de produits consommés. Il conviendrait d'atteindre un niveau proche de 50 % à l'horizon 2003 dans le respect des normes écologiques des activités polluantes, tout en favorisant l'essor des entreprises dans les archipels éloignés.

Certaines opportunités à l'exportation existent dans des domaines où la Polynésie peut se prévaloir de matières premières spécifiques telles que le nono, le monoï, l'huile de tamanu, la bijouterie mettant en valeur la nacre ou la perle, etc. Hors contrat de développement, le territoire a mis en place une aide à l'exportation.

Les efforts entrepris pour la promotion de produits industriels locaux devraient porter leurs fruits dans les cinq prochaines années et permettre un doublement des exportations en valeur, soit environ 2 milliards de F CFP en 2003.

Sur un marché ouvert, pour conquérir de nouvelles parts de marché tant au niveau local qu'à l'exportation, les activités de transformation doivent s'inscrire dans un environnement plus favorable et rechercher les gains de compétitivité indispensables pour faire face à la concurrence extérieure.

Pour dynamiser la création d'entreprises et les initiatives industrielles, il est nécessaire de supprimer ou d'atténuer les contraintes qui les freinent, en :

- mettant à la disposition des PMI des infrastructures d'accueil (zones d'activité pour PME, ateliers-relais) pour abaisser les coûts d'implantation et mieux contrôler les nuisances liées à la dispersion de ces activités ;
- réduisant les coûts d'investissement par des aides appropriées, notamment pour les archipels éloignés, et dans le domaine des énergies renouvelables, en complément du programme qui fera l'objet d'une convention entre l'ADEME et le territoire ;
- adaptant la fiscalité des entreprises pour favoriser la création d'emplois, l'investissement et l'exportation ;
- facilitant les démarches administratives, notamment dans le domaine des aides et parvenir plus rapidement à leurs bénéficiaires ;
- améliorant l'accès aux informations (cellule conseil aux entreprises de la C.C.I.S.M., ACE, point relais AFNOR) et proposer des formations à la gestion adaptées aux porteurs de projet et aux chefs d'entreprises.

Les gains de compétitivité pourront être également obtenus non seulement par une mise à niveau des procédés technologiques (acquisition de licences), mais aussi par une meilleure adaptation à la taille du marché et aux conditions d'exploitation du milieu (robustesse, maintenance réduite...). Des efforts doivent être entrepris également pour rationaliser les processus et généraliser la démarche qualité (norme ISO 9000), tout en veillant à minimiser les nuisances et la pollution.

Enfin, des efforts de promotion des fabrications locales doivent être effectués au travers de foires-expositions, de campagnes de communication menées par les organisations professionnelles avec l'appui des pouvoirs publics.

4.3. *Financement et opérations***APPUI AUX ENTREPRISES**

en M FF
en M F CFP

FINANCEMENT	TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :	83,19 1.513,36	47,00 855,00	38,19 658,36	12,00 218,28	24,19 440,08

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
1. Développement de l'industrie	67,44	40,95	26,49	10,00	16,49
	1.226,90	745,00	481,90	181,90	300,00
Zone d'activité pour PME (achat + VRD)	6,60	6,60			
	120,00	120,00			
Ateliers pour PME	16,49	16,49			
	300,00	300,00			
Aide à la Création et au Développement des Entreprises (ACDE)	13,19	13,19			
	240,00	240,00			
Fonds de Développement des Petites et Moyennes Industries (FDPMI)	10,00		10,00	10,00	
	181,90		181,90	181,90	
Etudes thématiques sur l'environnement socio-économique des microprojets	4,67	4,67			
	85,00	85,00			
Aide au dévelopt. activités éco. archipels (pêche, agriculture, artisanat, ...)	16,49		16,49		16,49
	300,00		300,00		300,00
2. Énergie	7,70		7,70		7,70
	140,08		140,08		140,08
3. Commerce	2,00		2,00	2,00	
	36,38		36,38	36,38	
4. Travaux statistiques (ISPF, ex-ITSTAT)	6,05	6,05			
	110,00	110,00			

Art. 5.— *Enseignement et formation professionnelle*5.1. *Schéma directeur des formations*

Un schéma directeur des formations sera élaboré pour améliorer l'adéquation des formations proposées avec les besoins identifiés de l'économie et des populations. Une attention particulière sera portée aux populations en difficulté en faveur desquelles des actions de formations adaptées seront mises en place.

5.2. *Constructions scolaires*5.2.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre*

Le contexte dans lequel se situent les besoins de l'éducation dans le secondaire est caractérisé par les 6 facteurs suivants :

1 - *Une évolution démographique spécifique qui doit être prise en compte*

La démographie en Polynésie française est dynamique. C'est ainsi que la dernière évaluation au 1er janvier 1998 estime le nombre de jeunes de moins de 20 ans à 94.500 pour 224.300 habitants (42 %). En 11 ans, le nombre d'élèves dans le second degré a augmenté de 9.518 passant de 13.100 à 22.618 élèves, soit une augmentation moyenne de 7 % par an.

Malgré une décroissance du taux de fécondité à 2,7 (contre 1,8 en Europe), l'augmentation de la population se poursuit du fait de l'importance des générations en âge de procréer. Ce

phénomène se ressent tout particulièrement au niveau de la population scolaire du 2e degré qui augmente chaque année de 1.000 élèves environ, cette tendance devant se maintenir durant plusieurs années.

2 - *Des équipements pédagogiques souvent obsolètes auxquels s'ajoutent les nouveaux besoins qu'impliquent les rénovations pédagogiques*

La maintenance ou mise à niveau concernant aussi les machines et outils dans nombre d'établissements, tout particulièrement dans les formations technologiques et professionnelles. Or, les effectifs de ces sections sont en progression, l'évolution constatée étant fortement orientée par le marché de l'emploi et ses besoins futurs.

L'adaptation des enseignements à l'évolution du monde et des technologies est une démarche permanente qui implique des mises à niveau d'équipement, d'installations diverses et parfois de locaux.

3 - *La nécessité de s'adapter à la diversité des besoins dans un marché de l'emploi restreint*

Cette nécessité est en grande partie dictée par l'évolution économique de la Polynésie française qui doit recentrer ses activités à la suite du départ du C.E.P. (qui s'accompagne de retours dans les îles, d'une mutation des activités professionnelles, ...), notamment dans le tourisme et dans les autres secteurs productifs, et s'adapter rapidement aux marchés internationaux et à ses exigences.

4 - L'accroissement du parc immobilier et son entretien, constructions scolaires inachevées

La construction de près de 66.000 m² supplémentaires depuis 1992 représente un accroissement du domaine bâti d'environ 50 % et engendre des coûts de maintenance en conséquence.

De plus, l'accent ayant souvent été mis ces dernières années sur l'obligation de pouvoir accueillir des effectifs toujours plus importants, les constructions ont été édifiées en négligeant volontairement certains ouvrages pourtant nécessaires au bon fonctionnement d'un établissement : clôture, logements administratifs facilitant la surveillance des locaux, couverture d'aires de jeux et de terrains de sports, etc.

5 - La sécurité

Compte tenu de la vétusté de certains bâtiments scolaires, il devient urgent d'engager des travaux de remise à niveau afin de satisfaire aux normes de sécurité.

6 - Insuffisance de structures du second degré dans les archipels

L'essor économique, culturel et social des archipels ne pourra voir le jour sans une implantation de structures scolaires adaptées aux contraintes locales, spécifiques à chaque groupe d'îles ou atolls. Il implique notamment des coûts de construction plus élevés.

5.2.2. Objectifs et résultats attendus

Equipements scolaires

L'objectif est que les enfants de Polynésie française bénéficient des mêmes conditions de scolarité et d'encadrement

qu'en métropole. Il s'agit de parvenir à l'issue du 2^e volet à un taux d'équipement et d'encadrement comparable - et à terme équivalent - à celui relevé dans les académies métropolitaines de même importance. Il s'ensuit la nécessité de créer de nouvelles structures tenant compte non seulement du milieu économique environnant (pour les formations professionnelles et notamment dans le domaine du tourisme), mais aussi des évolutions culturelles et sociales de la Polynésie.

Pour faire face à son pari économique, l'amélioration de l'offre de formation est indispensable et s'avère possible par une augmentation des capacités d'accueil, une implantation géographique cohérente et pragmatique des établissements, une grande diversification des filières de formation et une élévation du niveau de celles-ci.

Depuis 1994, de nombreuses actions ont été menées dans tous les domaines : l'effort doit être poursuivi et renforcé, tant les besoins sont importants, afin de ne pas accuser de nouveaux retards.

En dépit d'une politique active de réhabilitation menée entre 1994 et 1999 dans le cadre du premier contrat de développement, une deuxième vague de rénovation s'avère nécessaire, d'autant que la politique de maintenance ne pourra véritablement porter ses fruits que si les ouvrages sont à l'origine dans un état satisfaisant. La préoccupation relative à la sécurité devra être prise en compte.

Un effort particulier devra être consenti pour l'équipement en matériels pédagogiques surtout techniques industriels de nos établissements.

Enfin, des actions pédagogiques particulières non liées directement aux programmes scolaires peuvent permettre d'ouvrir l'esprit des élèves dans des secteurs spécifiques.

5.2.3. Financement et opérations

CONSTRUCTIONS SCOLAIRES

en M FF

en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		324,40 5.901,49		324,40 5.901,49	324,40 5.901,49	

OPERATIONS		COÛTS	FINANCEMENTS			
			TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
CONSTRUCTIONS SCOLAIRES(*)		324,40 5.901,49		324,40 5.901,49	324,40 5.901,49	
Constructions nouvelles		184,00 3.347,33		184,00 3.347,33	184,00 3.347,33	
Travaux de maintenance/entretien		74,00 1.346,21		74,00 1.346,21	74,00 1.346,21	
Equipements		66,00 1.200,67		66,00 1.200,67	66,00 1.200,67	
Autres		0,40 7,28		0,40 7,28	0,40 7,28	

(*) Considérant l'urgence attachée à la mise en œuvre de certaines opérations et les délais nécessaires à la formalisation du présent contrat, l'Etat a engagé par anticipation une première tranche du programme 2000 dans le cadre de la convention cadre n° 58-00 du 24 mai 2000. Le montant total des crédits ainsi engagés s'élève à 30.000.000 FF, soit 545.760.205 F CFP, correspondant au financement des opérations suivantes :

- 20.000.000 FF, soit 363.840.137 F CFP, au titre du lycée hôtelier de Punaauia (1^{re} tranche conditionnelle et internat) ;
- 8.950.000 FF, soit 162.818.461 F CFP, au titre du programme d'équipement mobilier et pédagogique ;
- 1.050.000 FF, soit 13.101.607 F CFP, pour des travaux de sécurité au lycée professionnel de Uturua.

5.3. Enseignement supérieur

5.3.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

La capacité d'accueil ainsi que les équipements s'avèrent insuffisants pour faire face à l'afflux d'étudiants à l'université et à l'Institut universitaire de formation des maîtres (I.U.F.M.) auquel s'ajoute pour ce dernier la nécessité de diversifier les filières d'enseignement.

Le besoin le plus vif concerne le logement étudiant. Le campus universitaire gère près de 73 chambres (5) qui présentent un taux d'occupation de 100 %. Ainsi, 44 demandes n'ont pu être satisfaites en 1997, 56 en 1998 et 83 en 1999. La difficulté à se loger se pose notamment pour les étudiants des archipels et de la presqu'île de Tahiti. Or, dans la politique de rééquilibrage des archipels et des zones rurales, il est indispensable que les jeunes issus de ces zones puissent se former et par conséquent bénéficier de conditions matérielles appropriées.

Par ailleurs, par sa situation géographique, l'université de la Polynésie française a vocation à développer une coopération régionale, en particulier dans la région Pacifique. L'obstacle majeur au développement des échanges entre étudiants avec les universités de la zone réside cependant dans le prix très élevé de l'hébergement à Tahiti et dans l'insuffisance de chambres d'étudiants.

(5) Le prix d'une chambre s'élève à 12.000 F/mois pour un étudiant boursier et à 20.000 F/mois pour un étudiant non boursier.

5.3.2. Objectifs et résultats attendus

Afin d'améliorer les conditions d'accueil et de travail des étudiants dans les structures d'enseignement supérieur, notamment pour ceux venant des archipels éloignés ainsi que de la région Pacifique, priorité sera donnée dans le cadre du programme U3000 à la réinstallation de l'Institut universitaire de formation des maîtres (I.U.F.M.) dans le campus de l'université ainsi qu'à des équipements complémentaires pour l'université de la Polynésie française (U.P.F.).

5.3.3. Financement et opérations

Construction d'un nouvel I.U.F.M.

Un nouvel I.U.F.M. sera construit sur l'emprise foncière du campus de Outumaoro afin d'améliorer la capacité d'accueil et les conditions de travail notamment par l'utilisation en commun avec l'U.P.F. des équipements du centre universitaire. La synergie créée entre les deux établissements devrait être bénéfique pour l'ensemble des étudiants.

Extension du campus de Outumaoro à l'U.P.F. comprenant :

- une aire sportive couverte dans le cadre de l'ouverture d'un DEUST de STAPS (priorité n° 1 de l'université qui ne dispose actuellement d'aucune installation sportive) ;
- un amphithéâtre de 120 à 150 places ;
- un bureau d'enseignants, des salles de cours, de TP et d'informatique ;
- une salle de collections "sciences naturelles", qui permettra de rassembler une collection d'échantillons, soit représentatifs des formes vivantes et des roches rencontrées en Polynésie, soit d'échantillons ubiquistes, d'intérêt pédagogique général ;
- une unité de recherche en écologie marine spécialement aménagée pour traiter les échantillons biologiques prélevés dans le lagon ;
- des locaux techniques destinés à l'archivage et au stockage de matériel ;
- un service médical ;
- un laboratoire de langues d'une capacité de 25 places ;
- une salle de stockage des matériaux archéologiques.

Cité universitaire internationale

L'université souhaite se doter d'une cité universitaire internationale offrant des possibilités d'hébergement à un coût modique pour les étudiants étrangers, condition essentielle au développement des échanges internationaux dans le cadre d'une politique de coopération régionale inter-universitaire.

Il ne semble pas nécessaire d'étendre la cité universitaire elle-même, le territoire développant hors contrat un projet de résidence universitaire d'une capacité de 200 chambres sur des terrains à proximité du site de l'université.

ENSEIGNEMENT SUPERIEUR

en M.F.F.
en M.F.C.F.P.

FINANCEMENT		TOTAL	TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		92,00 1.673,66		92,00 1.673,66	92,00 1.673,66	

OPERATIONS		COÛTS	FINANCEMENTS			
			TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
ENSEIGNEMENT SUPERIEUR		92,00		92,00	92,00	
Institut Universitaire de Formation des Maîtres (I.U.F.M.)		1.673,66		1.673,66	1.673,66	
et Extension campus OUTUMAORO						

5.4. Formation et insertion professionnelles

La formation est essentielle pour faciliter l'accès à l'emploi. Un schéma directeur des formations (voir paragraphe 5.1) devra être élaboré pour améliorer l'adéquation entre les formations proposées et les besoins identifiés de l'économie et des populations. Les formations courtes et professionnalisées, plus qualifiantes et moins polyvalentes, qui semblent mieux répondre aux attentes des entreprises, doivent être privilégiées. Le développement de l'apprentissage pourrait apporter une meilleure réponse aux besoins locaux et transformer l'échec scolaire en réussite professionnelle.

Les formations devront surtout se rapprocher géographiquement de leurs bénéficiaires potentiels, être en adéquation avec le secteur économique dominant de chaque zone géographique et permettre des ouvertures vers des débouchés internationaux. Un effort de déconcentration des formations et des grands établissements existants sera entrepris.

5.4.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

Le recensement de 1996 établit la population de la Polynésie française à 219.521 habitants au 1er janvier 1997. La population active est quant à elle estimée par le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle à 92.000 personnes en 1997, parmi lesquelles 13.400 sont à la recherche d'un emploi. Au sein de ce stock de 13.400 chômeurs, on recense 2.900 personnes en situation d'exclusion, c'est-à-dire sans emploi durant une longue période, et dont la prise en compte est prioritaire.

Parallèlement, on dénombre 5.000 jeunes de 15 à 24 ans qui entreront sur le marché du travail chaque année d'ici 10 ans. Compte tenu du taux d'activité de cette tranche d'âge qui s'établit à 70 %, il s'avère que 3.500 jeunes cherchent à entrer dans la vie active. Dans la mesure où 800 à 900 d'entre eux s'orientent vers des activités individuelles, il reste donc environ 2.500 emplois salariés à créer chaque année afin de résorber ce flux de demandeurs d'emploi.

Au regard de ces données socio-économiques, et par le suivi de l'évolution du nombre de demandeurs d'emploi dans un souci d'optimisation de sa politique, le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle met en place ses actions selon 2 axes :

- a) faciliter la relation employeurs/demandeurs d'emploi. Il s'agit d'assurer la socialisation des personnes en situation d'exclusion, mais également d'améliorer les compétences des demandeurs d'emploi et, le cas échéant, des salariés.

Ainsi, afin de résorber le stock des 13.400 demandeurs d'emploi, plusieurs mesures sont mises en place :

- d'une part, les chantiers de développement local (CDL) (financés par l'Etat pour les rémunérations, la formation étant assurée par le territoire) qui visent à l'insertion sociale des 2.900 personnes en situation d'exclusion ;
 - d'autre part, les actions de formation professionnelle, qui concernent 3.000 demandeurs d'emploi ;
 - les chômeurs restants font l'objet d'actions ponctuelles.
- b) faciliter l'insertion des adultes sans qualification (A.S.Q.), notamment ceux de la tranche d'âge 15-24 ans qui ne trouvent pas d'emploi lorsqu'ils entrent sur le marché du travail. Il s'agit d'immerger les A.S.Q. dans le tissu économique des entreprises et de leur apporter des compétences techniques particulières.

Pour résorber le flux des 2.500 jeunes entrant sur le marché du travail chaque année, le ministère de l'emploi et de la formation professionnelle s'appuie sur différentes mesures :

- le dispositif d'insertion des jeunes (D.I.J.), qui concerne 1.000 jeunes par an. Cette mesure, financée par l'Etat sur

les crédits du fonds de reconversion, vise à ce que ces jeunes sans qualification acquièrent une première expérience professionnelle en entreprise notamment, afin de faciliter leur insertion dans la vie active ;

- le contrat création d'emploi (C.C.E.), également financé par l'Etat sur les crédits du fonds de reconversion, qui encourage les entreprises à créer des emplois durables au profit des demandeurs d'emploi non qualifiés. Parmi les 1.000 jeunes bénéficiant d'un D.I.J. chaque année, 400 font, par la suite, l'objet d'un C.C.E. ;
- les formations du centre de formation professionnelle des adultes (C.F.P.A.) qui visent à moyen terme à ce que 1.320 jeunes acquièrent un métier.

Sur le plan de la formation professionnelle, on distingue les actions du service de l'emploi, de la formation et de l'insertion professionnelle (S.E.F.I.), et celles des C.F.P.A. Toutefois, ces derniers ne concernent qu'un nombre limité de personnes dans la mesure où ce type de structure n'est présent que sur l'île de Tahiti. En complément des dispositifs de formation actuels (C.E.T.A.D., S.M.A., C.J.A., C.M.N.P., M.F.R., C.F.P.P.A., C.M.A. ...), un renforcement de la formation professionnelle dans les archipels sera entrepris.

Les problèmes à résoudre découlent d'un tel constat :

- 2.000 à 2.500 emplois nouveaux à créer chaque année, pour une offre limitée actuellement à 1.500 ;
- près de 3.000 demandeurs d'emplois sans qualification recensés à l'agence, à mettre à niveau ;
- une "population" exposée ou en situation d'exclusion à traiter de manière spécifique (jeunes, femmes, handicapés, chômeurs de longue durée) ;
- les besoins de formation professionnelle des adultes imparfaitement pris en compte dans les archipels où il manque des structures de proximité.

5.4.2. Objectifs et résultats attendus

Conformément aux orientations définies dans le présent contrat de développement, les actions de formation professionnelle doivent répondre en priorité aux besoins de main d'œuvre qualifiée nécessaires au développement des filières économiques identifiées, notamment dans le domaine du tourisme, de la pêche, de l'agriculture et de l'artisanat. Dans ces secteurs prioritaires comme dans les autres (B.T.P., commerce, etc.), les objectifs de formation sont :

- accroître le professionnalisme des demandeurs d'emploi et des salariés à tous les niveaux de qualification et dans tous les secteurs d'activité générateurs d'emploi ou de création d'activité :
 - au niveau des effectifs suivis par le S.E.F.I., 3.000 demandeurs d'emploi sans qualification formés par an ;
 - au niveau des C.F.P.A., 1.320 personnes formées par an. Pour Tahiti, il s'agira d'optimiser l'exploitation des capacités ; pour les I.S.L.V. et les autres archipels, l'ouverture de plusieurs C.F.P.A. est souhaitée ;
- stimuler la création d'emplois, notamment dans les secteurs productifs précités ;
- faciliter l'accès à la formation professionnelle, avec des initiatives spécifiques pour les effectifs les plus exposés (jeunes, femmes, handicapés ...).

Les résultats intermédiaires portent sur :

- l'élaboration d'un schéma directeur des formations ;
- les moyens de la formation professionnelle, à compléter notamment pour les formations courtes et qualifiantes ainsi que l'apprentissage ;
- le rapprochement des lieux de formations de leurs bénéficiaires potentiels ;
- les aides à l'emploi au profit des demandeurs d'emploi et des personnes handicapées.

5.4.3. Financement et opérations

FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES

en M FF

en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		226,20 4.115,03	155,70 2.832,49	70,50 1.282,54	55,00 1.000,56	15,50 281,98

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
1. FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES	223,45	152,95	70,50	55,00	15,50
	4.065,03	2.782,49	1.282,54	1.000,56	281,98
1.1 Actions d'insertion et de Formation professionnelles (formations préqualifiantes, qualifiantes et d'accompagnement dispensées par les organismes de formation dont le C.F.P.A., contrats aidés SIE, CIE, SPH)	135,67 2.468,02	106,71 1.941,30	28,95 526,72	28,95 526,72	
1.2 Centre de Formation pour Adultes (C.F.P.A.)	87,79	46,24	41,55	26,05	15,50
	1.597,01	841,19	755,82	473,84	281,98
Fonctionnement du C.F.P.A.	46,24	46,24			
	841,19	841,19			
Formation des formateurs du C.F.P.A.	6,05		6,05	6,05	
	110,00		110,00	110,00	
Matériels pédagogiques des structures de formation (*)	7,24		7,24	7,24	
	131,80		131,80	131,80	
Constructions et aménagements (*)	28,26		28,26	12,76	15,50
	514,02		514,02	232,04	281,98
2. FORMATIONS DIVERSES	2,75	2,75			
	50,00	50,00			
Formation en gestion (réforme des transports en commun)	2,75	2,75			
	50,00	50,00			

(*) Un financement complémentaire du Territoire est prévu hors contrat.

Art. 6.— Recherche

6.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

La recherche fondamentale et la recherche technologique constituent des soutiens précieux au développement économique, notamment à l'appui de l'expansion agricole, de la connaissance et de l'exploitation des produits de la mer.

Il est utile de rappeler qu'à l'occasion du comité de suivi de la loi d'orientation du 13 juin 1998, le secrétaire d'Etat à l'outre-mer avait souhaité qu'un nouvel élan soit donné à la recherche et convenu de l'opportunité d'une évaluation et d'un recentrage des programmes dans le but de privilégier l'efficacité des actions et une meilleure adéquation des propositions des chercheurs aux objectifs des décideurs.

Les travaux seront menés en partant des demandes locales, en cohérence avec les organismes de recherche, ceux-ci se développant principalement autour de l'université de la Polynésie française et en liaison avec elle. Ainsi sont favorisés les regroupements de projets (par exemple U.P.F.-Institut Malardé pour la valorisation des substances naturelles, Ifremer-service des ressources marines (S.R.M.) pour la conservation du patrimoine génétique de la nacre, U.P.F.-

S.R.M. pour le programme campagne expérimentale "palangrier" - prolongement ZEPOLYF, etc.) dont certains ont à l'origine été présentés séparément par les organismes.

Ainsi le passage d'une logique d'organisme à une logique de réseau valorisant considérablement les potentialités pour un développement durable, sera mieux susceptible de mobiliser l'ensemble des compétences disponibles au sein des équipes de recherche (U.P.F., Ifremer, I.R.D., S.R.M., C.I.R.A.D., C.R.I.O.B.E., S.D.R., Institut Malardé, etc.).

Compte tenu de la dimension du territoire, la recherche ne peut couvrir tous les domaines et constituer un volet indépendant du contexte, elle ne saurait être absente de secteurs dont les buts convergent tous vers l'objectif de développement de la Polynésie française ; elle constitue ainsi un secteur transversal à l'appui des axes prioritaires et des objectifs tels qu'ils ont été exprimés par les autorités du territoire. Ces axes concernent la santé, l'agronomie, la mer, les énergies renouvelables et l'environnement.

L'avenir de la recherche outre-mer bénéficie d'un élément très favorable qui est la richesse de sa biodiversité au sens le plus large du terme, incluant la mer, zone économique exclusive et zone d'activité naturelle.

En Polynésie française comme ailleurs, la recherche est un incontournable facteur du développement économique, générateur de croissance et de dynamisme économique pour autant qu'un rapprochement soit opéré entre la recherche publique et l'entreprise privée.

6.2. Objectifs et résultats attendus

Les efforts doivent être poursuivis afin de focaliser la recherche sur des actions concrètes de développement tout en donnant une meilleure visibilité sur sa contribution effective à l'amélioration de la productivité dans différentes filières clairement identifiées dans les secteurs productifs (agriculture, pêche, perliculture, aquaculture, etc.).

La recherche : un élément incontournable du développement

Les actions de la recherche doivent être réellement adaptées aux besoins, c'est à cette condition qu'elle s'imposera comme un élément essentiel de la compétitivité et de la croissance.

A ce titre, la recherche sur le territoire doit contribuer d'abord à une meilleure connaissance des ressources et à la modernisation des moyens de production. La protection de la ressource n'est pas incompatible avec sa mise en valeur, elle constitue même une condition essentielle à la durabilité du développement.

De même, la valorisation des substances naturelles, végétales, animales, marines, terrestres doit être au centre des préoccupations.

La perliculture est un exemple de secteur ayant bénéficié des retombées de la recherche. La perliculture fait vivre aujourd'hui en Polynésie française 4.000 personnes réparties sur 34 îles et contribue ainsi à la cohésion sociale, en permettant non seulement de fixer les populations et d'éviter leur migration vers les centres urbains de Tahiti mais aussi de générer un retour vers les îles.

Favoriser le rapprochement recherche / entreprises

Une vraie valorisation de la recherche ne se fera pas sans un rapprochement étroit entre les organismes de recherche et les entreprises, il convient de renforcer par des mesures incitatives la collaboration entre le secteur économique et le secteur de la recherche, collaboration indispensable à ce que soient réalisés les transferts de technologie, qui seuls

pourront réellement irriguer l'économie des résultats de la recherche.

Pour cela, au-delà des actions telles qu'elles sont définies aujourd'hui, il convient de prévoir un dispositif transversal qui les dynamise et les aide à obtenir plus de moyens.

La plate-forme technologique (P.F.T.) est une réponse appropriée à cette nécessité afin d'impulser l'émergence de nouvelles niches de développement, à promouvoir de réelles applications des résultats de la recherche en favorisant le transfert de technologie. Un des axes forts de la politique actuelle de l'Etat en faveur de la recherche pour le développement vise à mutualiser les moyens matériels et les ressources humaines des organismes publics de recherche et de formation au bénéfice des petites et moyennes entreprises. C'est cette mutualisation qui constitue l'assise fondatrice d'une plate-forme technologique.

Inscrire la recherche dans son domaine national et international

Mais certaines recherches même développées dans un objectif de développement du territoire impliquent du fait de leur complexité des compléments de connaissances tels qu'elles rejoignent le champ de la recherche dite fondamentale avec une exigence de moyens pas toujours disponibles sur place et pour laquelle des collaborations extérieures sont indispensables.

Rapprocher la recherche des populations, intensifier les actions de formation, contribuer à la cohésion sociale

Un effort important doit être effectué de la part des scientifiques pour rendre lisibles les résultats de leurs recherches sur le terrain ou au laboratoire, en effet certaines techniques mises au point lors du précédent contrat qui ont débouché ou sont susceptibles de déboucher sur les transferts de technologie attendus n'ont eu aucun retentissement par simple manque de communication.

Les chercheurs qui par définition sont conduits à réaliser des actions de terrain sur l'ensemble des archipels, et des îles les plus isolées, sont des vecteurs de choix pour transmettre la connaissance et entreprendre des actions de formation en faveur des populations les moins favorisées. Ce type d'explications de ce qu'est la recherche et de ses objectifs, est un facteur de la cohésion sociale, il n'est que de constater le prestige et le succès dont jouissent les opérations délocalisées de "la science en fête" pour s'en convaincre.

6.3. Financement et opérations

RECHERCHE

en M.F.F.

en M.F.C.F.P.

FINANCEMENT		TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		19,13 348,07	5,23 95,20	13,90 252,87	8,00 145,54	5,90 107,33

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
1. Valorisation des substances naturelles :	14,50	2,70	11,80	6,20	5,60
	263,77	49,11	214,67	112,79	101,88
Kava, nono, tamanu, ...	2,90	0,60	2,30	1,00	1,30
Recherche vanille / Développement	52,76	10,92	41,84	18,19	23,65
	4,70	0,40	4,30		4,30
Recherche vanille / Virologie	85,50	7,28	78,23		78,23
	2,70	0,60	2,10	2,10	
Inventaire et valorisation de la biodiversité	49,12	10,92	38,20	38,20	
	2,20	1,10	1,10	1,10	
Plate-forme technologique	40,01	20,00	20,01	20,01	
	2,00		2,00	2,00	
	36,38		36,38	36,38	
2. Poursuite programme ZEPOLYF	2,00	0,60	1,40	1,40	
	36,38	10,92	25,47	25,47	
dont 20 M.F.C.F.P. pour Campagne expérimentale - 60 °C palangier	1,10	0,60	0,50	0,50	
	20,00	10,90	9,10	9,10	
3. Ressources lagonaires :	1,10	0,40	0,70	0,40	0,30
	20,01	7,28	12,73	7,28	5,46
Nacrothèque et patrimoine génétique	0,50	0,10	0,40	0,40	
	9,10	1,82	7,28	7,28	
Evaluation risques ciguatériques par espèce et par zone	0,60	0,30	0,30		0,30
	10,92	5,46	5,46		5,46
4. Lutte contre les nuisibles :	1,53	1,53			
	27,90	27,90			
Application des méthodes de lutte contre le miconia	0,82	0,82			
	15,00	15,00			
Expérimentation des méthodes de contrôle du nono (Moorea, Bora)	0,71	0,71			
	12,90	12,90			

CHAPITRE 2

*Aménager le territoire en préservant l'environnement
et en mettant en valeur les ressources naturelles*

L'aménagement du territoire est la traduction spatiale des objectifs économiques et sociaux qui doit permettre à travers le schéma d'aménagement général et d'équipement (S.A.G.E.) et les plans généraux d'aménagement (P.G.A.) une gestion de l'espace et une programmation dans le temps (20 à 30 ans) des équipements nécessaires à un fonctionnement harmonieux du territoire : les infrastructures de communication, les transports, l'habitat, les diverses activités économiques et la prise en compte des réserves foncières correspondantes (zones agricoles, industriels, plans de gestion des espaces maritimes, urbanisme commercial, etc.), les options d'urbanisme, la préservation et la mise en valeur du patrimoine naturel et culturel, etc. doivent être articulés de manière cohérente dans une stratégie d'aménagement du territoire : le S.A.G.E. en définit les grandes options, les

P.G.A. l'appliquent au niveau des options communales avec un plan d'occupation des sols, une programmation indicative des équipements, etc. ainsi qu'un règlement détaillé opposable aux tiers, prenant en compte notamment les risques naturels.

Les principaux objectifs qui répondront à une telle approche ainsi qu'à un rééquilibrage entre Tahiti et les îles éloignées sont :

- la création des conditions favorables au développement durable d'activités économiques dans les archipels éloignés, notamment en termes d'équipements structurants dans les infrastructures de communication ;
- la création de nouveaux pôles économiques, notamment dans les archipels éloignés (tels que la réalisation du port de Uturoa financée en grande partie par l'Etat dans le cadre du Fonds de reconversion) avec la prise en compte de toutes les composantes que cela implique en termes d'infrastructures structurantes, d'équipements d'accueil

des activités générées, de planification des besoins en équipements publics (écoles, hôpitaux, ...) et de déconcentration administrative, de constructions des logements qui contribueront au maintien ou au retour des populations, d'amélioration du cadre de vie ;

- la mise en place d'outils utilisant l'informatique, dont une cartographie et un cadastre numérisés, facilitant les études d'aménagement, et en particulier, le règlement progressif du problème foncier, véritable verrou au développement ;
- la protection de la population vis à vis des risques naturels prévisibles et la garantie de la durabilité des investissements par la mise en place, dans les zones identifiées comme étant à risque, d'une réglementation adaptée d'occupation des sols.

L'élaboration du S.A.G.E. et l'informatisation des services fonciers, actions liées hors contrat, se positionnent ainsi comme "conditions préalables" aux projets de développement, ainsi que le cadastre.

Le règlement du problème foncier conditionne en effet la maîtrise foncière des projets de développement. Il suppose un bon cadastre associé à une banque de données informatisée permettant de relier toutes les informations entre elles (fichier généalogique, titres de propriétés, fichier des mutations) et de donner rapidement l'information utile.

7.3. Financement et opérations

PLANS GÉNÉRAUX D'AMÉNAGEMENT

FINANCEMENT		TOTAL				
Financements affectés à ce programme :		7,64 139,00	TERRI- TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
			7,64 139,00			

OPERATIONS		COÛTS	FINANCEMENTS			
			TERRI- TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Cartographie numérique		2,14 39,00	2,14 39,00			
Plans généraux d'aménagement		5,50 100,00	5,50 100,00			

en M.F.F.

en M.F.C.F.P.

Art. 8.— Infrastructures de communication

L'effort d'aménagement devra prendre particulièrement en compte la dispersion géographique du territoire qui exerce un frein au développement local d'activités économiques et à l'organisation des échanges. Elle pose par ailleurs le problème de l'isolement de certaines îles qui devient crucial notamment en cas de sinistre avec la nécessité d'acheminer des moyens de secours. Outre cet intérêt socio-économique, le désenclavement de certaines parties des archipels éloignés permet d'adopter dès à présent une démarche préventive vis-à-vis des risques dont l'importance a été mise en évidence par les dernières catastrophes naturelles, avec leur fardeau de pertes en vies humaines et de dégâts matériels.

8.1. Données du secteur et problèmes à résoudre

La Polynésie française est composée de nombreuses îles (118), dispersées sur un espace maritime aussi vaste que

Art. 7.— Plans généraux d'aménagement

7.1. Données du secteur et problèmes à résoudre

Les 24 communes, dont les P.G.A. ont été lancés dans le cadre du contrat de développement 1994 - 1999, représentent 162.366 habitants, soit 81 % de la population totale de la Polynésie française. Les 19 % restant représentant 42.672 habitants font l'objet du présent programme qui visera particulièrement les archipels éloignés (Tuamotu-Gambier 58 %, Australes 100 %, Marquises 16 %) ainsi que Faaa, dans l'agglomération de Papeete.

7.2 Objectifs et résultats attendus

L'objectif fixé, à l'horizon 2003, est la couverture de l'ensemble des communes du territoire par les P.G.A. Pour ce faire, une cartographie numérisée sera nécessaire afin de disposer d'un outil moderne permettant de stocker des informations géocodées et favorisant les études d'aménagement prenant notamment en compte, parmi les actions contractualisées, la gestion des ressources naturelles, le bilan écologique de l'eau ou encore les plans de préventions des risques naturels.

L'Europe (les Marquises sont situées à 1.500 km au nord-est de Tahiti, Rapa (Australes) à 1.240 km au sud et les Gambier à 1.643 km). Les distances interîles sont conséquentes, les sites destinés aux infrastructures de transport présentent des configurations physiques parfois contraignantes.

Dans les îles des archipels éloignés, les problèmes sont de divers ordres :

- difficulté de se déplacer d'une commune à une autre d'une même île par la route qui est inexistante par endroits, notamment aux Marquises ;
- difficulté de se déplacer d'une île à une autre car les structures portuaires ou aéroportuaires sont soit inexistantes, soit insuffisantes en capacité.

Dans un souci de solidarité et d'égalité avec les îles du Vent, l'effort d'équipement en faveur des archipels éloignés

est considérable au regard de populations numériquement faibles et éparpillées. Ainsi, il existe déjà 42 aérodromes dont 38 relèvent du territoire et 4 de l'Etat (Faaa, Raiatea, Rangiroa, Bora Bora). Vingt-deux sont accessibles par l'ATR 72 ou l'ATR 42 (12 par l'ATR 72 ou le biréacteur Dornier 328) et les autres par le Dornier 228. Cet effort d'équipement engendre des charges récurrentes de maintenance importantes, dont le financement rencontre parfois des difficultés compte tenu des possibilités du budget territorial.

Si dans l'archipel de la Société, les infrastructures de communication existent en nombre suffisant, par contre, dans les autres archipels, le recensement des infrastructures fait apparaître notamment pour les aérodromes soit un niveau insatisfaisant de certains d'entre eux, soit un manque évident qu'il convient de combler, notamment au travers d'actions de modernisation et de création de structures aéroportuaires, inscrites au présent contrat.

Concernant les infrastructures routières de Tahiti, le principal problème est la difficulté de se déplacer sans embouteillage et dans des conditions optimales de sécurité. Afin de contribuer à désengorger la circulation, les travaux routiers engagés au cours du précédent contrat de développement ont consisté à faciliter l'accès à Papeete d'une part, par la côte Est (3e entrée Est) et d'autre part, par la côte Ouest (route des Plaines). La fluidité des accès ayant été améliorée, il reste à porter l'effort sur les dispositifs et les aménagements de sécurité à renforcer.

8.2 Objectifs et résultats attendus

Le premier objectif spécifique est de développer et d'améliorer les infrastructures routières, portuaires et aéroportuaires afin de désenclaver les archipels ou d'améliorer les échanges à l'intérieur d'un archipel ou d'une île, dans le but de favoriser et d'accompagner le développement d'activités économiques notamment dans les domaines du tourisme, de la perliculture, de la pêche, de l'agriculture et de l'industrie, et de tisser des "réseaux de solidarité" permettant de renforcer des zones d'activités exploitant en synergie les complémentarités et les spécialisations.

Le second objectif vise à améliorer les conditions de vie des populations à un niveau comparable à celles des îles du Vent, pour leurs déplacements et en accompagnement des

actions des différents ministères dans les domaines de l'éducation, de la santé, des activités de loisirs ou sportives, etc.

Enfin, au travers de ces deux objectifs qui consacrent l'essentiel des actions sur les archipels éloignés, l'effort d'équipement contribue à un retour de population dans les îles.

8.3. Financement et opérations

Les programmes routiers privilégient d'une part, les travaux routiers situés aux îles Sous-le-Vent, aux Tuamotu-Gambier et aux Australes et d'autre part, la mise en œuvre d'un plan territorial d'actions de sécurité routière justifié par l'augmentation constante du trafic routier et des accidents.

En cohérence avec des critères de rationalité socio-économique traduits en terme de seuils de populations (supérieur à 200 habitants), de distance séparant les îles actuellement non desservies par rapport à des pôles d'attraction voisins disposant de touchées aériennes (supérieures à 100 km), il a été retenu, en option de desserte ATR, la création de pistes additionnelles à destination de 2 îles dans les Australes, 2 pistes dans les Tuamotu ainsi que des aménagements de piste.

Enfin, les travaux portuaires d'envergure réalisés au précédent contrat ont permis de contribuer au développement touristique des îles de Moorea (havre de Vaiare) et de Bora Bora (havre et aéroport de Vaitape, poste à car-ferries de Farepiti), de renforcer le pôle économique de Uturoa (construction port de Uturoa-Raiatea) et de réhabiliter divers ouvrages portuaires existants aux Marquises (confortement digue de Hakahau) et aux Australes (réhabilitation port de Moeraï).

Les travaux inscrits au présent contrat permettront de poursuivre les actions menées en faveur de la population des îles par des interventions ponctuelles dans chaque archipel : créations, aménagements ou extensions d'ouvrages portuaires.

Le programme de mise aux normes et de modernisation de nombreuses pistes fera l'objet d'une programmation définie en concertation entre l'Etat et la Polynésie française.

INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION

en M.F.F.

en M.F.C.F.P.

FINANCEMENT	TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :	319,92 5.820,00	249,74 4.543,28	70,18 1.276,72	35,00 636,72	35,18 640,00

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
1. EQUIPEMENTS ROUTIERS	103,34	68,34	35,00	35,00	
	1.880,00	1.243,28	636,72	636,72	
Aménagement routier I.S.L.V.	27,48 500,00				
Aménagement routier - Australes	27,48 500,00				
Aménagement routier - Tuamotu-Gambier	27,48 500,00				
Dispositifs et aménagements de sécurité routière	20,89 380,00				
2. EQUIPEMENTS AEROPORTUAIRES(*)	78,61	43,43	35,18		35,18
Création, modernisation et mise aux normes	1.430,00	790,00	640,00		640,00
Aérodromes Tuamotu-Gambier	19,24 350,00	19,24 350,00			
Création de piste Katiu	5,50 100,00				
Création de piste Kauehi	5,50 100,00				
Aménagements/Revêtement piste de Hikueru	8,25 150,00				
Aérodromes Australes	24,19 440,00	24,19 440,00			
Création de piste Raivavae	13,19 240,00	13,19 240,00			
Création de piste Rimatara	10,99 200,00	10,99 200,00			
3. EQUIPEMENTS PORTUAIRES	137,97	137,97			
	2.510,00	2.510,00			
Créations et aménagements d'unités portuaires - I.D.V.	48,92 890,00	48,92 890,00			
Créations et aménagements d'unités portuaires - I.S.L.V.	16,49 300,00	16,49 300,00			
Aménagements d'unités portuaires - TUAM/GAMBIER	34,08 620,00	34,08 620,00			
Créations et aménagements d'unités portuaires - MARQUISES	25,29 460,00	25,29 460,00			
Créations et aménagements d'unités portuaires - AUSTRALES	13,19 240,00	13,19 240,00			

(*) Les financements du contrat de développement ne représentent qu'une part des coûts des projets de création, de modernisation ou de mise aux normes.

Art. 9.— Prévention des risques naturels

Les risques naturels ne sont pas connus de façon précise et n'ont pas fait l'objet d'un suivi systématique. Or, en raison de la forte pluviométrie, des aléas climatiques, du matériau volcanique et de l'implantation des zones habitées, les îles de Polynésie sont fortement soumises aux risques naturels dont la connaissance et la prévention sont indispensables à la protection des populations, à l'organisation spatiale des activités et à la pérennité des investissements. Le contrat de développement financera des opérations de connaissance des risques et des mesures de prévention. Des savoirs et des savoir-faire seront transférés à la Polynésie française dans ce domaine. La réglementation devra être complétée et appliquée.

9.1. Données du secteur et problèmes à résoudre

De par leur position géographique et leur morphologie, les différentes îles de la Polynésie française sont très sensibles aux bouleversements climatiques. Les risques naturels qui affectent les différentes îles polynésiennes sont les cyclones, les fortes houles et tsunamis, les inondations et les glissements de terrain. Tous ces phénomènes naturels n'ont pas la même occurrence ni les mêmes intensités d'une année sur l'autre, cependant ils sont tous susceptibles de provoquer d'énormes dégâts matériels, voire des pertes humaines. Ainsi, à la fin de l'année 1997, le phénomène "El Niño" a généré une succession d'événements naturels (inondations, cyclones) ayant provoqué la mort de personnes et d'importants dégâts.

Les espaces constructibles sont limités face aux besoins sur certaines îles. Le problème de l'indivision et la croissance démographique encore importante sont des facteurs de surdensité dans certaines zones. Par ailleurs, les terrains véritablement à l'abri des phénomènes naturels sont rares. La conjonction de l'ensemble de ces éléments ne facilitera pas l'élaboration des plans de prévention des risques. L'étude

devra être très précise afin de mieux gérer l'espace disponible.

9.2. Objectifs et résultats attendus

L'objectif global est de définir une gestion des espaces permettant une meilleure intégration des établissements humains dans leur contexte, tout en augmentant la sécurité des personnes et des biens sur l'ensemble du territoire en matière de risques naturels.

Pour ce faire, il conviendra :

- d'organiser un recueil des données relatives aux risques naturels et à leur prévention ;
- de réaliser différentes études techniques spécifiques à chaque type de risques naturels ;
- de concevoir des ouvrages, des aménagements et des abris destinés à assurer une protection des biens et des personnes face aux risques naturels ;
- de mettre en place des règles et des prescriptions favorisant la prévention des risques naturels et la protection des biens et des personnes face à leur manifestation ;
- d'élaborer des outils juridiques permettant la mise en place et le respect de règles et prescriptions en matière d'aménagement ou de construction.

L'ensemble de ces prescriptions sera contenu dans les plans de prévention des risques à établir avec des priorités à définir pour certaines zones sensibles.

9.3. Financement et opérations

Le contrat de développement contribue à ce programme à hauteur de 391,1 M F CFP (21,50 M FF). La participation du B.R.G.M. ainsi que le programme d'actions seront formalisés dans le cadre d'une convention hors contrat associant les trois partenaires.

PREVENTION DES RISQUES NATURELS

en M FF

en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		21,50 391,13	8,00 145,54	13,50 245,59	4,93 89,69	8,57 155,91

OPERATIONS		COÛTS	FINANCEMENTS			
			TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Elaboration de plans de prévention des risques naturels	16,00		8,00	8,00	4,93	3,07
	291,07		145,54	145,54	89,69	55,85
Equipement radar pour service Météo	5,50			5,50		5,50
	100,06			100,06		100,06

Art. 10.— Assainissement

Le patrimoine naturel des îles polynésiennes constitue leur principale richesse. La préservation de l'environnement est une condition primordiale, voire indispensable au développement durable des activités économiques de la Polynésie française, notamment celles liées au tourisme. Ce souci

conduit le gouvernement à privilégier la mise en place des infrastructures en matière d'assainissement et de traitement des déchets, concrétisant la volonté gouvernementale de parvenir à des solutions sûres et durables.

Si les actions du contrat de développement précédent ont concerné essentiellement la mise en place des réseaux

d'assainissement collectif de Bora Bora et de Outumaoro ainsi que l'établissement des programmes de gestion des déchets dans les archipels de la Polynésie française, les projets au second contrat visent, dans la continuité la mise en place des réseaux d'assainissement des eaux usées dans les zones et îles à vocation touristique ainsi que des infrastructures de traitement des déchets.

10.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

L'environnement naturel des îles polynésiennes, associé dans l'imagerie populaire à des paysages exceptionnels et à une faune et une flore variées et colorées, est l'un des principaux atouts de la Polynésie française.

Cependant, depuis quelques années, force est de constater que la situation environnementale de Tahiti et des archipels connaît des problèmes de plus en plus aigus de dégradations et de pollutions, affectant notamment les rivières, les lentilles d'eau douce et les lagons.

La densification de l'habitat en zone littorale rend inadéquate l'assainissement individuel des eaux usées. Les dysfonctionnements par ailleurs des stations d'épuration individuelles des hôtels, des lotissements, etc. (non régulièrement entretenues) et les déversements "sauvages" d'eaux

usées dans les caniveaux d'eaux pluviales et le réseau hydrologique (ruisseaux, rivières, ...) portent atteintes aux ressources en eau et aux lagons.

La situation actuelle fait peser ainsi des dangers sur l'équilibre des milieux naturels, en particulier des lagons : sur Tahiti, 30 à 45 % des eaux de baignade en mer et 45 à 80 % des zones de baignade contrôlées en eau douce ou saumâtre sont polluées, ou momentanément polluées.

10.2. Objectifs et résultats attendus

Afin de préserver ce patrimoine naturel, l'assainissement des eaux usées est un objectif primordial qui, pour des raisons techniques (études préalables à réaliser) et financières, s'inscrit dans le moyen terme. Dans le cadre du présent contrat, le territoire réalisera un schéma directeur d'assainissement de l'île de Tahiti tout en poursuivant ses travaux d'assainissement commencés notamment à Punaauia (Outumaoro).

Parallèlement, compte tenu des effets inexorables des décharges sauvages en fond de vallée, un bilan écologique de l'eau (rivières, lentilles d'eau douce) demande à être réalisé pour être intégré dans une réflexion globale sur les actions de préservation de l'environnement.

10.3. Financement et opérations

ASSAINISSEMENT

en M FF
en M F CFP

FINANCEMENT	TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :	71,54 1.301,50	70,47 1.282,00	1,07 19,50	1,07 19,50	

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Bilan écologique de l'eau	3,96	3,96				
Schéma directeur d'assainissement	72,00	72,00				
	2,14	1,07	1,07	1,07		
	39,00	19,50	19,50	19,50		
Assainissement des eaux usées (*)	65,44	65,44				
	1.190,50	1.190,50				

(*) Des crédits d'Etat (ministère de l'environnement) seront mobilisés hors contrat de développement à hauteur de 5 M FF (soit 90,96 M F CFP)

Art. 11.— Traitement des déchets

11.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

La situation environnementale de Tahiti et des archipels connaît également des difficultés de plus en plus aiguës en matière de gestion des déchets :

- amoncellement de déchets en bordure de route et prolifération de décharges sauvages ;

- une cinquantaine de sites sauvages de dépôt d'ordures ont été recensés sur l'île de Tahiti en 1997 : la pratique actuelle du stockage en décharge non contrôlée provoque une forte pollution des sols, de l'eau et du milieu marin ;
- détérioration de la qualité de l'eau douce et des eaux de baignade (hormis à Papeete, Papara, Bora Bora et Tubuai, l'eau distribuée au public est non potable).

L'accroissement de la population, la concentration urbaine, la transformation des habitudes de consommation et l'évolution des méthodes de commercialisation sont autant de

facteurs, qui non accompagnés des travaux d'infrastructures indispensables et du respect des contraintes que ces transformations commandaient, contribuent à la dégradation de l'environnement. Ces atteintes à l'environnement sont d'autant plus préoccupantes qu'elles concernent un milieu extrêmement fragile de par ses dimensions limitées et les spécificités de ses écosystèmes. Elles risquent non seulement de menacer très vite l'écosystème insulaire et les activités économiques qui s'y rattachent, mais également la santé publique.

11.2. Objectifs et résultats attendus

La gestion des déchets, depuis leur collecte jusqu'à leur traitement, en passant par leur tri et leur stockage, devra donner lieu à la mise en place d'une filière complète, tant à Tahiti, que dans les archipels éloignés. Le contrat de développement contribue à ce vaste programme par des interventions sur Tahiti, aux îles Sous-le-Vent, aux Marquises et aux Australes, auxquelles s'ajoutent les actions développées dans le programme contractualisé à parité entre l'ADEME et la Polynésie française.

11.3. Financement et opérations

TRAITEMENT DES DECHETS

en M FF

en M F CFP

FINANCEMENT	TOTAL	TERRITOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :	65,41 1.190,00	65,41 1.190,00			

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS	TERRITOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Traitement déchets/ C.E.T. Nivee (Tahiti)	48,37 880,00	48,37 880,00				
Traitement déchets/ 5 unités d'incinérat. aux Tuamotu-Gambier	3,30 60,00	3,30 60,00				
Traitement déchets/ Archipels	13,74 250,00	13,74 250,00				

CHAPITRE 3

Renforcer la couverture sanitaire, la cohésion sociale et le développement culturel

La Polynésie française présente des atouts importants parmi lesquels la jeunesse de sa population, un contexte économique stable, un climat social serein, ainsi qu'un système de protection sociale adapté.

Afin de réussir la restructuration de la société polynésienne, il apparaît indispensable de maintenir ce climat et la cohésion sociale.

Il convient non seulement de préserver l'équilibre social mais aussi d'intégrer le mieux possible l'ensemble de la population au développement économique, tout en apportant une réponse aux problèmes de santé non encore résolus et qui passe notamment par l'alimentation en eau dans toutes les communes de Polynésie française et la modernisation des infrastructures sanitaires.

La restructuration de l'économie polynésienne doit s'accompagner de la mise en œuvre d'une série de programmes adaptés dans différents domaines, notamment le développement de l'habitat associé à une politique de la ville et de la jeunesse.

La mise en valeur du patrimoine polynésien matériel et immatériel ainsi que le développement des pratiques culturelles diversifiées sont, encore plus que les autres

facteurs, les conditions nécessaires au renforcement de la cohésion sociale et de l'intégration sociale au développement économique.

Art. 12.— Adduction d'eau potable

12.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

Sur l'ensemble de la Polynésie française, seules quatre communes (Papeete, Bora Bora, Papara et Tubuai) se sont dotées d'un système devant garantir la potabilité de l'eau jusqu'au robinet de l'usager.

Face aux préoccupations de salubrité publique posées par la non-potabilité de l'eau et pour un développement durable, l'Etat et la Polynésie française conviennent de retenir dans leurs priorités l'adduction d'eau potable. En effet, une eau de qualité médiocre ne permet pas aux populations de vivre dans des conditions de confort et d'hygiène décentes ni d'offrir un service de qualité à la clientèle touristique.

Depuis 1995, grâce aux efforts conjugués des services techniques de l'Etat et du territoire, une nouvelle approche des opérations d'adduction en eau potable a pu être initiée et développée. Dans un premier temps, les communes souhaitant investir dans ces opérations ont été invitées préalablement à réaliser le schéma directeur de leur réseau. La phase d'élaboration des schémas directeurs, dont le financement a été soutenu par le Fonds intercommunal de

péréquation arrive à son terme et de nombreuses communes se sont déjà engagées dans la réalisation de ces infrastructures.

12.2. Objectifs et résultats attendus

A l'instar de l'assainissement, l'alimentation en eau potable est un vaste programme prioritaire qui s'inscrit dans le moyen terme. L'objectif est d'assurer l'accès de l'ensemble de la population polynésienne à l'eau potable et une gestion économe de la ressource par un changement des comportements de maintenance et de consommation.

Suite à la mise en place du nouveau statut de 1996 autorisant le territoire à intervenir en faveur des communes, ce dernier a proposé une programmation permettant de doter l'ensemble de la Polynésie française d'un réseau d'eau potable à l'horizon de 10 ans. A cet effet, le territoire a apporté, hors

contrat de développement, une aide totalisant 4.565 M F CFP depuis 1997, soit près de 50 % des investissements communaux aidés.

Compte tenu des enjeux notamment sanitaires que représente l'adduction d'eau potable, les partenaires s'engagent à accélérer la mise en œuvre du programme et conviennent de consacrer au sein du contrat de développement, un effort particulier pour contribuer à la réalisation d'un réseau d'eau potable pour chacune des communes de Polynésie française en moins de 8 ans.

Au titre du présent contrat, l'Etat et la Polynésie française réservent une somme de 1.453,91 M F CFP (soit 79,92 M FF) à la mise en œuvre des nouveaux programmes d'adduction d'eau engagés à l'initiative des communes, sur la durée du contrat de développement.

12.3. Financement et opérations

ADDUCTION D'EAU POTABLE

en M FF
en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	FINANCEMENTS			
			TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		79,92 1.453,91		79,92 1.453,91		79,92 1.453,91

OPERATIONS		COÛTS	FINANCEMENTS			
			TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Adduction d'eau potable (*)		79,92 1.453,91		79,92 1.453,91		79,92 1.453,91

(*) Les financements au contrat de développement ne représentent qu'une part du coût des projets.

Art. 13.— *Équipements sanitaires*

La relative faiblesse de la population polynésienne et sa dispersion géographique imposent la recherche d'un équilibre délicat entre le développement de structures spécialisées de référence dotées des moyens techniques les plus performants, dès lors qu'ils sont "rentables" au regard de l'alternative constituée par les évacuations sanitaires, et le développement de structures de proximité à même d'offrir aux populations les plus éloignées un premier niveau de prestations de qualité.

Dans le cadre du premier contrat de développement, l'accent avait principalement porté sur la création ou la rénovation de structures spécialisées sur l'île de Tahiti, tandis que dans les autres îles, l'effort était orienté sur l'amélioration des équipements de proximité aux Marquises, dans les îles Sous-le-Vent et aux Tuamotu. Sur la base de l'évolution démographique et économique récente, il convient de poursuivre la politique de décentralisation de ces dernières années sachant que le nouveau centre hospitalier territorial dont la construction est prévue à Pirae sera financé dans le cadre du Fonds de reconversion.

Ces équipements structurants interviennent en synergie avec les actions financées par l'Etat et le territoire à travers notamment la convention du 24 novembre 1999 relative aux actions de solidarité et de santé publique à laquelle l'Etat intervient à hauteur de 3,5 milliards de F CFP par an.

13.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre*

En mai 1999, les équipements sanitaires implantés en Polynésie française se décomposaient de la façon suivante :

	Iles du Vent	Iles Sous-le-Vent	Marquises	Australes	Tuamotu-Gambier	Polynésie française
Hôpital tertiaire.....	1	0	0	0	0	1
Hôpital secondaire.....	2	1	1	0	0	4
Hôpital spécialisé.....	1	0	0	0	0	1
Centre médical.....	0	3	2	2	1	8
Infirmerie.....	0	1	2	3	8	20
Dispensaire.....	19	2	0	1	1	23
Poste de secours.....	0	0	10	3	24	37

Le secteur libéral étant très peu présent dans les archipels éloignés, l'administration territoriale a la responsabilité d'assurer la quasi-totalité de la couverture sanitaire. Les structures de santé y sont par ailleurs souvent anciennes, soumises à des conditions climatiques difficiles et, pour des raisons budgétaires, insuffisamment entretenues.

Près de 11.000 évacuations sanitaires ont lieu chaque année, principalement vers des formations sanitaires publiques de Papeete, et dans une moindre mesure vers Uturoa et Taiohae. Concernant les ressortissants du régime de solidarité territorial, sur 4.724 évacuations sanitaires en 1997, 966 ont concerné des enfants et 1.229 ont eu lieu avec un accompagnateur.

13.2. *Objectifs et résultats attendus*

Sur le plan sanitaire, trois objectifs ont été définis :

- développer et rapprocher les structures sanitaires de la population : l'objectif principal du contrat de développement est le rapprochement des structures de santé de la population. La taille de la population polynésienne et sa dispersion géographique imposent la recherche d'un équilibre entre le développement de structures spécialisées de référence, dotées des moyens techniques les plus performants, et le développement de structures de proximité afin que les populations les plus éloignées puissent bénéficier d'un premier niveau de prestations de qualité ;
- doter ces structures de moyens techniques performants, et par conséquent poursuivre la mise à niveau de l'équipement technique des structures sanitaires initiée dans le cadre du premier contrat de développement ;
- mettre en place un système de santé informatique, s'inscrivant dans une volonté de maîtrise des dépenses de santé.

13.3. Financement et opérations

EQUIPEMENTS SANITAIRES

en MFF
en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		100,00 1.819,20	60,00 1.091,52	40,00 727,68	40,00 727,68	

OPERATIONS (*)	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
IDV	26,39	15,83	10,53	10,53	
	480,00	288,00	192,00	192,00	
CATEB	5,50	3,30	2,20	2,20	
	100,00	60,00	40,00	40,00	
Réhabilitation du service d'hygiène dentaire Mamao	1,65	0,99	0,66	0,66	
	30,00	18,00	12,00	12,00	
Reconstruction & équipement de l'hôpital Afareaitu	10,99	6,60	4,40	4,40	
	200,00	120,00	80,00	80,00	
Aménagement du nouveau Centre de transfusion sanguine	8,25	4,95	3,30	3,30	
	150,00	90,00	60,00	60,00	
ISLV	11,61	6,97	4,64	4,64	
	211,20	126,72	84,48	84,48	
Centre médical Bora Bora	5,50	3,30	2,20	2,20	
	100,00	60,00	40,00	40,00	
Poursuite remise à niveau hôpital Uturoa	2,20	1,32	0,88	0,88	
	40,00	24,00	16,00	16,00	
Construction d'un centre médical à Tumaraa	1,96	1,17	0,78	0,78	
	35,60	21,36	14,24	14,24	
Construction d'un centre médical à Taputapuatea	1,96	1,17	0,78	0,78	
	35,60	21,36	14,24	14,24	
Tuamotu-Gambier	14,40	8,64	5,76	5,76	
	262,00	157,20	104,80	104,80	
Rénovation de la chefferie des Tuamotu-Gambier	0,82	0,49	0,33	0,33	
	15,00	9,00	6,00	6,00	
Reconstruction du centre médical de Makemo (dont logement)	3,02	1,81	1,21	1,21	
	55,00	33,00	22,00	22,00	
Construction infirmeries (dont logements de fonctions)	10,55	6,33	4,22	4,22	
	192,00	115,20	76,80	76,80	
Marquises	14,29	8,58	5,72	5,72	
	260,00	156,00	104,00	104,00	
Travaux 2e tranche hôpital Taiohae	9,07	5,44	3,63	3,63	
	165,00	99,00	66,00	66,00	
Reconstruction centre médical Hakahau	3,30	1,98	1,32	1,32	
	60,00	36,00	24,00	24,00	
Rénovation centre médical Atuona	1,10	0,66	0,44	0,44	
	20,00	12,00	8,00	8,00	
Construction 2 postes secours (Hanatetena, Hapatoni)	0,82	0,49	0,33	0,33	
	15,00	9,00	6,00	6,00	
Australas	5,55	3,33	2,22	2,22	
	101,00	60,60	40,40	40,40	
Tubuai : rénovation du centre médical de Mataura et des logements	1,70	1,02	0,68	0,68	
	31,00	18,60	12,40	12,40	
Tubuai : rénovation poste secours Mahu	0,55	0,33	0,22	0,22	
	10,00	6,00	4,00	4,00	
Rimatara : rénovation de l'infirmerie et reconstruction des logements	1,65	0,99	0,66	0,66	
	30,00	18,00	12,00	12,00	
Rurutu : rénovation du centre médical et des logements de Moerai	1,10	0,66	0,44	0,44	
	20,00	12,00	8,00	8,00	
Rurutu : reconstruction du poste de secours de Auti	0,55	0,33	0,22	0,22	
	10,00	6,00	4,00	4,00	
Autres	27,76	16,66	11,10	11,10	
	505,00	303,00	202,00	202,00	
Construction de 5 logements pour le personnel en poste isolé	3,74	2,24	1,50	1,50	
	68,00	40,80	27,20	27,20	
Matériels médicaux pour les formations de santé	11,27	6,76	4,51	4,51	
	205,00	123,00	82,00	82,00	
Inclinateurs des centres médicaux	3,13	1,88	1,25	1,25	
	57,00	34,20	22,80	22,80	
Réseau informatique de santé polynésien	9,62	5,77	3,85	3,85	
	175,00	105,00	70,00	70,00	

(*) La participation de l'Etat est fixée à 40 % maximum pour chaque projet.

Art. 14. — *Logement social*

Sur le plan social, la réduction des inégalités passe par une action en faveur des populations défavorisées afin de faciliter leur insertion. A cet effet, les efforts en matière de logement devront être poursuivis dans le cadre d'une large concertation qui intègre non seulement le bâti, mais aussi la politique d'aménagement. Par ailleurs, l'accompagnement social des populations en difficulté (jeunes, chômeurs, sortants de prison, etc.) devra également constituer un axe prioritaire.

Par ailleurs, le rééquilibrage spatial suppose une action à la fois à l'intérieur de Tahiti et entre ce pôle central et les autres îles de Polynésie française.

14.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre*

Alors que la démographie s'est accrue de 16,3 % en 8 ans, entre 1988 et 1996, pour l'ensemble de la Polynésie, la production de logements n'a que très faiblement progressé durant cette même période. La pénurie de logements accessibles aux ménages à très faibles revenus est particulièrement préoccupante aux îles du Vent dont la population représente 74 % de la population totale. Cette insuffisance de l'offre a accentué le phénomène de cohabitation qui s'est développé du fait non seulement de l'accroissement de la démographie familiale (enfants devenus adultes se mettant en ménage et créant leur propre famille) mais également en raison de l'accueil des parents ou familles des îles.

Au titre du seul accroissement démographique (en retenant l'hypothèse d'un maintien en l'état de l'évolution des densités d'occupation des habitations), on constate un besoin de construction de plus de 8.000 logements sur 8 ans (entre 1996 et 2004), soit un besoin moyen de l'ordre de 1.000 logements par an.

Pour combler le déficit accumulé et renouveler le parc existant, 300 constructions annuelles supplémentaires seraient nécessaires.

En ce qui concerne l'habitat insalubre et précaire, les recensements effectués en 1988 et 1996 donnent un taux de "logements de fortune" de l'ordre de 4 % (3,76 % en 1988 et 4,36 % en 1996).

Avec la réalisation des programmes R.H.I. (résorption de l'habitat insalubre) prévue notamment dans le cadre du premier contrat de développement, ce taux devrait être ramené à terme à 3,5 %, soit environ 2.000 logements insalubres à l'horizon 2004 qu'il conviendrait de résorber à raison de 250 par an.

Enfin, pour diminuer le surpeuplement des habitations (réduction de la densité d'occupation des foyers) et le rapprocher d'un ratio moyen de 4 par maison, 150 logements supplémentaires seraient requis annuellement.

Au total, le besoin peut donc être évalué à 1.700 logements en moyenne par an. Le secteur privé produisant annuellement 1.000 unités, les pouvoirs publics se sont fixés un objectif de mise en chantier de 700 logements par an, ventilés à raison de 500 pour les îles du Vent et 200 pour les autres archipels conformément à la répartition de la population entre les deux zones géographiques (75 % - 25 %).

14.2. *Objectifs et résultats attendus*

L'objectif fondamental est de permettre à chaque ménage nécessitant un soutien de la collectivité d'accéder, en fonction de ses moyens et de ses besoins, à un logement décent apte à lui assurer une vie sociale harmonieuse et un bon équilibre familial.

La construction prévue par la collectivité de 700 logements par an doit permettre de répondre à cet objectif. Elle vise à obtenir dans les 10 ans à venir un parc de logements répondant aux besoins et à parvenir à une résorption totale de l'habitat insalubre afin de réduire les problèmes sociaux liés à l'habitat (promiscuité, enfance maltraitée, délinquance, échec scolaire ...). En ce qui concerne les archipels, le maintien des populations dans leur commune d'origine est également visé.

Le programme de construction à mettre en place devra se rapprocher le mieux possible des besoins. Ainsi, les logements individuels (habitat dispersé) seront de plus en plus privilégiés pour répondre à une demande croissante. Quant aux logements collectifs, la conception des ensembles devra intégrer des équipements publics nécessaires à l'équilibre socio-économique du quartier.

En outre, les dispositions conventionnelles prévoiront le relogement prioritaire des familles en difficulté et notamment celles qui sont sous le coup de mesures d'expulsion.

700 logements seront mis en chantier annuellement, dont 500 dans les I.D.V., et 200 dans les autres archipels. Dans ce programme, environ 145 logements aux I.D.V. et 110 dans les autres archipels seront financés annuellement par le présent contrat.

D'importants financements sont également prévus dans le cadre du Fonds de reconversion. Afin de faciliter la gestion des financements de l'Etat et de la Polynésie française, il est convenu que l'Etat financera en priorité les opérations des îles du Vent dans le présent contrat, tandis que les opérations des archipels seront affectées en priorité au Fonds de reconversion.

L'Etat et la Polynésie française prendront en compte les résultats de l'évaluation en cours financée sur le F.R.E.P.F. (6).

(6) Fonds de reconversion économique de la Polynésie française.

14.3. Financement et opérations

LOGEMENT SOCIAL

en M.F.F.

en M.F.C.F.P.

FINANCEMENT		TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		426,00 7.749,79	213,00 3.874,90	213,00 3.874,90		213,00 3.874,90

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
1. Logement social / I.D.V.	267,14 4.859,79	54,14 984,90	213,00 3.874,90		213,00 3.874,90
2. Logement social / ARCHIPELS	158,86 2.890,00	158,86 2.890,00			
Accession à la propriété bâtie	131,93 2.400,00	131,93 2.400,00			
Aides en matériaux de construction	18,14 330,00	18,14 330,00			
Amélioration de l'habitat existant - transport matériaux	3,30 60,00	3,30 60,00			
Amélioration des conditions d'hygiène des habitants	5,50 100,00	5,50 100,00			

Art. 15.— *Solidarité et insertion jeunesse*15.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre**Solidarité*

Chaque année, près de 11.000 évacuations sanitaires sont réalisées entre les différentes îles et les formations sanitaires de Papeete (Tahiti) et accessoirement de Uturoa (îles Sous-le-Vent) et Taiohae (Marquises).

Dans le cadre du régime de solidarité territorial (R.S.T.), on a dénombré 4.724 évacuations sanitaires en 1997, dont 966 concernent des enfants et 1.229 comportent un accompagnateur.

S'agissant de populations éloignées ne disposant pas nécessairement de familles d'accueil à Papeete, ni souvent de moyens suffisants pour supporter les dépenses inhérentes au séjour forcé loin de leur foyer, l'hébergement des malades (dont des enfants) ainsi que des accompagnateurs "autorisés" pose un problème crucial en l'absence de structures d'accueil et d'hébergement adaptées à cette situation.

En outre, les centres de soins sont souvent amenés à prolonger indûment les hospitalisations, ce qui engendre un surcoût pour la collectivité, voire une saturation des lits d'hôpital.

Insertion jeunesse

La population polynésienne (219.521 habitants recensés en septembre 1996) compte en son sein 43 % de jeunes de moins de 20 ans, et 52 % de jeunes de moins de 25 ans, soit sur la base du recensement de 1996 : 94.400 et 114.000 respectivement.

Sur le marché de l'emploi, 5.000 jeunes de 15 à 24 ans sont susceptibles d'entrer chaque année dans la vie active. Compte tenu du taux d'activité estimé à 70 % pour cette tranche d'âge, c'est donc une population de 3.500 jeunes, dont une part importante sans qualification, qui chercheront effectivement à entrer en activité chaque année. Dans la mesure où près de 1.000 jeunes s'orienteront vers des activités individuelles, il reste annuellement 2.500 jeunes demandeurs potentiels d'emploi salarié. En 1997, 20 % des 13.400 demandeurs d'emploi déclarés sont des jeunes de moins de 25 ans, dont certains sans qualification.

Bien que le phénomène ne soit pas aussi important que dans les grandes agglomérations métropolitaines, il s'avère qu'un nombre important de ces jeunes sont en situation de rupture de lien social ou en difficulté.

Cela concerne notamment un public issu de l'éclatement de la cellule familiale, perdant ainsi tous les repères traditionnels, et nécessitant un soutien direct du fait d'un encadrement familial déficient. Il s'agit également de jeunes sortis du système scolaire qui ne s'adressent pas spontanément aux structures d'accueil classiques pour leur insertion dans la vie active (formation, emploi) ou qui méconnaissent les diverses démarches administratives auxquelles ils ont à faire face. Actuellement, aucune structure d'accueil susceptible de répondre à l'attente de ce public divers n'existe.

Devant le risque de marginalisation et d'exclusion, il s'avère nécessaire de considérer les jeunes comme une catégorie sociale à part entière qui a besoin d'une politique spécifique apte à assurer globalement une fonction d'information, de prévention, d'éducation à la citoyenneté et d'encouragement aux initiatives.

15.2. Objectifs et résultats attendus

Solidarité

L'opération proposée entre dans le cadre du renforcement de l'action en faveur des populations des archipels et répond en outre à la politique de maîtrise des dépenses de santé.

Elle vise à doter le territoire d'une structure d'accueil et d'hébergement destinée aux populations défavorisées des îles éloignées amenées à se déplacer sur la zone urbaine pour raison médicale.

Insertion jeunesse

Dans le domaine de l'insertion jeunesse, et afin, d'une part, de répondre aux besoins d'information des jeunes et d'autre part, de réduire les effets d'exclusion et de marginali-

sation en liaison avec les actions prévues dans le contrat de ville, il a été convenu de créer des lieux d'accueil, d'information et d'animation de proximité. Ces équipements entrent dans le cadre de la politique d'accompagnement et de dynamisation sociale fixée par le gouvernement comme un axe prioritaire de son action.

Le projet s'attachera à répondre de manière cohérente et pragmatique aux besoins, en s'appuyant sur des partenaires dont la qualité et l'impact des actions conduites en faveur des jeunes sont avérés et reconnus.

Il s'agit de créer un réseau d'accueil et d'animation permanent et polyvalent en termes d'activités proposées et de publics visés. Trois pôles correspondant aux bassins de population les plus importants sont envisagés : pôle "zone urbaine", pôle "presqu'île", pôle "Îles Sous-le-Vent".

15.3. Financement et opérations

SOLIDARITE & INSERTION JEUNESSE

en M.F.F.
en M.F.C.F.P.

FINANCEMENT	TOTAL	TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :	27,48 500,00	27,48 500,00			

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
1. SOLIDARITE	13,74 250,00	13,74 250,00			
Centre d'hébergement non hospitalier des malades	13,74 250,00	13,74 250,00			
2. INSERTION JEUNESSE	13,74 250,00	13,74 250,00			
Centres d'accueil, d'information et d'animation collective	13,74 250,00	13,74 250,00			

Art. 16.— Culture

La richesse du patrimoine culturel polynésien, de par sa diversité, doit être valorisée et le développement des pratiques culturelles doit être soutenu, afin de maintenir, voire renforcer la cohésion sociale. Par ailleurs, le secteur culturel participe à l'attrait touristique de la Polynésie et constitue un gisement potentiel d'emplois important. La recherche d'une symbiose économique et culturelle est essentiel autant au développement économique qu'à la préservation d'un équilibre social.

16.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

La Polynésie compte aujourd'hui 5 musées en fonctionnement :

- 2 musées territoriaux, le musée de Tahiti et des îles et le musée Gauguin ;

- 2 musées communaux à Ua Huka (Marquises) ;
- 1 musée privé, le musée de la perle à Papeete,

ainsi que divers établissements publics œuvrant dans le domaine culturel : le Centre polynésien des sciences humaines (archéologie, traditions ...), la Maison de la culture (Te Fare Tauhiti Nui), le Conservatoire artistique territorial, l'Académie tahitienne, le Centre des métiers d'art (C.M.A.).

La Polynésie possède une richesse culturelle qui est insuffisamment valorisée par ce dispositif culturel vieilli et incomplet qui n'est plus aujourd'hui adapté à l'évolution de la société polynésienne ainsi qu'aux attentes des visiteurs.

Ainsi, les espaces culturels et les activités proposés aux visiteurs ne sont pas assez nombreux et diversifiés, tandis que la vétusté des musées, essentiellement concentrés à Tahiti, la dispersion dans le monde des objets témoignant de l'art et de la culture matérielle des Polynésiens ainsi que la faiblesse des aides à la création artistique ne favorisent pas

leur fréquentation et posent le problème de la réappropriation de ce patrimoine culturel.

De plus, il n'existe pas sur le territoire de filières de formation, en dehors de l'artisanat d'art, conduisant aux métiers de la culture, notamment dans le domaine de la sauvegarde. Ces métiers n'ont pas été suffisamment appréciés comme un gisement d'emplois non négligeable.

A cela, s'ajoute le défi que doit relever le secteur pour s'adapter aux nouveaux moyens de communication qui apparaissent comme une chance réelle de modernisation et de mise en valeur.

16.2. Les objectifs et les résultats attendus

Face à ce constat, afin de favoriser l'accès à la culture traditionnelle et moderne au plus grand nombre et de renforcer l'identité culturelle, les objectifs suivants seront poursuivis :

- préserver et enrichir le patrimoine ;
- valoriser la culture ma'ohi tout en préservant des accès à d'autres cultures ;

16.3. Financement et opérations

- inscrire la culture dans le développement économique ;
- soutenir des activités de création et de diffusion.

Dans le cadre du présent contrat, plusieurs actions visant ces objectifs seront mises en œuvre :

- l'aménagement de sites archéologiques et l'acquisition de pièces d'art océanien ;
- l'aménagement d'espaces culturels dans les îles associées à des sites archéologiques ;
- la rénovation des musées existants ;
- l'aide à la création ;
- la formation aux métiers de la culture, notamment dans le domaine de la sauvegarde et de l'artisanat d'art.

Il s'agit en ce qui concerne plus particulièrement le C.M.A., de répondre à un besoin de conservation et de transmission de la tradition artisanale aux jeunes générations avant que ce savoir ne disparaisse à jamais. Cette formation professionnelle, initiale et continue, a pour objectif d'accompagner le développement économique dans le domaine du tourisme culturel et favoriser une activité d'exportation de produits artisanaux.

CULTURE

en M FF

en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		46,48 845,56	27,98 509,00	18,50 336,56	18,50 336,56	

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS			
		TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
1. Programme Sauvegarde et Aménagement	7,15 130,00	4,40 80,00	2,75 50,00	2,75 50,00	
Banque de données numérisées	2,75 50,00	2,20 40,00	0,55 10,00	0,55 10,00	
Formation aux métiers de sauvegarde	4,40 80,00	2,20 40,00	2,20 40,00	2,20 40,00	
2. Aides à la création artistique	2,47 45,00	2,14 39,00	0,33 6,00	0,33 6,00	
Subventions à la création artistique	1,65 30,00	1,32 24,00	0,33 6,00	0,33 6,00	
Aménagement au C.A.T. d'une classe de musique assistée par ordinateur	0,82 15,00	0,82 15,00			
3. Artisanat traditionnel	5,50 100,00	5,50 100,00			
Reconstruction bâtiment C.M.A. (Centre des métiers d'art)	5,50 100,00	5,50 100,00			
4. Tourisme culturel	31,36 570,56	15,94 290,00	15,42 280,56	15,42 280,56	
Aménagement et création de musées et de sites culturels	22,57 410,56	9,89 180,00	12,67 230,56	12,67 230,56	
Acquisitions de pièces (arts océaniques)	8,25 150,00	5,50 100,00	2,75 50,00	2,75 50,00	
Etudes d'identification économique de la création artistique	0,55 10,00	0,55 10,00			

Art. 17. — Politique de la ville

Le deuxième contrat de ville de l'agglomération de Papeete sera signé en application des dispositions de l'article 8, alinéa 3, de la loi d'orientation n° 94-99 du 5 février 1994 pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française, qui prévoit que "l'Etat proposera aux communes appartenant à la zone urbaine de Papeete la conclusion d'une convention coordonnant l'action des parties en vue de l'amélioration des conditions de vie dans ces communes".

En 1994, la mise en œuvre du contrat de ville de l'agglomération de Papeete est venue renforcer les actions du territoire déjà engagées pour corriger une situation très préoccupante en termes d'exclusion et de ségrégation sociales après les profondes et rapides mutations de la société polynésienne au cours des vingt années précédentes.

17.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

S'urbanisant très rapidement avec une population doublant sur cette période, l'agglomération de Papeete s'est développée à l'occasion de l'implantation du Centre d'essais du Pacifique, provoquant une immigration importante en provenance des autres archipels.

La croissance démographique, la rupture culturelle due à l'arrivée du mode de vie occidental et par la suite, à partir de 1992, le fort ralentissement de l'activité économique consécutif à la fermeture du Centre d'essais du Pacifique, sont autant de facteurs favorables à un processus de marginalisation et d'exclusion économique et sociale des plus défavorisés.

La constitution de quartiers insalubres, le chômage des jeunes, l'échec scolaire, la délinquance juvénile et la consommation d'alcool et de drogue constituent autant de manifestations de ce phénomène d'exclusion et de marginalisation dans une agglomération urbaine confrontée par ailleurs à des problèmes de circulation et de transports en commun ainsi qu'à des atteintes à l'environnement.

En signant le contrat de ville de l'agglomération de Papeete en 1994, l'Etat, le territoire et les six communes (Papeete, Pirae, Arue, Mahina, Punaauia et Paea) se sont engagés "à lutter ensemble contre l'exclusion sociale en privilégiant les politiques visant à développer les dispositifs de prévention et d'insertion sociale, culturelle et économique dans une ville plus solidaire, à requalifier les quartiers défavorisés de l'agglomération et à désenclaver ces quartiers

et à assurer un développement futur harmonieux de l'espace urbain".

L'évaluation du précédent contrat a mis en évidence la nécessité d'une part, de privilégier les actions d'insertion en faveur des personnes par rapport à la réalisation d'équipements structurants, et d'autre part, de faire de la commune le niveau privilégié de la conception de la politique de la ville.

Fort de ces acquis et de ce bilan, les partenaires du contrat de ville de l'agglomération de Papeete considèrent la nécessité de le reconduire dans le cadre du contrat de développement Etat - territoire pour la période 2000 - 2003, conformément au troisième axe stratégique de ce dernier, relatif à la réduction des inégalités entre les populations et au renforcement de la cohésion sociale.

17.2. Objectifs et résultats attendus

Désireux de poursuivre leurs engagements en faveur de la lutte contre l'exclusion sociale dans l'agglomération de Papeete, les signataires du prochain contrat de ville s'engagent à se mobiliser pour prioritairement :

- développer une politique de prévention de la délinquance dans le cadre du contrat local de sécurité conclu entre l'Etat et les communes de l'agglomération ;
- intensifier la prévention des exclusions, les actions d'insertion sociale et économique ;
- privilégier l'objectif de requalification urbaine des quartiers insalubres et des espaces publics.

Considérant qu'il convient à l'occasion de cette nouvelle étape de donner une nouvelle dimension et une nouvelle dynamique au dispositif contractuel afin de répondre aux attentes exprimées lors de l'évaluation du précédent contrat pour optimiser les activités conduites en partenariat, les signataires du présent contrat s'engagent par ailleurs à adopter des mesures de nature :

- à permettre l'appropriation par les communes de la politique de la ville ;
- à favoriser la participation de l'ensemble des acteurs de terrain ;
- à mettre en place une évaluation permanente.

17.3. Financement et opérations

Le contrat de développement contribue à toutes ces actions à hauteur de 1.453,54 M F CFP (79,9 M FF).

POLITIQUE DE LA VILLE

en M FF

en M F CFP

FINANCEMENT		TOTAL	TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :		79,90 1.453,54		79,90 1.453,54	30,00 545,76	49,90 907,78

OPERATIONS		COÛTS	FINANCEMENTS			
			TERRITOIRE	ETAT	dont Min.Tech.	dont FIDES
Politique de la ville (*)		79,90 1.453,54		79,90 1.453,54	30,00 545,76	49,90 907,78

(*) Les financements au contrat de développement ne représentent qu'une partie du coût du programme de la politique de la ville.

CHAPITRE 4

*Poursuivre la déconcentration administrative
et le développement des archipels éloignés*

Le développement des archipels est un élément essentiel dans la stratégie de reconversion économique qui s'appuie sur le développement des ressources propres de chacun des archipels. Cette stratégie se traduit notamment par un accompagnement dans la déconcentration administrative et l'aménagement du territoire dont l'ambition est, pour les 20 ans à venir, de mieux planifier dans l'espace économique, le développement des activités, en accentuant l'action en faveur du rééquilibrage et de la revitalisation du territoire polynésien.

Art. 18.— *Déconcentration administrative*18.1. *Données du secteur et identification des problèmes à résoudre*

La géographie du territoire de la Polynésie française qui occupe dans le Pacifique Sud une superficie équivalente à celle de l'Europe rend difficile l'organisation administrative des archipels éloignés. A cet écueil, s'ajoute la dispersion des îles à l'intérieur d'un même archipel.

Afin de résoudre les multiples difficultés rencontrées dans la gestion d'un espace aussi vaste, une grande consultation populaire a été menée sur le terrain, dans tous les archipels, pour expliquer et comprendre la situation réelle, pour enregistrer les doléances. Les résultats de cette consultation ont été soumis aux "Assises de la déconcentration administrative". Les recommandations issues du travail en ateliers de ces assises sont claires et précises ; elles ont confirmé et pris en compte l'expression de l'insatisfaction des citoyens des archipels à l'égard du mode de fonctionnement actuel de l'administration.

18.2. *Objectifs et résultats attendus*

Les recommandations ont porté sur la nécessité :

18.3. *Financement et opérations*

- de réorganiser le schéma administratif actuel ;
- de doter chaque archipel des moyens humains et techniques pour l'exercice d'un bon service public ;
- de reconnaître la place des communes dans le dispositif à mettre en place ;
- de coordonner les actions des différentes administrations ;
- de confier la structure déconcentrée à un responsable doté de larges délégations.

Pour réaliser ces objectifs, la Polynésie française a mis en œuvre un certain nombre de moyens :

- *juridiques*, tout d'abord, en élaborant un texte qui définit le rôle et les moyens respectifs des administrations centrales et des services déconcentrés ;
- *techniques*, en mettant en service un réseau de transmission moderne et performant, le réseau Metu@, qui permettra l'accès à l'internet sur l'ensemble du territoire, particulièrement pour les services administratifs et techniques du territoire. Dans le cadre du programme Metu@, l'Office des postes et télécommunications mettra en place des "lieux de consultations citoyens" (L.C.C.) dans les archipels pour favoriser le rapprochement de l'administration vers l'administré ;
- *patrimoniaux*, en modernisant les infrastructures mises à la disposition d'une administration appelée à être plus présente, plus proche et plus active au sein des archipels éloignés afin d'améliorer le service public et son rôle d'accompagnement du développement économique.

La mise en œuvre de l'ensemble de ces moyens va permettre, outre un meilleur rendu du service public, de créer un environnement favorable au développement économique par la proximité des lieux de décisions et d'analyse des forces vives des archipels.

Au titre du présent contrat, seule a été contractualisée la réalisation de centres administratifs dans les archipels.

DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE

en M FF
en M F CFP

FINANCEMENT	TOTAL	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Financements affectés à ce programme :	21,99 400,00	21,99 400,00			

OPERATIONS	COÛTS	FINANCEMENTS	TERRI-TOIRE	ETAT	dont Min. Tech.	dont FIDES
Réalisation de centres administratifs dans les archipels	21,99 400,00	21,99 400,00				

Art. 19. — Développement des archipels

Les archipels éloignés constituent l'un des éléments essentiels de la politique d'autonomie économique menée par le territoire. A ce titre, le développement économique des archipels éloignés s'appuie sur un ensemble de programmes contractualisés dans les domaines de l'agriculture, des ressources marines (perliculture notamment), du tourisme avec des incitations à l'investissement et à la création de micro-projets. Le territoire et l'Etat ont entrepris également de doter les archipels de différentes infrastructures de base (de communication, scolaires, sanitaires...), destinées à accompagner le développement économique et à améliorer les conditions d'existence dans ces îles (logement social).

Le budget consacré aux archipels s'établit à près de 12.500 M F CFP (ou 690 M FF), soit 30,8 % du budget total au titre du présent contrat de développement contre 18.100 M F CFP (ou 995,5 M FF), soit 44,4 %, pour les I.D.V. (7)

(7) Le contrat de développement comporte pour 10.087 M F CFP (ou 554,5 M FF), soit 24,8 % du total des opérations non répartissables.

19.1. Données du secteur et identification des problèmes à résoudre

Avec 118 îles (dont 76 sont habitées) dispersées sur environ 5.000.000 km² dans un espace maritime vaste comme l'Europe, la Polynésie française pose de véritables défis en matière d'aménagement et de développement du territoire :

- l'éparpillement et l'étendue globale du territoire posent de nombreux problèmes de liaisons interinsulaires, d'approvisionnement et d'écoulement des produits locaux, ce qui génère des surcoûts dans tous les domaines de la vie économique et sociale ;
- l'inégale répartition et la faiblesse des groupes humains ne permettent pas toujours de doter chacun des infrastructures de base pourtant légitimement considérées comme vitales ;
- et rend difficilement viables la plupart des activités productrices.

Ces problèmes constituent un frein au développement des îles, notamment pour les plus éloignées d'entre elles. Les productions locales, agricoles notamment, souffrent de la concurrence des produits tahitiens aussi bien sur leur propre marché que sur les I.D.V., du fait d'un surcoût dû au fret aussi bien sur les intrants que sur les produits exportés sur Tahiti. Un décalage économique s'est ainsi instauré de manière croissante entre les autres archipels et Tahiti, entraînant un flux migratoire vers ce dernier. Cependant, avec l'essor de la perliculture (aux Tuamotu-Gambier) et le développement du tourisme conjugués à une difficulté croissante pour trouver un emploi à Tahiti, les Tuamotu-Gambier et les îles Sous-le-Vent ont connu une inversion en leur faveur de leurs flux migratoires avec les îles du Vent entre 1988 et 1996, date du dernier recensement. En revanche, les Marquises et les Australes continuent à perdre leur population.

Bien que la plus grande partie de la vie économique soit concentrée sur l'île de Tahiti, les archipels éloignés disposent cependant de potentiels importants non seulement pour leur

développement propre, mais aussi par le développement économique de l'ensemble de la Polynésie. Ainsi, les îles Sous-le-Vent ont une vocation touristique affirmée compte tenu de leurs atouts naturels et les Tuamotu de l'Ouest détiennent également d'importants potentiels en matière de tourisme qui peuvent être valorisés parallèlement au développement perlicole qu'a connu cet archipel.

Les îles Sous-le-Vent connaissent une activité touristique importante, notamment à Bora Bora et dans les îles alentour. La pêche et l'agriculture sont des activités économiques secondaires, bien que vitales sur le plan de l'autoconsommation et fournissant essentiellement le marché local.

L'image paradisiaque de verdure, de plages, de lagons, d'environnement naturel encore préservé que les visiteurs se font de la destination polynésienne, trouve sa pleine expression dans cet archipel qui se trouve être par ailleurs le plus proche de Tahiti tout en étant diversifié dans son offre touristique du fait des caractéristiques propres à chacune de ses îles.

L'agriculture est la deuxième activité de l'archipel, en particulier la production maraîchère (melons, pastèques et légumes divers) et la vanille (95 % de la production totale) dont le plan de développement commence à porter ses fruits. La production en légumes divers alimente uniquement la demande locale car elle ne peut concurrencer sur Tahiti les grosses exploitations de la place, plus efficaces. Cependant, la modernisation des moyens de production tend à s'inspirer des systèmes d'exploitations tahitiens (cultures sous abris, hydroponiques ...), ce qui rend les exploitations locales aussi compétitives et aptes à concurrencer les produits tahitiens ou importés sur leur propre marché. En revanche, les melons et les pastèques sont pour l'essentiel commercialisés sur les I.D.V. car ils bénéficient de conditions de productions favorables (cultures sur motu).

Des plantations de pins ont été effectuées dans le passé. Elles sont encore peu exploitées et accumulent un retard dans les travaux de sylviculture qui peuvent s'avérer préjudiciable à la qualité du bois.

La perliculture est une activité en plein essor, mais est contrainte par la surface disponible des lagons : la taille des concessions est de ce fait limitée mais les coûts des approvisionnements de Tahiti sont moindres, ce qui procure un avantage par rapport aux Tuamotu.

La pêche hauturière est peu développée (3 thoniers de pêche fraîche et 2 bonitiers palangriers) et se limite comme pour la pêche côtière, à l'alimentation du marché local, compte tenu du coût du fret (aérien et maritime) et d'une qualité très moyenne du fait de ruptures dans la chaîne du froid (installations frigorifiques inexistantes ou mal adaptées ou mal gérées).

La pêche côtière et l'important développement de la plaisance favorisent une petite industrie de construction et de réparation navales.

Les Tuamotu-Gambier se caractérisent par un grand nombre de petites îles et une importante surface de lagons (près de 12.000 km²). Son économie est dominée par la production de la perle dans les Tuamotu de l'Ouest et du coprah dans le reste de l'archipel (58 % de la production du territoire). L'activité touristique est secondaire bien que

relativement développée dans certains atolls des Tuamotu de l'Ouest (Rangiroa, Tikehau, Manihi...) et vise principalement un tourisme de résidents (pensions de famille).

La pêche côtière et lagonaire est très souvent une pêche de subsistance traditionnelle, associée à d'autres activités (agricoles ou perlicoles). Mise à part l'autoconsommation, on peut considérer que seulement la moitié de la superficie des lagons est exploitée. La production commercialisée du poisson, sur place et sur Tahiti, reste modeste, ainsi que l'exportation des produits lagonaires (poissons séchés, bèches de mer, trocas, nacres...) car elles se heurtent notamment à certains problèmes : risque sanitaire (ciguatera), faible productivité et appauvrissement rapide des lagons, manque d'équipements de froid, faible structuration professionnelle du secteur qui empêche la mise en place d'une politique efficace notamment dans les domaines de la formation, des équipements (maintenance) et de la commercialisation. Sur ce dernier point particulier, il résulte du manque d'organisation du secteur, de la mauvaise utilisation des installations frigorifiques existantes associés aux mauvaises conditions de transport, un produit commercialisé sur Tahiti d'une qualité inégale qui se heurte à la concurrence des produits de la pêche hauturière qui font l'objet d'un conditionnement plus rigoureux.

Le potentiel de développement de la perliculture est encore élevé et n'est limité aujourd'hui que par la vitesse de croissance du marché international, malgré quelques risques sanitaires et des conflits d'utilisation du lagon qu'il convient de maîtriser. Par ailleurs, la Polynésie est en train de perdre sa situation de monopole face à l'émergence de nouveaux pays producteurs de perles noires ("Perles de Tahiti") qui bénéficient de coûts de production bien moins élevés. La menace est réelle surtout pour les petites exploitations qui ne maîtrisent pas bien souvent les coûts, et sont acculés pour nombre d'entre eux, à vendre "à la sauvette" souvent pour faire face à leurs échéances bancaires, ce qui nuit par ailleurs à l'organisation de la commercialisation.

Le coprah demeure la seule source de revenus dans les Tuamotu de l'Est où les caractéristiques lagonaires (lagons fermés notamment) ne favorisent pas la perliculture et la pêche.

Les Marquises ont d'importantes ressources marines (thons) et de grandes surfaces agricoles exploitables.

La zone maritime environnante est particulièrement riche en ressources halieutiques. Une étude récente (Cofrepêche) estime que la meilleure productivité des activités de pêche associée à la qualité du poisson (proportion plus élevée de thons rouges "big eye") compenserait le surcoût dû à l'éloignement pour acheminer par avion les prises sur Papeete pour être exportée (en revanche, une exportation directement des Marquises par voie aérienne ne serait pas rentable). La pêche côtière pratiquée couramment en double activité est essentiellement une pêche d'autosubsistance et se limite à alimenter un petit marché local.

Les Marquisiens récoltent depuis peu le nono (1.881 tonnes en 1999, soit 43 % de la production totale) qui connaît un essor considérable, cependant en passe d'être concurrencée par la production tahitienne. Le coprah demeure une source de revenus importante.

La production d'agrumes (principalement les citrons) est relativement importante (200 tonnes en 1999) et est exportée

sur Tahiti. En ce qui concerne les ressources forestières, les pins des Caraïbes (plantés dans les années 80) constituent les plus grands boisements de la Polynésie française, susceptibles d'une exploitation par de petites unités industrielles dans un proche avenir. Les essences d'ébénisterie, qui ont bénéficié de programmes de plantations, fourniront la ressource nécessaire au développement des activités artisanales (sculpture).

En ce qui concerne la filière animale, un programme d'élevage des bovins (viandes et lait) a été mis en œuvre (contrat précédent) pour fournir le marché local. Les Marquises possèdent par ailleurs un potentiel important en production caprine non encore véritablement exploité car la filière reste mal organisée. Elle pourrait alimenter le marché tahitien où une forte demande existe.

Sur le plan du tourisme, malgré un nombre encore faible de visiteurs, les Marquises ont une image de marque reconnue (médiatisation croissante, Brel et Gauguin...) et pourraient exploiter ses potentialités dans le domaine de l'écotourisme, limitées cependant par le surcoût de l'éloignement.

Les Australes possèdent des terres fertiles et un climat tempéré. Eloigné des marchés de consommations (Tahiti), l'archipel rencontre des problèmes de logistique. Les meilleures potentialités se situent dans l'agriculture, la pêche étant aujourd'hui essentiellement une pêche d'auto-subsistance.

L'archipel fournit 90 % de la production de café, qui représente cependant une faible part de la consommation polynésienne (2 à 5 % des besoins selon les années). Il approvisionne également Tahiti de septembre à décembre en pommes de terre (800 à 1.000 tonnes/an) et en carottes (150 à 300 tonnes). Ces cultures sont particulièrement sensibles aux conditions pluviométriques à l'origine des fortes variations de production. Au cours du dernier contrat, le C.I.R.A.D. a étudié la diversification des cultures maraîchères, florales et fruitières dans le but d'élargir la gamme des productions peu concurrencées par celles des îles du Vent (brocolis, céleri, choux rouge, lys, litchis...) et susceptibles de se substituer aux produits importés. Des plantations d'agrumes aidées au dernier contrat (mandarines essentiellement) ont également été réalisées à Rurutu et pourront donner lieu à une exportation sur Tahiti dans 3 à 5 ans.

19.2. Objectifs et résultats attendus

Dans sa stratégie de reconversion économique, la Polynésie française est ainsi à la recherche d'un nouvel équilibre afin de pallier le problème de décalage croissant existant, tant sur le plan du développement économique que démographique, entre les archipels éloignés et l'île de Tahiti. La stabilisation des flux migratoires, voire l'augmentation du solde migratoire en faveur des archipels, est un résultat attendu de cette stratégie visant :

- l'accroissement de la valeur ajoutée produite dans les îles, en encourageant l'initiative privée dans les secteurs de l'agriculture, la perliculture, la pêche, le tourisme et l'artisanat ;
- l'amélioration de l'habitat des populations des archipels éloignés, notamment afin de résorber l'habitat insalubre en conformité avec des normes d'hygiène et de vie acceptables ; cette amélioration de l'habitat passe également par l'électrification d'un plus grand nombre de foyers ;

- le renforcement des équipements de proximité, qu'il s'agisse de la formation (lycées, internats, formation professionnelle, etc.), de la santé ou de l'accompagnement social, et plus généralement des services publics par une déconcentration administrative.

Sur le plan du développement économique, les archipels se distinguent ainsi :

Les îles Sous-le-Vent

Un important port est en cours de construction à Uturoa (Raiatea), destiné à créer un pôle de développement aux îles Sous-le-Vent, dont le moteur sera le tourisme, aujourd'hui relativement concentré sur Bora Bora. Les efforts de développement touristique seront accentués dans le présent contrat sur les îles autres que Bora Bora, afin de diversifier l'offre touristique, notamment vers le tourisme vert et culturel. L'implication de nouveaux sites ou d'îles ne disposant pas d'infrastructures hôtelières sera par ailleurs favorisée par le développement de l'hôtellerie flottante.

Le tourisme devrait entraîner un développement de la pêche hauturière et côtière ainsi que de l'agriculture pour satisfaire les centres de consommation touristiques importants de l'archipel. Dans cette perspective, deux ports de pêche à Raiatea et Huahine sont programmés avec la remise en état du complexe frigorifique de Raiatea financé au contrat de développement 1994-99.

L'objectif de la production agricole est d'une part, de satisfaire la demande intérieure afin de limiter les importations de Tahiti et de l'extérieur du territoire et d'autre part, de l'orienter vers des spéculations peu concurrencées par celles de Tahiti et qui bénéficient de conditions favorables et spécifiques à l'archipel (d'ordre pédo-climatique, foncier, sanitaire, voire socioculturel...).

Le programme Vanille prévoyait au contrat a pour but de pérenniser la production, et de la développer (recherche, investissements, encadrement et vulgarisation) avec une meilleure intensification pour mieux valoriser la main-d'œuvre.

Comme pour les Marquises, des travaux de sylviculture et des plans de gestion des boisements ont été mis en place pour développer, exploiter et valoriser les potentiels forestiers, en pins des Caraïbes (nord de Raiatea) et autres essences d'ébénisterie.

La perliculture est une activité relativement nouvelle, susceptible d'un développement important mais contraint par un espace lagunaire limité qui rend encore plus nécessaire l'établissement d'un plan de gestion (P.G.E.M.).

Les Tuamotu-Gambier

Aux Tuamotu-Gambier, le développement de la perliculture qui constitue la ressource essentielle continuera d'être soutenu dans les efforts tendant à une meilleure gestion de la ressource (P.G.E.M., stratégie d'exploitation des lagons), une meilleure valorisation des perles associée à une production de qualité mieux contrôlée (classification) et une commercialisation mieux maîtrisée, une amélioration des performances techniques et de la gestion des fermes, notamment pour les petites exploitations dont nombre d'entre eux se trouvent en difficulté. Face à l'émergence d'une concurrence internationale sur la perle noire, seuls le

maintien d'une avance technologique (transfert des acquis de la recherche), une meilleure maîtrise des coûts de production et de l'accès à la ressource (développement du collectage et des écloses), et une sécurisation du secteur (mise en place d'un réseau de suivi sanitaire et d'une nacrothèque) peuvent permettre à la Polynésie française de garder son leadership. La formation, notamment de greffeurs polynésiens, devra être renforcée afin de réduire l'appel à des greffeurs étrangers (chinois et japonais) qui entraîne non seulement une dépendance mais aussi une fuite de technologie.

L'exploitation des autres ressources lagunaires (poissons) sera améliorée par la mise en place d'un réseau de suivi des sources de production, la surveillance sanitaire (notamment lutte contre la ciguatera), le développement de la filière coquillages (burgaus, trocas, bèches de mer).

Les actions en faveur du développement touristique des Tuamotu de l'Ouest seront continuées : aménagement de sites touristiques et aides à la petite hôtellerie.

Dans le domaine agricole, le contrat de développement prévoit la revitalisation de la cocoteraie principalement dans les Tuamotu de l'Est (régénération, fertilisation, lutte contre les rats). Par ailleurs, le territoire favorise la consommation de légumes dans un but de santé publique essentiellement, en aidant à l'installation de petites unités hydroponiques familiales (sur bourres de coco) à partir d'une technologie innovatrice locale, qui pourrait être exportée par la suite. En outre, la plantation de pandanus est encouragée pour fournir la matière première aussi bien pour l'artisanat que pour la construction.

A noter que le cas de l'île de Hao fait l'objet d'un traitement particulier dans le cadre du Fonds de reconversion suite au départ définitif des armées au 1er juillet 2000.

Les Marquises

Un programme de développement associera la pêche hauturière à la pêche côtière afin de regrouper les productions et de les conditionner pour l'exportation ou pour le marché local (Tahiti). Il intègre une formation des pêcheurs locaux au traitement et conditionnement du poisson, une remise à niveau des installations frigorifiques ainsi qu'une étude sur le "burnt tuna", phénomène spécifique aux Marquises qui affecte la qualité du poisson, afin de limiter son effet sur la ressource.

Dans la filière végétale, l'effort sera porté sur le développement des cultures fruitières, notamment sur les agrumes à partir du conservatoire de Ua Huka.

Un plan de gestion des boisements (dont les bois précieux indispensables aux sculpteurs traditionnels), des travaux de sylviculture sur les pins des Caraïbes, en cours de réalisation, devrait permettre l'installation à court terme de petites unités de transformation du bois (scieries). Par ailleurs, les études menées en collaboration avec le C.I.R.A.D. ont abouti à la mise au point d'une technique de production de plants de santal qui permettra la reconstitution de la ressource.

Dans le cadre du présent contrat, la filière caprine fera l'objet d'un programme de développement pour améliorer les conditions sanitaires d'abattage, de stockage et d'acheminement sur le marché de Tahiti (chaîne du froid).

Les Australes

Le développement de l'archipel passe par celui de l'agriculture et tout particulièrement du maraîchage (fruits et légumes de zones tempérées) (8) ainsi que du tourisme de petite hôtellerie compte tenu des attraits naturels dont dispose cet archipel (présence des baleines d'août à octobre).

(8) Le gouvernement s'efforce de promouvoir les fruits et légumes tempérés tout en maintenant les prix garantis à la pomme de terre et en limitant les importations ; celle-ci représente en effet un revenu essentiel à l'équilibre économique et social de l'archipel. Aussi, un programme d'extension du réseau d'irrigation d'appoint va-t-il être mis en place afin de sécuriser les productions de pommes de terre et de carottes notamment. Pour la même raison, le café a fait l'objet récemment d'une mesure de soutien (subvention au producteur).

Il convient de noter tout particulièrement que l'aboutissement des études du C.I.R.A.D. financées au précédent contrat de développement devrait donner lieu à une plus grande diversification des cultures (brocolis, céleri, choux rouge, lys, litchis...). Enfin, afin de permettre l'extension des cultures tout en les protégeant en périodes d'inondation, l'assainissement des marais de Tubuai sera également entrepris.

Afin de promouvoir ces deux secteurs, le présent contrat met un accent particulier sur le désenclavement de l'archipel par la création de pistes aéroportuaires à Raivavae et Rimatara. Cet effort de dessertes aériennes vient en complément des dessertes maritimes existantes qui ont été renforcées au cours des deux dernières années par la mise en service d'une deuxième ligne maritime. Il permet aussi la prise en compte des besoins de couverture sanitaire (évasans).

Programmes spécifiques aux archipels mais non différenciés

Dans le domaine du tourisme, l'organisation du réceptif, les aides à la petite hôtellerie, les aménagements de sites touristiques et leurs équipements ainsi que les conditions de desserte font l'objet de programmes identifiés auxquels contribue le présent contrat de développement. Ces programmes valorisent la diversité géographique, physique, culturelle et les spécificités de chaque archipel dans un contexte où la demande internationale évolue vers des régions préservées, en dehors des circuits les plus fréquentés, disposant des atouts naturels requis. Les actions concerneront toujours prioritairement les îles possédant un parc d'hébergement et d'activités important telles que les I.D.V. et les I.S.L.V., mais un effort est également amorcé en faveur des autres archipels que celui de la Société pour aider au développement de nouveaux produits et du réceptif d'accueil des visiteurs en dehors du triptyque habituel "Tahiti - Moorea - Bora Bora" (90 % du parc hôtelier). Les nouveaux sites bénéficieront notamment de l'ouverture faite par les paquebots de croisière et du développement de la petite hôtellerie pour s'insérer dans les circuits touristiques internationaux.

Sur le plan des ressources marines, et notamment concernant les exploitations de pêche côtières et lagonaires, la politique du territoire est articulée sur les points suivants :

- un programme de mise en place de dispositifs de concentration de poisson (D.C.P.) et de diésélisation dans le cadre des efforts de maîtrise des coûts ;
- la refonte de la réglementation sur l'occupation des lagons, prenant en compte une gestion durable des ressources (P.G.E.M.) ;

- la formation (techniques de pêche, gestion, traitement et conditionnement du poisson qualité export conformes aux normes sanitaires américaines et européennes, commercialisation, etc.) ;
- la continuité des installations frigorifiques afin d'assurer les approvisionnements des marchés sans rupture dans la chaîne du froid ;
- la diversification sur des produits non ou peu ciblés par la pêche hauturière pour faire face à la concurrence que ce dernier exerce sur les principaux marchés ;
- la mise en place d'un réseau de suivi sanitaire (ciguatera) et état lagonaire ;
- le repeuplement des lagons (technologie nouvelle dans la collecte des larves, régénération de récifs côtiers...) avec une évaluation de la productivité des sites et des espèces ;
- le développement des filières existantes (trocas, burgaus, bénitiers, bèches de mer, coquillages pour l'artisanat...) et nouvelles (production aquacole à partir de larves, production de poissons vivants, production conchylicole, algues aux Australes...).

Par ailleurs, une étude de faisabilité d'une base logistique de senneurs en Polynésie française est lancée, et prendra en compte les Marquises comme une éventualité.

Sur le plan des ressources agricoles, des investissements fonciers, hydrauliques et de dessertes sont poursuivis afin d'augmenter les surfaces cultivables ainsi que des aides aux porteurs de projets. L'objectif est de satisfaire autant que possible la demande intérieure en produits agricoles propre à chaque archipel pour limiter les importations en provenance de Tahiti et de l'extérieur du territoire. La poursuite des aides de l'Etat aux préparateurs de coprah est maintenue à 5 F CFP/kg les deux premières années du contrat (2000 - 2001). Sur les deux dernières années (2002 - 2003), l'aide de l'Etat viendra en appui d'un dispositif d'aide à l'investissement (séchoirs, barges, bagues, pépinières...). La régénération de la cocoteraie va être reprise aux Australes (besoins alimentaires locaux et artisanat essentiellement) et dans les Tuamotu de l'Est en association avec la lutte contre les rats et le brontispa. La protection sanitaire sera poursuivie et renforcée afin de maintenir voire améliorer les statuts sanitaires de chaque archipel (plans de surveillance) et des actions d'éradication d'urgence seront éventuellement entreprises en cas d'infestations accidentelles dans le cadre du présent contrat.

Les actions d'accompagnement (cf. articles précédents) portent sur l'aménagement du territoire (routes, ports et aéroports), notamment destiné à désenclaver les archipels éloignés, dans le respect de l'environnement (assainissement, traitement des déchets), tout en assurant la sécurité des personnes et des biens (prévention des risques naturels). L'aménagement du territoire se prolonge par des actions d'accompagnement social (logement social, solidarité et insertion jeunesse) et culturel, ainsi que par le développement de structures de santé de proximité à même d'offrir aux populations les plus éloignées un premier niveau de prestations de qualité.

19.3. Financement et opérations

Le contrat de développement intervient plus particulièrement sur certains aspects de la politique de développement des archipels ainsi qu'il a été exposé (cf. articles précédents), et leur consacre les financements suivants, détaillés par archipel et par secteur d'intervention :

PROGRAMMES PROPOSES AU CD-2		(en millions de F CFP)										
	IDV	% IDV	ISLV	TG	MARQ.	AUST.	ARCH. NON REPARTI (hors IDV)	TOTAL ARCH (hors IDV)	TOTAL ARCH (hors IDV)	NON REPARTI	NON REPARTI (tous arch)	TOTAL
	1	1/8	2	3	4	5	6	a=2+6	a/8	7	7/8	8=1 à 7
I - FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA P.F. :												
1. AGRICULTURE	7.960	45,4%	1.299	863	514	514	852	4.042	23,0%	5.533	31,6%	17.534
2. RESSOURCES MARINES	143	12,3%					443	443	38,0%	579	49,7%	1.165
3. TOURISME	1.040	59,8%		385				385	35,6%	695	64,4%	1.080
4. APPUI AUX ENTREPRISES	823	54,4%	159	54	54	54	220	541	31,1%	158	9,1%	1.738
5. ENSEIGNEMENT & FORMATION PROFESSIONNELLE	5.954	50,9%	126	96	96	96	165	580	38,3%	110	7,3%	1.513
6. RECHERCHE			1.014	318	364	364		2.060	17,6%	3.676	31,4%	11.690
				9			24	33	9,5%	315	90,5%	348
II - AMENAGER LE TERRIT. EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT ET EN METTANT EN VALEUR LES RESSOURCES NATURELLES :												
7. PLANS GENERAUX D'AMENAGEMENT	3.076	34,8%	1.039	1.224	504	909		3.678	41,6%	2.088	23,6%	8.842
8. INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION	590	15,3%	800	1.120	460	740		3.120	53,6%	189	100,0%	139
8.1 EQUIPEMENTS ROUTIERS			500	500		500		1.500	79,8%	1.810	31,1%	5.820
8.2 EQUIPEMENTS AEROPORTUAIRES										380	20,2%	1.880
8.3 EQUIPEMENTS PORTUAIRES	890	35,5%	300	620	460	240		1.620	64,5%	1.430	100,0%	1.430
9. PREVENTION DES RISQUES NATURELS	161	25,8%	100	30	30	30		190	48,6%	100	25,6%	2.510
10. ASSAINISSEMENT	1.205	92,6%	14	14	14	14		58	4,4%	39	3,0%	391
11. TRAITEMENT DES DECHETS	880	73,9%	125	60		125		310	26,1%			1.302
												1.190
III - RENFORCER LA COUVERTURE SANITAIRE & LA COHESION SOCIALE :												
12. ADDUCTION D'EAU POTABLE	7.073	51,2%	1.526	1.187	685	456	580	4.434	32,1%	2.314	16,7%	13.821
13. EQUIPEMENTS SANITAIRES	480	26,4%	211	262	260	101	330	1.164	64,0%	1.454	100,0%	1.454
14. LOGEMENT SOCIAL	4.860	62,7%	1.225	925	395	345		2.890	37,3%	175	9,6%	1.819
15. SOLIDARITE & INSERTION JEUNESSE							250	250	50,0%	250	50,0%	7.750
16. CULTURE	280	33%	90		30	10		130	15,4%	435	51,5%	500
17. POLITIQUE DE LA VILLE	1.454	100,0%								0	0,0%	845
												1.454
IV - DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE & DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ELOIGNES												
DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE							400	400	100,0%			400
V - DISPOSITIONS GENERALES												
EVALUATION, COMMUNICATION										153	100,0%	153
TOTAL CONTRAT :	18.109	44,4%	3.864	3.274	1.704	1.880	1.832	12.553	30,8%	10.087	24,8%	40.750
POPULATION (recensement 9/96) :	162.686	74,1%	26.838	15.370	8.064	6.563		56.835	25,9%			219.521
INTERV. PAR HABITANT (x F.cfp) :	111.316		143.993	213.021	211.249	286.380		220.874				185.632

(en millions de FF)

PROGRAMMES PROPOSES AU CD-2		IDV	% IDV	ISLV	TG	MARQ.	AUST.	ARCH. NON REPARTI (hors IDV)	TOTAL ARCH (hors IDV) a=2 à 6	% TOTAL ARCH (hors IDV) a/8	TOTAL NON REPARTI (hors arch) 7	% TOTAL NON REPARTI (hors arch) 7/8	TOTAL 8=1 à 7
		1	1/8	2	3	4	5	6	a=2 à 6	a/8	7	7/8	8=1 à 7
■	I - FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA P.F. :	<u>437,6</u>	<u>45,4%</u>	<u>71,4</u>	<u>47,4</u>	<u>28,3</u>	<u>28,3</u>	<u>46,8</u>	<u>222,2</u>	<u>23,0%</u>	<u>104,1</u>	<u>31,6%</u>	<u>963,8</u>
	1. AGRICULTURE	7,9	12,3%					24,3	24,3	39,0%	37,8	49,7%	64,0
	2. RESSOURCES MARINES				21,2				21,2	35,6%	38,2	64,4%	59,4
	3. TOURISME	57,1	59,8%	8,7	3,0	3,0	3,0	12,1	29,7	31,1%	8,7	9,1%	95,5
	4. APPUI AUX ENTREPRISES	45,3	54,2%	6,9	5,3	5,3	5,3	9,1	31,9	38,3%	8,0	7,3%	83,2
	5. ENSEIGNEMENT & FORMATION PROFESSIONNELLE	327,3	50,9%	55,7	17,5	20,0	20,0		113,2	17,6%	202,1	31,4%	642,6
	6. RECHERCHE				0,5			1,3	1,8	9,5%	17,3	90,5%	19,1
■	II - AMENAGER LE TERRIT. EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT ET EN METTANT EN VALEUR LES RESSOURCES NATURELLES :	<u>169,1</u>	<u>34,8%</u>	<u>57,1</u>	<u>67,3</u>	<u>27,7</u>	<u>50,0</u>		<u>202,2</u>	<u>41,6%</u>	<u>114,8</u>	<u>23,6%</u>	<u>486,0</u>
	7. PLANS GENERAUX D'AMENAGEMENT										7,6	100,0%	7,6
	8. INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION	48,9	15,3%	44,0	61,6	25,3	40,7		171,5	53,6%	99,5	31,1%	319,9
	8.1 EQUIPEMENTS ROUTIERS			27,5	27,5		27,5		82,5	70,8%	20,9	29,2%	103,3
	8.2 EQUIPEMENTS AEROPORTUAIRES										78,6	100,0%	78,6
	8.3 EQUIPEMENTS PORTUAIRES	48,9	35,5%	16,5	34,1	25,3	13,2		89,1	64,5%			138,0
	9. PREVENTION DES RISQUES NATURELS	5,6	25,8%	5,5	1,6	1,6	1,6		10,4	48,6%	5,5	25,6%	21,5
	10. ASSAINISSEMENT	66,2	82,6%	0,8	0,8	0,8	0,8		3,2	4,4%	2,1	3,0%	71,5
	11. TRAITEMENT DES DECHETS	48,4	73,9%	6,9	3,3		6,9		17,0	26,1%			65,4
■	III - RENFORCER LA COUVERTURE SANITAIRE & LA COHESION SOCIALE :	<u>388,6</u>	<u>51,2%</u>	<u>83,9</u>	<u>65,2</u>	<u>37,7</u>	<u>25,1</u>	<u>31,9</u>	<u>243,7</u>	<u>32,1%</u>	<u>127,2</u>	<u>16,7%</u>	<u>759,8</u>
	12. ADDUCTION D'EAU POTABLE										79,9	100,0%	79,9
	13. EQUIPEMENTS SANITAIRES	26,4	26,4%	11,6	14,4	14,3	5,6	18,1	64,0	61,0%	9,6	9,6%	100,0
	14. LOGEMENT SOCIAL	267,1	62,7%	67,3	50,8	21,7	19,0		158,9	37,3%			426,0
	15. SOLIDARITE & INSERTION JEUNESSE							13,7	13,7	50,0%	13,7	50,0%	27,5
	16. CULTURE	16,4	33,1%	4,9		1,6	0,5		7,1	15,4%	23,8	51,5%	46,4
	17. POLITIQUE DE LA VILLE	79,9	100,0%								0,0	0,0%	79,9
IV - DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE & DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ELOIGNES													
DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE								22,0	22,0	100,0%			22,0
V - DISPOSITIONS GENERALES													
EVALUATION, COMMUNICATION											8,4	100,0%	8,4
TOTAL CONTRAT :		<u>995,5</u>	<u>41,4%</u>	<u>212,4</u>	<u>180,0</u>	<u>93,6</u>	<u>103,3</u>	<u>100,7</u>	<u>690,0</u>	<u>30,8%</u>	<u>554,5</u>	<u>24,8%</u>	<u>2240,0</u>

POPULATION (recensement 9/96) :	162.686	74,1%	26.838	15.370	8.064	6.563		55.835	25,9%				219.521
INTERV. PAR HABITANT (x FF) :	6.119		7.915	11.710	11.612	15.742		12.141					10.204

CHAPITRE 5

*Dispositions générales*Art. 20.— *Période d'application*

Conformément aux dispositions de l'article 8 de la loi n°94-99 du 5 février 1994 d'orientation pour le développement économique, social et culturel de la Polynésie française et compte tenu des exercices couverts par le précédent contrat de développement (1994 à 1999), le présent contrat couvre la période du 1er janvier 2000 au 31 décembre 2003.

Art. 21.— *Mise en œuvre et suivi*21.1 *La mise en œuvre*

Le contrat de développement Etat-territoire est un contrat cadre qui fixe les objectifs, définit la nature et le contenu des programmes contractualisés, indique les engagements financiers des différents partenaires ainsi que les principes généraux des modalités de mise en œuvre, de suivi, d'exécution, de contrôle et d'évaluation.

Une fois ce contrat cadre arrêté, il donne lieu, chaque fois que nécessaire, à des conventions d'exécution, signées par tous les partenaires concernés. Chaque convention d'exécution permet alors de finaliser l'association des intervenants, de détailler les modalités techniques et financières et de préciser les phases de conduite et de réalisation de l'opération inscrite au contrat de développement.

Le contrat de développement ainsi que les conventions d'exécution tiennent compte, le cas échéant, des conventions cadres déjà conclues ou en cours de renégociation en application de la loi d'orientation sus visée et de la loi organique n° 96-312 du 12 avril 1996 portant statut d'autonomie de la Polynésie française.

21.2 *Le suivi*

Il est créé un comité de pilotage du contrat de développement chargé de veiller à la bonne exécution du contrat de développement et d'examiner notamment les propositions de programmation et de révision du contrat de développement ainsi que les résultats des études d'évaluation réalisées.

En application des travaux du comité de pilotage, l'Etat et le territoire élaboreront conjointement un bilan annuel d'exécution quantitatif et qualitatif du contrat de développement.

Ce comité, coprésidé par le haut-commissaire de la République et par le Président du gouvernement de la Polynésie française ou par leurs représentants, est composé à parité par les chefs de service désignés à cet effet. Le trésorier-payeur général de la Polynésie française est membre du comité de pilotage.

Il se réunit au moins deux fois par an. Son secrétariat est assuré alternativement par les services du territoire et de l'Etat.

Le territoire établira chaque année, en annexe à ses documents budgétaires (comptes administratifs) un état permettant de suivre, tant en autorisations de programme qu'en crédits de paiement, le financement des opérations auxquelles il participe.

Art 22.— *Modalités d'exécution*

Sans préjudice des dispositions relatives à l'exécution des opérations contractualisées prévues notamment par les décrets n° 82-1063 et 82-1068 du 15 décembre 1982 relatifs à la déconcentration des décisions de l'Etat en matière d'investissements civils dans les territoires d'outre-mer et à la déconcentration du contrôle financier, le haut-commissaire de la République en Polynésie française et le Président du gouvernement de la Polynésie française sont chargés, chacun en ce qui le concerne, d'assurer la bonne exécution des opérations retenues. En outre, les parties cosignataires conviennent de préciser certaines des modalités d'exécution des opérations inscrites au contrat de développement.

22.1 *Le bénéficiaire*

Les crédits prévus au contrat de développement sont versés directement au maître d'ouvrage chargé de la réalisation de l'opération contractualisée.

22.2 *L'intervention d'autres partenaires*

Les engagements financiers figurant dans le contrat ne concernent que les financements de l'Etat et du territoire. La parité globale de financement des deux partenaires ne s'apprécie que sur cette base. L'Etat et le territoire veillent à la mise en œuvre des participations provenant d'autres collectivités ou partenaires intéressés.

22.3 *Le lancement des opérations*

Pour les opérations financées en tout ou partie par l'Etat, aucun commencement d'exécution du projet ne peut s'opérer avant la prise de décision attributive de subvention sauf décision expresse de l'autorité compétente pour attribuer la subvention, visée par l'autorité chargée du contrôle financier déconcentré.

Cette règle s'applique à tous les autres cofinancements de l'opération concernée.

22.4 *L'avis financier préalable*

A l'instar du contrôle des dépenses engagées propre au territoire, l'avis du trésorier-payeur-général de la Polynésie française sera requis par le haut-commissaire de la République, en préalable à tout engagement des crédits de l'Etat.

22.5 *Le dossier d'engagement*

Le dossier d'engagement doit obligatoirement comporter pour toute opération ou tranche d'opération d'investissement engagée :

- un avant-projet sommaire et une fiche descriptive détaillée comprenant les éléments techniques et financiers (devis, factures proforma ...) permettant de l'apprécier ;
- un calendrier prévisionnel d'opérations ;
- un plan de financement complet ;
- ainsi que toute pièce permettant de vérifier ultérieurement la conformité de la réalisation.

Pour les subventions de fonctionnement, le dossier devra comporter au minimum :

- la description du projet, son budget et son plan de financement prévisionnel ;
- le cas échéant, la justification des subventions accordées l'année précédente ;
- ainsi que toutes les pièces de nature à justifier de l'intérêt et de la fiabilité du projet et à permettre la vérification de sa réalisation le moment venu.

En outre, pour les subventions de fonctionnement ou d'investissement à destination des associations ou des entreprises, le dossier devra comporter :

- le statut du bénéficiaire (association ou entreprise) et les informations relatives à la régularité de la constitution, ainsi qu'à la désignation des dirigeants ;
- le bilan du dernier exercice clos ;
- le budget prévisionnel de l'année en cours et pour les entreprises, les comptes d'exploitation prévisionnels.

22.6 La nature des subventions

La participation du territoire pourra dans certains cas inclure des apports fonciers ou des dépenses de fonctionnement lorsque celles-ci sont directement rattachées à l'opération concernée. Lorsqu'il s'agit d'une opération d'investissement, les dépenses de fonctionnement ne pourront pas être prises en compte.

22.7 La décision attributive de subvention

La décision attributive de subvention se fera sous la forme d'une convention entre le financeur et le bénéficiaire ou d'un arrêté. Elle comportera au minimum la désignation du projet, ses caractéristiques, la nature et le montant prévisionnel de la dépense subventionnable engagée par le bénéficiaire, le plan de financement, le taux et le montant maximum prévisionnel de la subvention, le calendrier prévisionnel de l'opération, la durée pendant laquelle le bénéficiaire s'engage à réaliser l'opération, les modalités d'exécution et de versement ainsi que les clauses de reversement. La décision devra mentionner une date limite de commencement et de fin de l'opération et l'obligation pour le maître d'ouvrage d'en informer le service instructeur selon les dispositions prévues aux articles 11, 12, et 15, 1er et 2e alinéas du décret n° 99-1060 du 16 décembre 1999 relatif aux subventions de l'Etat pour des projets d'investissement. La décision attributive de subvention comportera également les obligations ou les engagements du maître d'ouvrage, notamment à se soumettre aux contrôles.

22.8 Les versements, les avances et les acomptes

22.8-1 Des subventions de fonctionnement :

Les subventions de fonctionnement pourront être versées soit par acompte soit en totalité sur la base des justificatifs d'utilisation des subventions déjà versées l'année précédente et sur présentation d'un programme prévisionnel d'utilisation.

22.8-2 Des subventions d'investissement :

Le versement de la subvention d'investissement est effectué sur justification de la réalisation du projet et de la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la décision attributive.

Une avance peut être versée lors du commencement d'exécution du projet. Des acomptes peuvent être versés, dans la limite des crédits disponibles, au fur et à mesure de l'avancement du projet. Ils ne peuvent excéder 80 % du montant prévisionnel de la subvention.

22.9 Le contrôle

22.9-1 De légalité des marchés publics :

Le haut-commissaire s'assure du respect par le bénéficiaire des procédures légales de passation des marchés financés par l'Etat, telles qu'elles sont fixées par le code des marchés publics de l'Etat pour les communes et les dispositions en vigueur du code des marchés publics de toute nature pour la Polynésie française et ses établissements publics. Pour ce faire, le bénéficiaire concerné adressera à l'Etat au fur et à mesure de la procédure de passation des marchés, les pièces permettant de s'assurer de la légalité de la procédure.

22.9-2 De réalisation de l'opération :

Les services techniques de l'Etat assureront, sous l'autorité du haut-commissaire de la République, le contrôle des opérations du contrat de développement financées par l'Etat. Il sera justifié, à cette occasion la réalisation de l'opération et la conformité de ses caractéristiques avec celles visées par la décision attributive de subvention.

Art. 23.— Communication et information du public

Afin de porter à la connaissance de l'ensemble des Polynésiens l'effort financier consenti par l'Etat et le gouvernement de la Polynésie française pour un développement durable de la Polynésie française, une action de communication sera entreprise dont les coûts seront financés par l'Etat dans le cadre du présent contrat.

Par ailleurs, l'Etat et la Polynésie française conviennent de porter à la connaissance du public les éléments d'information qui paraissent indispensables en ce qui concerne les opérations du présent contrat de développement.

A ce titre, sur chaque chantier concerné, un panneau d'information permettra l'affichage des éléments suivants :

- définition du projet ;
- plan de financement (Etat, territoire...) ;
- maîtrise d'œuvre ;
- liste des entreprises ;
- bureau de contrôle ;
- date de livraison ou d'ouverture ou de mise en service.

La réalisation de ces panneaux d'affichage sera financée sur le coût global de l'opération.

Art. 24.— Bilan et évaluation

Un bilan annuel d'exécution du contrat de développement tant quantitatif que qualitatif sera réalisé chaque année.

Le secteur public doit rendre des comptes transparents sur son efficacité, sur son efficience et sur la pertinence de son action. L'évaluation participe ainsi de la modernisation de l'action publique et au renforcement du partenariat.

L'Etat et la Polynésie française mettront en place conjointement les outils nécessaires à l'évaluation.

Une enveloppe d'un montant de 152,6 M FCFP (8,39 M FF) est inscrite au présent contrat pour la mise en œuvre de l'évaluation et pour la communication susvisée à l'article 23.

Art. 25.— Procédure de révision

L'engagement réciproque des parties signataires du présent contrat de développement vaut non seulement pour la réalisation des opérations retenues d'un commun accord mais également pour le financement de celles-ci durant toute la période de validité du présent document et dans la limite des crédits inscrits en loi de finances et au budget du territoire.

Le montant d'une opération inscrite pourra être augmenté de tout ou partie des reliquats de crédits des opérations achevées figurant au sein d'un même article après accord des parties notifié par courrier.

Toutefois peuvent apparaître, en cours d'exécution du présent contrat, des difficultés de nature à compromettre la

mise en œuvre et la bonne réalisation des opérations. Dans cette hypothèse, des redéploiements ou l'inscription d'opérations en substitution pourront être proposés par l'une ou l'autre partie. Il sera alors procédé, le cas échéant, à une révision du contrat par voie d'avenant, notamment chaque fois que les modifications nécessaires justifieront un changement des dotations de l'Etat ou du territoire prévues au programme concerné ou que la nature du programme devra être modifiée de manière significative.

Fait à Papeete le 31 octobre 2000,
en 6 exemplaires originaux.

Pour le haut-commissaire de la République
en Polynésie française et par délégation :

*Le secrétaire général
de la Polynésie française,*
Christian MASSINON.

*Le ministre de l'économie, du plan
et de la prévision économique, de l'énergie
et de la circonscription portuaire des îles du Vent,*
Georges PUCHON.

ANNEXE 1 - TABLEAU DES MASSES FINANCIERES EN FRANCS CFP

TABLEAU RECAPITULATIF

(en millions de F CFP)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
■	1 - FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA P.F.	17 534,33	6 700,41	10 833,92	9 794,50	1 039,42	
1	AGRICULTURE	1 189,02	289,2	899,8	745,3	150,0	
1.1	Cocotier	180,02		180,02	30,02	150,00	
	Investissements productifs (régénération et entretien)	30,02		30,02	30,02		
	Aides aux producteurs de coprah	150,00		150,00		150,00	
1.2	Autres filières végétales	232,08	18,30	213,78	213,78		
	Recherches plantes indigènes à potentiel industriel (PIPI)	6,00					
	Investissements productifs (amélioration des équipements)	15,46					
	Recherche & Développement CIRAD	146,00					
	Encadrement et vulgarisation	32,80					
	Commercialisation et Transformation	32,80					
1.3	Filières animales	45,48		45,48	45,48		
	Création et amélioration des élevages						
	Aide aux structures d'abattage et de transformation						
1.4	Protection sanitaire de la Polynésie française	30,36	3,08	27,29	27,29		
	Phytosanitaire	27,29					
	Zoosanitaire	3,08					
1.5	Augmentation des surfaces cultivées	140,08	18,19	121,89	121,89		
	Travaux d'aménagement foncier (piste, hydraulique, ...)	140,08	18,19	121,89	121,89		
1.6	Filière bois	282,79	88,33	176,46	176,46		
	Expertises, Communication & promotion, Formations	57,79	32,00				
	Travaux (sylviculture, plantations, pistes), équipements	169,52	54,33	130,98	130,98		
	Aides aux porteurs de projets	45,48		45,48	45,48		
1.7	Formation	274,24	143,25	130,99	130,99		
	EPTEFPA	130,99		130,99	130,99		
	MFR	143,25	143,25				
2	RESSOURCES MARINES	1 089,00	870,90	108,10	108,10		
2.1	Perliculture	220,00	170,00	50,00	50,00		
	Valorisation perles de culture et huîtres perlières	10,00	10,00				
	Formation à la comptabilité/gestion	10,00	10,00				
	Conception et plans types de fermes perlières	5,00	5,00				
	Technologies nouvelles des élevages perlicoles	20,00	20,00				
	Accès à la ressource nacrrière	60,00	60,00				
	Recensement des fermes perlières	45,00	45,00				
	Refonte de la réglementation en perliculture	10,00	10,00				
	Stratégie d'exploitation	10,00	10,00				
	Impact perliculture / environnement	10,00		10,00	10,00		
	Veille zoosanitaire	40,00		40,00	40,00		
2.2	Centre des Métiers de la Nacre et de la perliculture	165,00	165,00				
	Achat de nacrres et naissains, matériel pédagogique et technique	32,00	32,00				
	Matériel de plongée, informatique, audiovisuel	8,00	8,00				
	Matériel de transport (bateau, 4x4, tracteur)	13,00	13,00				
	Infrastructures (extensions, aménagt du CMNP)	52,00	52,00				
	Formation de formateurs	60,00	60,00				
2.3	P.G.E.M.	120,00	120,00				
2.4	Pêche hauturière industrielle	15,00	15,00				
	Etude Pôle développement Pêche	15,00	15,00				
2.5	Pêche hauturière semi-industrielle	380,00	300,90	59,10	59,10		
	Développement de la flotte de pêche hauturière (poisson frais)	180,00	180,00				
	Valorisation et transfert des acquis de la recherche pêche thonière	25,00		25,00	25,00		
	Chaîne de froid stockage, transport et commerc. prod. marins	25,00	25,00				
	Assistance technique aux professionnels de la pêche (construction, ges	50,00	15,90	34,10	34,10		
	Programme DCP (dispositifs de concentr. poisson)	80,00	80,00				

(en millions de F CFP)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
2.6	Ressources lagonaires	200,00	200,00				
	Réensemencement poissons lagonaires	50,00	50,00				lié à PGEM
	Implantations de récifs artificiels	40,00	40,00				lié à PGEM
	Repeupl., gestion et expl. des échinodermes et des mollusques	50,00	50,00				
	Développement de la pisciculture	60,00	60,00				
3	TOURISME	1 737,70	1 677,67	60,03		60,03	
3.1	TOURISME VERT	565,00	565,00				
	Aménagements de sites naturels et de sentiers de randonnée	465,00	465,00				
	Signalisation et Equipements des sites d'intérêt	100,00	100,00				
3.2	TOURISME CULTUREL	28,00	28,00				
	Aménagements (jardin Norman Hall 2ème phase)	28,00	28,00				
3.3	TOURISME BALNEAIRE	550,00	550,00				
	Aménagements du littoral et des accès publics à la mer	530,00	530,00				
	Equipements des sites d'intérêt	20,00	20,00				
3.4	TOURISME NAUTIQUE ET POINTS D'INTERET CROISIERE	35,00	35,00				
	Aménagements Croisières	35,00	35,00				
3.5	ACTIONS GENERALES	559,70	499,67	60,03		60,03	
	Etudes d'aménagement	120,00	120,00				
	Réalisation d'aménagements (8 bureaux du tourisme dans les îles)	132,10	132,10				
	Création d'une banque de données	20,00	20,00				
	Création d'un site internet (GIE MANAVA)	4,50	4,50				
	Edition de brochures à thèmes	13,10	13,10				
	Aide à la petite hôtellerie (Fonds d'aide à la petite hôtellerie)	120,00	120,00				
	Modernisation de la petite hôtellerie des îles	150,00	89,97	60,03		60,03	
4	APPUI AUX ENTREPRISES	1 513,36	855,00	658,36	218,28	440,08	
4.1	DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE	1 226,90	745,00	481,90	181,90	300,00	
	Zone d'activité pour PME (achat-VRD)	120,00	120,00				
	Ateliers pour PME	300,00	300,00				
	Aide à la Création et au Développement des Entreprises (ACDE)	240,00	240,00				
	Fonds de Développement des Petites et Moyennes Industries (FDPMI)	181,90		181,90	181,90		
	Etudes thématiques sur l'environnement socioéconomique des micropro	85,00	85,00				
	Aide au dévelopt activités éco archipels (pêche, agriculture, artisanat, ...)	300,00		300,00		300,00	
4.2	ENERGIE	140,08		140,08		140,08	
	Programme d'électrification photovoltaïque dans les îles	140,08		140,08		140,08	
4.3	COMMERCE	36,38		36,38	36,38		
	Aides au commerce et aux PME	36,38		36,38	36,38		
4.4	TRAVAUX STATISTIQUES	110,00	110,00				
	Programme d'enquêtes (ISPF, ex. ITSTAT)	110,00	110,00				
5	ENSEIGNEMENT & FORMATION PROFESSIONNELLE	11 690,18	2 832,49	8 857,69	8 575,71	281,98	
5.1	SCHEMA DIRECTEUR DES FORMATIONS						
5.2	CONSTRUCTIONS SCOLAIRES	5 901,49		5 901,49	5 901,49		
	Constructions nouvelles	3 347,33		3 347,33	3 347,33		
	Travaux de maintenance/entretien	1 346,21		1 346,21	1 346,21		
	Equipements	1 200,67		1 200,67	1 200,67		
	Autres	7,28		7,28	7,28		
5.3	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	1 673,66		1 673,66	1 673,66		
	Institut Universitaire de Formation des Maîtres et Extension campus OUTUMAORO	1 673,66		1 673,66	1 673,66		
5.4	FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES	4 115,03	2 832,49	1 282,54	1 000,56	281,98	
5.4.1	Formation et insertion professionnelles	2 468,02	1 941,30	526,72	526,72		
	Actions d'insertion de publics prioritaires & de Formation profess. (form. préqualifiantes, qualifiantes et d'accompagnement assurées par divers organismes dont le CFFA, contrats aidés SIE, CIE, SPH)	2 468,02	1 941,30	526,72	526,72		

(en millions de F CFP)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COÛT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
5.4.2	Centre de Formation pour Adultes (CFPA)	1 597,01	841,19	755,82	473,84	281,98	
	Fonctionnement du CFPA	841,19	841,19				
	Formation des formateurs du CFPA	110,00		110,00	110,00		
	Matériels pédagogiques des structures de formation	131,80		131,80	131,80		
	Constructions et aménagements	514,02		514,02	232,04	281,98	
5.4.3	Formations diverses	50,00	50,00				
	Formation en gestion (Réforme des transports en commun)	50,00	50,00				
6	RECHERCHE	348,07	95,20	252,87	145,54	107,33	
6.1	Valorisation des substances naturelles :	263,77	49,11	214,67	112,79	101,88	
	Kava, nono, tamanu, ...	52,76	10,92	41,84	18,19	23,65	
	Recherche vanille / Développement	85,50		7,28	78,23	78,23	
	Recherche vanille / Virologie	49,12	10,92	38,20	38,20		
	Inventaire et valorisation de la biodiversité	40,01	20,00	20,01	20,01		
	Plate-forme technologique	36,38		36,38	36,38		
6.2	Poursuite programme ZEPOLYE	36,38	10,92	25,47	25,47		
	dont 20 MF.cfp pour Campagne expérimentale -60°C palangier	20,00	10,90	9,10	9,10		
6.3	Ressources lagonnières :	20,01	7,28	12,73	7,28	5,46	
	Nacothèque et patrimoine génétique	9,10	1,82	7,28	7,28		
	Evaluation risques ciguatériques par espèce et par zone	10,92	5,46	5,46		5,46	
6.4	Lutte contre les nuisibles :	27,90	27,90				
	Application des méthodes de lutte contre le miconia	15,00	15,00				
	Expérimentation des méthodes de contrôle du nono (Moorea, Bora)	12,90	12,90				
	II - AMENAGER LE TERRIT. EN PRESERVANT L'ENVIRONNEMENT ET EN METTANT EN VALEUR LES RESSOURCES NATURELLES :	8 841,63	7 299,82	1 541,81	745,91	795,91	
7	PLANS GENERAUX D'AMENAGEMENT	139,00	139,00				
7.1	Cartographie numérique	39,00	39,00				
7.2	Plans généraux d'aménagement	100,00	100,00				
8	INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION	5 320,00	4 543,28	1 276,72	636,72	640,00	
8.1	EQUIPEMENTS ROUTIERS	1 880,00	1 243,28	636,72	636,72		
	Aménagement routier - ISLV	500,00					
	Aménagement routier - Australes	500,00					
	Aménagement routier - Tuamotu Gambier	500,00					
	Dispositifs et aménagements de sécurité routière	380,00					
8.2	EQUIPEMENTS AEROPORTUAIRES	1 430,00	790,00	640,00		640,00	
8.2.1	Aérodromes Tuamotu-Gambier	350,00					
	Création de piste Katiu	100,00					
	Création de piste Kauhi	100,00					
	Aménags/Revêtement piste de Hikueru	150,00					
8.2.2	Aérodromes Australes	440,00					
	Création de piste Raivavae	240,00					
	Création de piste Rimatara	200,00					
8.3	EQUIPEMENTS PORTUAIRES	2 510,00	2 510,00				
8.3.1	Créations et aménagements d'unités portuaires - IDV	890,00	890,00				
	Quai de pêche à Moorea	85,00	85,00				
	Port de pêche à Puae	80,00	80,00				
	Marina de Papara Tiamao	85,00	85,00				
	Marina de Teahupoo	140,00	140,00				
	Port de Faratea	300,00	300,00				
	Port Phaeton (TEVA I UTA)	200,00	200,00				

(en millions de F CFP)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COÛT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
8.3.2	Créations et aménagements d'unités portuaires - ISLV	300,00	300,00				
	Port de pêche de Haamene (HUAHINE)	200,00	200,00				
	Quai de Maupiti	100,00	100,00				
8.3.3	Aménagements d'unités portuaires - TUAM/GAMBIER	620,00	620,00				
	Quai de Amanu	150,00	150,00				
	Quai de Apataki	150,00	150,00				
	Quai de Takaroa	120,00	120,00				
	Quai de Rikitea	200,00	200,00				
8.3.4	Créations et aménagements d'unités portuaires - MARQUISES	460,00	460,00				
	Darse de Motupu	65,00	65,00				
	Darse de Hanavave	140,00	140,00				
	Quai de Hapaioni	90,00	90,00				
	Dragage des baies de Hiva Oa et Ua Pou	165,00	165,00				
8.3.5	Créations et aménagements d'unités portuaires - AUSTRALES	240,00	240,00				
	Extension du quai de Raiavayae	90,00	90,00				
	Extension du quai de Rapa	150,00	150,00				
9	PREVENTION DES RISQUES NATURELS	391,13	145,54	245,59	89,69	155,91	
9.1	Plans de prévention risques naturels	291,07	145,54	145,54	89,69	55,85	+145,5 MF CFP du BRGM hors CD2
9.2	Equipement radar pour service Météo	100,06		100,06		100,06	
10	ASSAINISSEMENT	1 301,50	1 282,00	19,50	19,50		
10.1	Bilan écologique de l'eau	72,00	72,00				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ IDV	14,40	14,40				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ ISLV	14,40	14,40				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ Tuam-Gambier	14,40	14,40				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ Marquises	14,40	14,40				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ Australes	14,40	14,40				
10.2	Schéma directeur d'assainissement	38,00	19,50	19,50	19,50		
10.3	Assainissement des eaux usées	1 190,50	1 190,50				
11	TRAITEMENT DES DECHETS	1 190,00	1 190,00				
11.1	Traitement déchets/ CET Nivee (Tahiti)	880,00	880,00				
11.2	Traitement déchets/ 5 unités d'incinérat. aux Tuamotu-Gambier	60,00	60,00				
11.3	Traitement déchets/ Archipels	250,00	250,00				
■	III - RENFORCER LA COUVERTURE SANITAIRE & LA COHESION SOCIALE	13 822,00	5 975,42	7 846,58	1 610,00	6 236,58	
12	ADDUCTION D'EAU POTABLE	1 453,91		1 453,91		1 453,91	
13	EQUIPEMENTS SANITAIRES	1 319,20	1 091,52	727,58	727,58		
13.1	IDV	480,00	288,00	192,00	192,00		
	CATEB	100,00	60,00	40,00	40,00		
	Réhabilitation Soc hygiène dentaire Mamea	30,00	18,00	12,00	12,00		
	Reconstruction & équipement de l'hôpital Afareaitu	200,00	120,00	80,00	80,00		
	Aménagement du nouveau Centre de transfusion sanguine	150,00	90,00	60,00	60,00		
13.2	ISLV	211,20	126,72	84,48	84,48		
	Centre médical Bora Bora	100,00	60,00	40,00	40,00		
	Poursuite remise à niveau hôpital Uturoa	40,00	24,00	16,00	16,00		
	Construction d'un centre médical à Tumaraa	35,60	21,36	14,24	14,24		
	Construction d'un centre médical à Taputapuataea	35,60	21,36	14,24	14,24		

(en millions de F CFP)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
13.3	Tuamotu-Gambier	262.00	157.20	104.80	104.80		
	Rénovation de la chefferie des Tuamotu-Gambier	15,00	9,00	6,00	6,00		
	Reconstruction du centre médical de Makemo (dont logement)	55,00	33,00	22,00	22,00		
	Construction infirmeries (dont logements de fonction)	192,00	115,20	76,80	76,80		
13.4	Marquises	260.00	156.00	104.00	104.00		
	Travaux 2 ^e tranche hôpital Taiohae	165,00	99,00	66,00	66,00		
	Reconstruction centre médical Hakahau	60,00	36,00	24,00	24,00		
	Rénovation centre médical Atuona	20,00	12,00	8,00	8,00		
	Construction 2 postes secours (Hanatetena, Hapatonî)	15,00	9,00	6,00	6,00		
13.5	Australes	101.00	60.80	40.40	40.40		
	Tubuai : rénovation du centre médical de Mataura et des logements	31,00	18,60	12,40	12,40		
	Tubuai : rénovation poste secours Mahu	10,00	6,00	4,00	4,00		
	Rimatara : Rénovation de l'infirmerie et reconstruction des logements	30,00	18,00	12,00	12,00		
	Rurutu : rénovation du centre médical et des logements de Moeraï	20,00	12,00	8,00	8,00		
	Rurutu : Reconstruction du poste de secours de Aiti	10,00	6,00	4,00	4,00		
13.6	Autres	505.00	303.00	202.00	202.00		
	Construction de 5 logements pour le personnel en poste isolé	68,00	40,80	27,20	27,20		
	Matériels médicaux pour les formations de santé	205,00	123,00	82,00	82,00		
	Incinérateurs des centres médicaux	57,00	34,20	22,80	22,80		
	Réseau informatique de santé polynésien	175,00	105,00	70,00	70,00		
14	LOGEMENT SOCIAL	7.749.79	3.874.90	3.874.90		3.675.86	
14.1	Logement social / IDV	4.859.79	984.90	3.874.90		3.874.90	
14.2	Logement social / ARCHIPELS	2.890.00	2.890.00				
	Accession à la propriété bâtie (construction + frêt)	2.400,00	2.400,00				
	Aides en matériaux de construction	330,00	330,00				
	Amélioration de l'habitat existant - transport matériaux	60,00	60,00				
	Amélioration des conditions d'hygiène des habitations	100,00	100,00				
15	SOLIDARITE & INSERTION JEUNESSE	500.00	500.00				
15.1	SOLIDARITE	250.00	250.00				
	Centre d'hébergement non hospitalier des malades	250,00	250,00				
15.2	INSERTION JEUNESSE	250.00	250.00				
	Centres d'accueil, d'information et d'animation collective	250,00	250,00				
16	CULTURE	846.56	509.00	336.56	336.56		
16.1	Programme Sauvegarde et Aménagement	130.00	80.00	50.00	50.00		
	Banque de données numérisées	50,00	40,00	10,00	10,00		
	Formation aux métiers de sauvegarde	80,00	40,00	40,00	40,00		
16.2	Aides à la création artistique	45.00	39.00	6.00	6.00		
	Subventions à la création artistique	30,00	24,00	6,00	6,00		
	Aménagement au CAT d'une classe de musique assistée par ordinateur	15,00	15,00				
16.3	Artisanat traditionnel	100.00	100.00				
	Reconstruction bâtiment CMA (centre des métiers d'art)	100,00	100,00				
16.4	Tourisme culturel	570.56	280.00	280.56	280.56		
	Aménagement et création de musées et de sites culturels	410,56	180,00	230,56	230,56		
	Acquisitions de pièces (arts océaniques)	150,00	100,00	50,00	50,00		
	Etudes d'identification économique de la création artistique	10,00	10,00				
17	POLITIQUE DE LA VILLE	1.453.54		1.453.54	545.76	897.78	

(en millions de F CFP)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISÉS	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN TECHN.	dont FIDES	
■	IV - DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE & DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ELOIGNES						
	DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE	400,00	400,00				
	Réalisation centres administratifs Archipels	400,00	400,00				
■	V - DISPOSITIONS GENERALES						
	EVALUATION COMMUNICATION	152,64		152,64		152,64	
	TOTAL CONTRAT :	40 750	20 375	20 375	12 150	8 225	

ANNEXE 2 - TABLEAU DES MASSES FINANCIERES EN FRANCS FF

TABLEAU RECAPITULATIF

(en millions de FF)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
■	I - FAVORISER LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE DE LA P.F. :	963,85	368,32	595,53	538,40	57,14	
1	AGRICULTURE	64,04	14,79	49,25	41,00	8,25	
1.1	Cocotier	9,90		9,90	1,65	8,25	
	Investissements productifs (régénération et entretien)	1,65		1,65	1,65		
	Aides aux producteurs de coprah	8,25				8,25	
1.2	Autres filières végétales	12,78	1,01	11,75	11,75		
	Recherches plantes indigènes à potentiel industriel (PIPI)	0,33					
	Investissements productifs (amélioration des équipements)	0,85					
	Recherche & Développement CIRAD	7,97					
	Encadrement et vulgarisation	1,80					
	Commercialisation et Transformation	1,80					
1.3	Filières animales	2,50		2,50	2,50		
	Création et amélioration des élevages						
	Aide aux structures d'abattage et de transformation						
1.4	Protection sanitaire de la Polynésie française	1,87	0,17	1,50	1,50		
	Phyto-sanitaire	1,50					
	Zoosanitaire	0,17					
1.5	Augmentation des surfaces cultivées	7,70	1,00	6,70	6,70		
	Travaux d'aménagement foncier (piste, hydraulique, ...)	7,70	1,00	6,70	6,70		
1.6	Filière bois	14,48	4,75	9,70	9,70		
	Expertises, Communication & promotion, Formations	1,76	1,76				
	Travaux (sylviculture, plantations, pistes), équipements	10,19	2,99	7,20	7,20		
	Aides aux porteurs de projets	2,50		2,50	2,50		
1.7	Formation	15,07	7,87	7,20	7,20		
	EPTEFPA	7,20		7,20	7,20		
	MFR	7,87	7,87				
2	RESSOURCES MARINES	59,37	53,37	6,00	6,00		
2.1	Perliculture	12,09	9,34	2,75	2,75		
	Valorisation perles de culture et huîtres perlières	0,55	0,55				
	Formation à la comptabilité/gestion	0,55	0,55				
	Conception et plans types de fermes perlières	0,27	0,27				
	Technologies nouvelles des élevages perlicoles	1,10	1,10				
	Accès à la ressource naclière	3,30	3,30				
	Recensement des fermes perlières	2,47	2,47				
	Refonte de la réglementation en perliculture	0,55	0,55				
	Stratégie d'exploitation	0,55	0,55				
	Impact perliculture / environnement	0,55		0,55	0,55		
	Veille zoosanitaire	2,20		2,20	2,20		
2.2	Centre des Métiers de la Nacre et de la perliculture	9,07	9,07				
	Achat de nacres et naissains, matériel pédagogique et technique	1,76	1,76				
	Matériel de plongée, informatique, audiovisuel	0,44	0,44				
	Matériel de transport (bateau, 4x4, tracteur)	0,71	0,71				
	Infrastructures (extensions, aménagt du CMNP)	2,86	2,86				
	Formation de formateurs	3,30	3,30				
2.3	P.G.F.M.	6,60	6,60				
2.4	Pêche hauturière Industrielle	0,82	0,82				
	Etude Pôle développement Pêche	0,82	0,82				
2.5	Pêche hauturière semi-Industrielle	19,78	16,54	3,25	3,25		
	Développement de la flotille de pêche hauturière (poisson frais)	9,89	9,89				
	Valorisation et transfert des acquis de la recherche pêche thonière	1,37		1,37	1,37		
	Chaîne de froid stockage, transport et commerc. prod. marins	1,37	1,37				
	Assistance technique aux professionnels de la pêche (construction, gesti	2,76	0,87	1,87	1,87		
	Programme DCP (dispositifs de concentr. poisson)	4,40	4,40				

(en millions de FF)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
2.6	Ressources lagonaires	10.99	10.99				
	Réensemencement poissons lagonaires	2,75	2,75				lié à PGEM
	Implantations de récifs artificiels	2,20	2,20				lié à PGEM
	Repeupl., gestion et expl. des échinodermes et des mollusques	2,75	2,75				
	Développement de la pisciculture	3,30	3,30				
3	TOURISME	95.52	92.22	3.30		3.79	
3.1	TOURISME VERT	31.06	31.06				
	Aménagements de sites naturels et de sentiers de randonnée	25,56	25,56				
	Signalisation et Equipements des sites d'intérêt	5,50	5,50				
3.2	TOURISME CULTUREL	1.54	1.54				
	Aménagements (jardin Norman Hall 2ème phase)	1,54	1,54				
3.3	TOURISME BALNEAIRE	30.23	30.23				
	Aménagements du littoral et des accès publics à la mer	29,13	29,13				
	Equipements des sites d'intérêt	1,10	1,10				
3.4	TOURISME NAUTIQUE ET POINTS D'INTERET CROISIERE	1.92	1.92				
	Aménagements croisières	1,92	1,92				
3.5	ACTIONS GENERALES	30.77	27.47	3.30		3.30	
	Etudes d'aménagement	6,60	6,60				
	Réalisation d'aménagements (8 bureaux du tourisme dans les îles)	7,26	7,26				
	Création d'une banque de données	1,10	1,10				
	Création d'un site internet (GIE MANAVA)	0,25	0,25				
	Edition de brochures à thèmes	0,72	0,72				
	Aide à la petite hôtellerie (Fonds d'aide à la petite hôtellerie)	6,60	6,60				
	Modernisation de la petite hôtellerie des îles	8,25	4,95	3,30		3,30	
4	APPUI AUX ENTREPRISES	83.19	47.00	36.19	12.00	24.19	
4.1	DEVELOPPEMENT DE L'INDUSTRIE	67.44	40.95	26.49	10.00	16.49	
	Zone d'activité pour PME (achat-VRD)	6,60	6,60				
	Ateliers pour PME	16,49	16,49				
	Aide à la Création et au Développement des Entreprises (ACDE)	13,19	13,19				
	Fonds de Développement des Petites et Moyennes Industries (FDPMI)	10,00		10,00	10,00		
	Etudes thématiques sur l'environnement socioéconomique des microproj.	4,67	4,67				
	Aide au développ. activités éco archipels (pêche, agriculture, artisanat, ...)	16,49		16,49		16,49	
4.2	ENERGIE	7.70	7.70	7.70		7.70	
	Programme d'électrification photovoltaïque dans les îles	7,70	7,70	7,70		7,70	
4.3	COMMERCE	2.00	2.00	2.00	2.00		
	Aides au commerce et aux PME	2,00	2,00	2,00	2,00		
4.4	TRAVAUX STATISTIQUES	6.05	6.05				
	Programme d'enquêtes (ISPF, ex. ITSTAT)	6,05	6,05				
5	ENSEIGNEMENT & FORMATION PROFESSIONNELLE	842.80	155.79	499.90	471.40	15.50	
5.1	SCHEMA DIRECTEUR DES FORMATIONS						
5.2	CONSTRUCTIONS SCOLAIRES	324.40		324.40	324.40		
	Constructions nouvelles	184,00		184,00	184,00		
	Travaux de maintenance/entretien	74,00		74,00	74,00		
	Equipements	66,00		66,00	66,00		
	Autres	0,40		0,40	0,40		
5.3	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	92.00		92.00	92.00		
	Institut Universitaire de Formation des Maîtres et Extension campus OUTUMARO	92,00		92,00	92,00		
5.4	FORMATION ET INSERTION PROFESSIONNELLES	226.20	155.79	70.50	55.00	15.50	
5.4.1	Formation et insertion professionnelles	135.67	106.71	28.95	28.95		
	Actions d'insertion de publics prioritaires & de Formation profess. (form. préqualifiantes, qualifiantes et d'accompagnement assurées par divers organismes dont le CFFA, contrats aidés SIE, CIE, SPH)	135,67	106,71	28,95	28,95		

(en millions de FF)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
5.4.2	Centre de Formation pour Adultes (CFPA)	87.79	46.24	41.55	26.05	15.50	
	Fonctionnement du CFPA	46,24	46,24				
	Formation des formateurs du CFPA	6,05		6,05	6,05		
	Matériels pédagogiques des structures de formation	7,24		7,24	7,24		
	Constructions et aménagements	28,26		28,26	12,76	15,50	
5.4.3	Formations diverses	2.75	2.75				
	Formation en gestion (Réforme des transports en commun)	2,75	2,75				
6	RECHERCHE	18.13	5.23	13.90	8.90	5.99	
6.1	Valorisation des substances naturelles :	14.50	2.70	11.80	6.20	5.80	
	Kava, nono, tamaru, ...	2,90	0,60	2,30	1,00	1,30	
	Recherche vanille / Développement	4,70	0,40	4,30		4,30	
	Recherche vanille / Virologie	2,70	0,60	2,10	2,10		
	Inventaire et valorisation de la biodiversité	2,20	1,10	1,10	1,10		
	Plate-forme technologique	2,00		2,00	2,00		
6.2	Poursuite programme ZEPOLYF	2.00	0.60	1.40	1.40		
	dont 20 MF.cip pour Campagne expérimentale -60°C palangier	1,10	0,60	0,50	0,50		
6.3	Ressources lagonales :	1.10	0.40	0.70	0.40	0.30	
	Macrothèque et patrimoine génétique	0,50	0,10	0,40	0,40		
	Evaluation risques ciguatières par espèce et par zone	0,60	0,30	0,30		0,30	
6.4	Lutte contre les nuisibles :	1.53	1.53				
	Application des méthodes de lutte contre le miconia	0,82	0,82				
	Expérimentation des méthodes de contrôle du nono (Moorea, Bora)	0,71	0,71				
	II - AMENAGER LE TERRIT. EN PRESERVANT ■ L'ENVIRONNEMENT ET EN METTANT EN VALEUR LES RESSOURCES NATURELLES :	486.02	401.27	84.75	41.00	43.75	
7	PLANS GENERAUX D'AMENAGEMENT	7.64	7.64				
7.1	Cartographie numérique	2,14	2,14				
7.2	Plans généraux d'aménagement	5,50	5,50				
8	INFRASTRUCTURES DE COMMUNICATION	319.92	249.74	70.18	35.00	35.18	
8.1	EQUIPEMENTS ROUTIERS	103.34	68.34	35.00	35.00		
	Aménagement routier - ISLV	27,48					
	Aménagement routier - Australes	27,48					
	Aménagement routier - Tuamotu Gambier	27,48					
	Dispositifs et aménagements de sécurité routière	20,89					
8.2	EQUIPEMENTS AEROPORTUAIRES	78.61	43.43	35.18		35.18	
8.2.1	Aérodromes Tuamotu-Gambier	18.24					
	Création de piste Katiu	5,50					
	Création de piste Kauehi	5,50					
	Aménagements/Revêtement piste de Hikueru	8,25					
8.2.2	Aérodromes Australes	24.19					
	Création de piste Raiavavae	13,19					
	Création de piste Rimatara	10,99					
8.3	EQUIPEMENTS PORTUAIRES	137.97	137.97				
8.3.1	Créations et aménagements d'unités portuaires - IDV	48.92	48.92				
	Quai de pêche à Moorea	4,67	4,67				
	Port de pêche à Puae	4,40	4,40				
	Marina de Papara Tiamao	4,67	4,67				
	Marina de Teahupoo	7,70	7,70				
	Port de Faralea	16,49	16,49				
	Port Phaeton (TEVA I UTA)	10,99	10,99				

(en millions de FF)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISÉS	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
8.3.2	Créations et aménagements d'unités portuaires - ISLV	16,48	16,48				
	Port de pêche de Haamene (HUAHINE)	10,99	10,99				
	Quai de Maupiti	5,50	5,50				
8.3.3	Aménagements d'unités portuaires - TUAM/GAMBIER	34,08	34,08				
	Quai de Amanu	8,25	8,25				
	Quai de Apataki	8,25	8,25				
	Quai de Takaroa	6,60	6,60				
	Quai de Rikitea	10,99	10,99				
8.3.4	Créations et aménagements d'unités portuaires - MARQUISES	25,29	25,29				
	Darse de Motupu	3,57	3,57				
	Darse de Hanavave	7,70	7,70				
	Quai de Hapatonu	4,95	4,95				
	Dragage des baies de Hiva Oa et Ua Pou	9,07	9,07				
8.3.5	Créations et aménagements d'unités portuaires - AUSTRALES	13,19	13,19				
	Extension du quai de Raivavae	4,95	4,95				
	Extension du quai de Rapa	8,25	8,25				
9	PREVENTION DES RISQUES NATURELS	21,90	8,00	13,50	4,93	8,57	
9.1	Plans de prévention risques naturels	16,00	8,00	8,00	4,93	3,07	+ BMFF du BRGM, hors CD2
9.2	Equipement radar pour service Météo	5,50		5,50		5,50	
10	ASSAINISSEMENT	71,64	70,47	1,07	1,07		
10.1	Bilan écologique de l'eau	3,96	3,96				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ IDV	0,79	0,79				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ ISLV	0,79	0,79				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ Tuam-Gambier	0,79	0,79				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ Marquises	0,79	0,79				
	Bilan écologique rivières et lentilles eau/ Australes	0,79	0,79				
10.2	Schéma directeur d'assainissement	2,14	1,07	1,07	1,07		
10.3	Assainissement des eaux usées	65,44	65,44				
11	TRAITEMENT DES DECHETS	95,41	95,41				
11.1	Traitement déchets/ CET Nivee (Tahiti)	48,37	48,37				
11.2	Traitement déchets/ 5 unités d'incinérat. aux Tuamotu-Gambier	3,30	3,30				
11.3	Traitement déchets/ Archipels	13,74	13,74				
■	III - RENFORCER LA COUVERTURE SANITAIRE & LA COHESION SOCIALE	759,78	328,46	431,32	88,30	142,82	
12	ADDUCTION D'EAU POTABLE	79,92		79,92		79,92	
13	EQUIPEMENTS SANITAIRES	109,00	90,00	40,00	40,00		
13.1	IDV	26,39	15,83	10,55	10,55		
	CATEB	5,50	3,30	2,20	2,20		
	Réhabilitation Soc hygiène dentaire Mamao	1,65	0,99	0,66	0,66		
	Reconstruction & équipement de l'hôpital Afareaitu	10,99	6,60	4,40	4,40		
	Aménagement du nouveau Centre de transfusion sanguine	8,25	4,95	3,30	3,30		
13.2	ISLV	11,61	6,97	4,64	4,64		
	Centre médical Bora Bora	5,50	3,30	2,20	2,20		
	Poursuite remise à niveau hôpital Uturoa	2,20	1,32	0,88	0,88		
	Construction d'un centre médical à Tumaraa	1,96	1,17	0,78	0,78		
	Construction d'un centre médical à Taputapuataea	1,96	1,17	0,78	0,78		

(en millions de FF)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISÉS	COUT DES ACTIONS	FINANCEMENTS				OBSERVATIONS
			TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont FIDES	
13.3	Tuamotu-Gambier	14.40	8.84	5.76	5.76		
	Rénovation de la chefferie des Tuamotu-Gambier	0,82	0,49	0,33	0,33		
	Reconstruction du centre médical de Makemo (dont logement)	3,02	1,81	1,21	1,21		
	Construction infirmeries (dont logements de fonction)	10,55	6,33	4,22	4,22		
13.4	Marquises	14.28	8.58	5.72	5.72		
	Travaux 2 ^e tranche hôpital Taiohae	9,07	5,44	3,63	3,63		
	Reconstruction centre médical Hakahau	3,30	1,98	1,32	1,32		
	Rénovation centre médical Atuona	1,10	0,66	0,44	0,44		
	Construction 2 postes secours (Hanafetena, Hapatani)	0,82	0,49	0,33	0,33		
13.5	Australie	5.55	3.33	2.22	2.22		
	Tubuai : rénovation du centre médical de Mataura et des logements	1,70	1,02	0,68	0,68		
	Tubuai : rénovation poste secours Mahu	0,55	0,33	0,22	0,22		
	Rimatara : Rénovation de l'infirmerie et reconstruction des logements	1,65	0,99	0,66	0,66		
	Rurutu : rénovation du centre médical et des logements de Moerai	1,10	0,66	0,44	0,44		
	Rurutu : Reconstruction du poste de secours de Aui	0,55	0,33	0,22	0,22		
13.6	Autres	27.78	16.86	11.10	11.10		
	Construction de 5 logements pour le personnel en poste isolé	3,74	2,24	1,50	1,50		
	Matériels médicaux pour les formations de santé	11,27	6,76	4,51	4,51		
	Incinérateurs des centres médicaux	3,13	1,88	1,25	1,25		
	Réseau informatique de santé polynésien	9,62	5,77	3,85	3,85		
14	LOGEMENT SOCIAL	426.00	213.00	213.00		213.00	
14.1	Logement social / IDV	267.14	54.14	213.00		213.00	
14.2	Logement social / ARCHIPELS	158.86	158.86				
	Accession à la propriété bâtie (construction + prêt)	131,93	131,93				
	Aides en matériaux de construction	18,14	18,14				
	Amélioration de l'habitat existant - transport matériaux	3,30	3,30				
	Amélioration des conditions d'hygiène des habitations	5,50	5,50				
15	SOLIDARITE & INSERTION JEUNESSE	27.48	27.48				
15.1	SOLIDARITE	13.74	13.74				
	Centre d'hébergement non hospitalier des malades	13,74	13,74				
15.2	INSERTION JEUNESSE	13.74	13.74				
	Centres d'accueil, d'information et d'animation collective	13,74	13,74				
16	CULTURE	48.48	27.88	18.50	18.50		
16.1	Programme Sauvegarde et Aménagement	7.15	4.40	2.75	2.75		
	Banque de données numérisées	2,75	2,20	0,55	0,55		
	Formation aux métiers de sauvegarde	4,40	2,20	2,20	2,20		
16.2	Aides à la création artistique	2.47	2.14	0.33	0.33		
	Subventions à la création artistique	1,65	1,32	0,33	0,33		
	Aménagement au CAT d'une classe de musique assistée par ordinateur	0,82	0,82				
16.3	Artisanat traditionnel	5.50	5.50				
	Reconstruction bâtiment CMA (centre des métiers d'art)	5,50	5,50				
16.4	Tourisme culturel	31.36	15.94	15.42	15.42		
	Aménagement et création de musées et de sites culturels	22,57	9,89	12,67	12,67		
	Acquisitions de pièces (arts océaniques)	8,25	5,50	2,75	2,75		
	Etudes d'identification économique de la création artistique	0,55	0,55				
17	POLITIQUE DE LA VILLE	79.90		79.90	30.00	49.90	

(en millions de FF)

	PROGRAMMES CONTRACTUALISES	FINANCEMENTS					OBSERVATIONS
		COUT DES ACTIONS	TERRIT.	ETAT	dont MIN. TECHN.	dont RDES	
■	IV - DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE & DEVELOPPEMENT DES ARCHIPELS ELOIGNES						
	DECONCENTRATION ADMINISTRATIVE	21,99	21,99				
	Réalisation centres administratifs Archipels	21,99	21,99				
■	V - DISPOSITIONS GENERALES						
	EVALUATION COMMUNICATION	8,39		8,39		8,39	

	TOTAL CONTRAT :	2 240,0	1 120,0	1 120,0	667,90	452,10	
--	------------------------	----------------	----------------	----------------	---------------	---------------	--

TARIFS T.T.C. DES OUVRAGES ET AUTRES ARTICLES DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

VIENT DE PARAÎTRE

- Affiches "Réglementation sur le commerce des boissons" (français et tahitien) 654 FCP
- Code de l'Education (J.O.P.F. n° 3 N.S. du 25 août 2000) 433 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1999)..... 3.131 FCP
- Code de la santé publique (J.O.P.F. n° 6 N.S. du 1er décembre 2000)..... 1.195 FCP

EN VENTE A L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

- Statut de l'Autonomie de la Polynésie française (janvier 1998)..... 1.404 FCP
- Budget Général du territoire et Budget des Comptes spéciaux - année 2000 2.240 FCP
- Code de l'aménagement (édition 1999) 3.296 FCP
- Code pénal (J.O.P.F. n° 8 N.S. du 2 août 1996) 371 FCP
- Code de procédure pénale (J.O.P.F. n° 9 N.S. du 16 août 1996) 690 FCP
- Code de l'expropriation pour cause d'utilité publique applicable à la Polynésie française..... 1.329 FCP
- Répertoire chronologique des actes publiés au J.O.P.F. de 1981 à 1991 5.345 FCP
- Répertoire général des textes promulgués au B.O.E.F.O. et J.O.P.F. de 1843 à 1996 (Mise à jour) 3.348 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1995)..... 1.988 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1996)..... 2.055 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1997)..... 2.457 FCP
- Table analytique et chronologique (année 1998)..... 2.858 FCP
- Recueil des données essentielles des I.S.L.V. (octobre 1997)..... 859 FCP
- Recueil des données essentielles des îles Marquises (juin 1998)..... 1.000 FCP
- Recueil des données essentielles des îles Australes (octobre 1998)..... 859 FCP
- Recueil des données essentielles des îles Tuamotu Gambier (décembre 1998)..... 1.000 FCP
- Statut de la fonction publique :
 - Tome 1 : Dispositions générales 1.761 FCP
 - Tome 2 : Statut particulier 2.668 FCP
 - Tome 3 : Filière santé..... 1.627 FCP
- Code des impôts (mise à jour au 1er janvier 2000) 3.039 FCP
- Code des douanes (juillet 1999)..... 2.121 FCP

Consulter l'Imprimerie Officielle pour les autres ouvrages

43, rue des Poilus-Tahitiens — B.P. 117- 98713 Papeete — Tél. : 42.50.67 - Fax : 42.52.61

Lundi à Jeudi : 7 h à 15 h et Vendredi : 7 h à 14 h

TARIFS

des Abonnements de l'Imprimerie Officielle

TARIF en F CFP	T.T.C.	Hors Taxe					
		Nouvelle-Calédonie	France, Andorre et Monaco	Hawaii	U.S.A.	Nouvelle-Zélande	Autres Pays d'Europe
		Voie aérienne					
Numéro.....	196*	265	325	315	345	335	420
Abonnement 6 mois	3.981	5.935	7.880	7.530	8.505	8.255	10.495
Abonnement 1 an	7.225	10.785	14.225	13.680	15.465	14.660	19.080

* Frais d'expédition non inclus pour les îles.

